

HEC MONTRÉAL

Les voies [voix] de la collaboration
Décroissance et opérationnalisation du «nouveau monde»
par
Léa Héroux-Mailhot

Sciences de la gestion
(Option Gestion en contexte d'innovations sociales)

Mémoire présenté en vue de l'obtention
du grade de maîtrise ès sciences en gestion
(M. Sc.)

Décembre 2017
© Léa Héroux-Mailhot, 2017

Résumé

Le mouvement de la décroissance soutenable propose une critique approfondie du système productiviste, jugé destructeur, injuste et aliénant, et fait valoir l'urgence d'une transition civilisationnelle vers un monde post-croissance. Cependant, il semble que le capitalisme détienne une capacité à se renouveler et se légitimer à travers les lieux et les époques, malgré les nombreuses tentatives de révolution effectuées depuis plusieurs siècles. La question qui préoccupe alors tout.e militant.e est de savoir comment réussir la transition vers ce «nouveau monde». L'hypothèse mise de l'avant dans ce travail est celle de la collaboration entre différentes initiatives citoyennes comme condition au basculement. Puisque ce mémoire s'inscrit dans une perspective constructiviste, il s'agit de comprendre comment les acteurs de différents fronts de lutte tentent de façonner et de constituer une nouvelle réalité sociale à travers un processus d'agencement et de collaboration. L'idée est alors d'analyser les relations entretenues par différentes initiatives citoyennes sur un même territoire.

Afin de répondre à ces interrogations, le présent travail de recherche prend appui sur des données issues d'organisations montréalaises visant la transition socioécologique ainsi que sur la théorie de l'acteur-réseau. De ce mémoire, on peut conclure qu'il y a effectivement collaboration entre les acteurs du milieu et qu'il existe un désir de coopérer davantage. Pourtant, plusieurs obstacles existent à la traduction, rendant les stratégies de collaboration bien limitées dans les faits.

Mots clés : décroissance soutenable, transition socioécologique, collaboration, initiatives citoyennes, fronts de lutte, agencement, sociologie de la traduction, acteur-réseau.

Table des matières

Résumé	v
Remerciements	ix
Introduction.....	9
Plan du mémoire.....	10
Chapitre 1 La décroissance : du pourquoi au comment.....	13
1.1. Pourquoi refuser la croissance ?	15
Insoutenabilité.....	16
Injustice	18
Aliénation	21
1.2. Pourquoi nos sociétés sont-elles croissancistes ?	23
Émergence du capitalisme	24
Révolution industrielle : domination économique	27
Le déploiement de la logique capitaliste.....	28
Le capitalisme du XX ^e siècle : guerres, entreprises, classe moyenne et crédit	30
Domination économique du XXI ^e siècle.....	32
1.3. Les propositions décroissancistes	34
Objectifs et principes décroissancistes.....	35
Stratégies décroissancistes	40
Initiatives citoyennes	44
1.4. Limites des initiatives citoyennes et conditions de transition	52
La collaboration comme possibilité de transition	54
Vers une question de recherche	58
Chapitre 2 Cadre théorique et démarche méthodologique	59
2. 1. La théorie de l'acteur-réseau.....	59
Agencement et réseau sociotechnique	60
Traduction.....	62
Rallongement et irréversibilité.....	65
Forum hybride	66
Question de recherche.....	67
2.2. La collecte des données.....	68
Délimitation du champ d'étude.....	69
Choix des initiatives	70
Présentation sommaire des initiatives	71
Analyse et présentation des données produites	75
Chapitre 3 Créateurs de liens	77
3. 1. Histoires de réseaux.....	78
Patate du peuple	78
Exeko	83

VET - Une Monnaie pour Montréal	89
Upop	93
Bâtiment 7	98
Coalition Climat Montréal	103
Réseau d'Action Municipal (<i>RAM</i>)	108
Virage	111
Synthèse.....	117
L'évidence de la collaboration.....	121
3.2. Difficultés de traduction	123
S'étendre, mais à quel prix?.....	124
Se spécialiser ou intégrer les luttes actuelles?	133
3.4. Des initiatives dans le champ ?.....	141
La théorie des champs	142
Application au cas	143
3.4. Retour sur les résultats et synthèse	146
Chapitre 4 Conclusion	149
4.1. Rappel de la démarche et des principaux résultats obtenus.....	149
4.2. Apports du mémoire.....	150
Apports scientifiques	150
Apports pratiques.....	151
4.3. Limites du mémoire.....	153
Choix méthodologiques	153
Choix théoriques.....	155
L'initiative citoyenne décroissante, jusqu'où ?.....	156
4.4. Pistes de recherche	157
Bibliographie	clix
Articles.....	clix
Ouvrages	clxii
Notes de cours	clxvii
Thèses, rapport, document inédit	clxvii
Annexes	clxix
Annexe 1 - Guide entrevue.....	clxix
Annexe 2 – Tableau récapitulatif.....	clxxi

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon directeur de mémoire, Yves-Marie Abraham, d'avoir accepté de m'accompagner dans ce projet. Merci pour tes commentaires, ton temps, tes apports et tes réflexions critiques. Merci aussi d'être le professeur que tu es, passionné et empathique, qui m'a énormément appris au cours des deux dernières années.

Ensuite, un énorme merci à ma famille. Merci à Robin, sur qui je peux toujours compter. Ton support moral quotidien et tout ton amour furent inestimables. Merci à Chantale Mailhot, ma magnifique maman et source d'inspiration. Merci pour ton aide essentielle et ta confiance. Un énorme merci à Robert Héroux, mon papa, pour ton support inconditionnel et tes encouragements continus. Merci à mon grand frère, Yann Mailhot-Héroux, que j'admire et que j'aime de tout mon coeur. Merci pour ton enthousiasme et ton intérêt quant à la réalisation de ce projet. Merci à ma mamie, Louise Bouchard, pour son optimisme et son humanisme qui me servent de guide dans chaque projet entrepris. Merci aussi à mon oncle, Pascal Mailhot et à mes incroyables cousins Edmond et Simone.

Merci à mon grand ami, Nader Zebib, avec qui j'ai cheminé et évolué tout au long de cette grande aventure qu'est l'université. Merci pour les discussions, les échanges, les partages.

Merci à mes ami.e.s et collègues de mémoire, Viviane, Evelyn, Caroline, Beauté et Michaël pour l'entraide, la compréhension et la passion partagée. Pour les fous rires, et l'amour surtout.

Merci à ma belle «gang» d'ami.e.s, à Francis, Myriam, Mathieu, Emmanuel, Véro, Cyril ainsi qu'à Quentin, sans qui je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui.

Un merci particulier à Anne Mesny et Anne Pezet pour les références et précieux commentaires ainsi qu'à Marc Lachapelle pour la relecture et les commentaires éclairants, pour les moments et échanges toujours enrichissants.

Introduction

Le système croissanciste et capitaliste module l'existence humaine depuis plusieurs siècles. Le développement économique sous-jacent promet prospérité à l'ensemble de la population. Dans un esprit de remise en question et de contestation de cette organisation de la société, le courant de la décroissance prend forme dans les années 1970. Se qualifiant d'«objecteur.e.s de croissance», les théoricien.ne.s du mouvement s'opposent au système qu'ils qualifient de brutal et destructeur. Pour ces derniers, lesdits «progrès» scientifiques et technologiques issus de la Révolution Industrielle n'entraînent pas davantage de liberté et d'égalité pour les individus. En réalité, ils remarquent l'accroissement des inégalités sociales en Occident et ailleurs dans le monde. Parallèlement, la situation écologique se dégrade, les crises se multiplient et les effets des changements climatiques se font sentir. Pour les partisan.e.s de la décroissance, ces changements risquent d'intensifier les conflits, de renforcer l'agglomération des pouvoirs, d'accroître les injustices sociales, et fragilisent simultanément les conditions actuelles de vie sur Terre et celles des générations futures.

S'attaquant à la source des problèmes écologiques et humains, la décroissance propose l'esquisse d'un «nouveau monde», soutenable, juste et convivial. À travers divers principes, ses partisan.e.s souhaitent mettre en place ce modèle de société «post-croissance» de manière concrète. Conjointement, en marge des marchés, de la consommation et de l'accumulation de richesses, des citoyen.ne.s cherchent des moyens d'expression et d'association permettant de reprendre possession du présent. Partout à travers le monde, des millions de personnes décident de vivre autrement. Voyant leurs espaces de liberté se réduire et se sentant impuissant.e.s face aux décisions centralisées prises par les élites politiques et économiques, les mouvements populaires et les expérimentations citoyennes se multiplient, exprimant l'insoumission et la possibilité d'un autre monde. De cette manière, ce «nouveau monde»; cette révolution de l'imaginaire semble déjà être en marche.

Devant les constats toujours plus alarmants de la situation écologique et face aux millions d'individus investissant toute leur énergie dans un changement de paradigme, des idées telles que celles portées par les partisan.e.s de la décroissance méritent qu'on s'y attarde. Ce travail

cherche à rendre compte des principales idées avancées par les théoricien.ne.s du mouvement et porte sur la question cruciale des conditions de rupture avec les sociétés de croissance.

Plan du mémoire

Ce mémoire a pour objectif d'alimenter la réflexion quant à la transition vers des sociétés post-croissance. Il se divise en quatre sections.

Le premier chapitre présente le mouvement de la décroissance selon une approche sociohistorique. Il est question d'abord de définir le terme et de mettre en lumière les critiques adressées au système actuel, portant sur les effets pervers de la quête de croissance économique. Nous analysons ensuite ces critiques à travers l'exposition de divers évènements chronologiques liés au développement du capitalisme, dans une perspective néomarxiste et féministe. Cela permet de revenir aux racines du productivisme, d'en comprendre les effets sur la vie contemporaine et d'entrevoir les fondements du mouvement décroissant, bien que ce dernier ne s'identifie pas forcément à ces deux courants. Ensuite, nous présentons les principales propositions «décroissancistes», en nous attardant sur les expérimentations locales préconisées par les partisan.e.s de la décroissance. La revue de littérature que nous avons réalisée sur ce sujet débouche sur l'hypothèse que l'une des conditions au basculement vers des sociétés «post-croissance» est la collaboration entre initiatives citoyennes de proximité. Pour mener l'enquête sur ce thème, une question provisoire est esquissée : *quelles relations entretiennent les initiatives citoyennes oeuvrant sur un même territoire?*

Afin d'explorer l'hypothèse de la collaboration en lien avec cette interrogation, le cadre théorique choisi est celui de la sociologie de la traduction, aussi appelé théorie de l'«acteur-réseau». Alors qu'il est question d'étudier les relations qu'entretiennent les initiatives citoyennes sur un même territoire, ce cadre permet d'être attentif au travail de construction d'une réalité sociale, reposant notamment sur des efforts d'agencement et de coopération déployés par des humains. En d'autres termes, la sociologie de la traduction permet de comprendre comment les individus parviennent à faire société à travers la construction et la stabilisation d'un réseau sociotechnique. Le choix de ce cadre théorique nous a conduit à préciser notre question de

recherche : *comment les initiatives citoyennes s'efforcent-elles d'agencer le monde nouveau qu'elles prétendent faire advenir?*

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons décidé d'enquêter auprès d'initiatives citoyennes montréalaises qui sont engagées, chacune à leur manière, dans la mise en œuvre de cette transition socioécologique préconisée par le mouvement de la décroissance. Le dispositif mis en place est présenté et justifié au chapitre 2 de ce mémoire.

Dans le troisième chapitre, nous présentons les résultats issus d'entretiens semi-dirigés avec ces «acteurs de terrain», en nous inspirant de la théorie de l'acteur-réseau. En prenant appui sur l'idée de construction de réseaux sociotechniques, il s'agit de comprendre les alliés dont disposent déjà les initiatives citoyennes, les alliances visées ainsi que les stratégies mises en œuvre afin de stabiliser ces relations. Les difficultés rencontrées par les acteurs pour étendre leurs réseaux respectifs sont ensuite exposées et une courte réinterprétation des résultats est proposée dans un cadre théorique macrosocial, soit la théorie des champs de Bourdieu.

Le chapitre quatre est l'occasion d'effectuer un rappel de la démarche, d'exposer les principaux résultats obtenus et de discuter des apports et limites de ce mémoire. Le travail se termine sur de nouvelles pistes de recherche.

Chapitre 1

La décroissance : du pourquoi au comment

Les partisan.e.s de la décroissance utilisent d'abord ce terme comme un slogan provocateur; un «mot-obus»¹ permettant de susciter le débat et pousser la réflexion critique vis-à-vis du «dogme de la croissance» (Cheynet, 2008). Ce slogan exprime un mot d'ordre politique qui questionne et remet en cause l'idée selon laquelle la croissance est une condition essentielle au bonheur de l'humanité. Les décroissant.e.s plaident alors pour une rupture radicale avec la course à la production de marchandises et la croissance illimitée, pour des raisons de justice sociale, de soutenabilité écologique et d'émancipation (Abraham, 2012). Bien qu'étant d'abord une critique du système productiviste, la décroissance débouche sur un projet politique proposant les bases d'une société post-croissance.

L'idée de décroissance émerge avec la publication du rapport «Limits to growth»² du Club de Rome en 1972³. Ce rapport, basé sur une modélisation et une simulation informatique des interactions entre l'être humain et l'environnement terrestre, soutient que l'humanité a atteint les limites d'exploitation des ressources naturelles (Abraham, Levy et Marion, 2015). Par ailleurs, c'est à cette époque que les ouvrages importants sur lesquels se basent aujourd'hui de nombreux objecteur.e.s de croissance sont publiés, notamment à travers la plume d'Ivan Illich, André Gorz, Gunther Anders, Cornelius Castoriadis, François Partant et Jacques Ellul du côté socialiste, ainsi qu'Herman Daly et Nicholas Georgescu-Roegen du côté libéral (Abraham, Levy et Marion, 2015).

Parallèlement, entre 1970 et 2000, les concepts de développement durable⁴ et de responsabilité sociale de l'entreprise apparaissent⁵ et s'étendent. L'idée selon laquelle il est possible de

¹ Expression de Paul Ariès (2007), un des principaux ambassadeurs de la décroissance en France.

² Ouvrage rédigé par Meadows, D., Meadows, D., Randers, J. et Behrens III, W.

³ Les critiques liés au productivisme et au système capitaliste sont toutefois plus anciennes. Quelques penseurs «décroissantistes» peuvent ainsi être repérés dès le XIXe siècle, comme Sergei Podolinsky (1850-1891), John Stuart-Mill (1806-1873) et Ernst Friedrich (1867- ?).

⁴ Le concept de développement durable est formulé officiellement dans le rapport Brundtland en 1987 puis entre officiellement en politique lors du Sommet de Rio en 1992. Pour les objecteurs de croissance, le

concilier les impératifs économiques, le progrès social et le respect de l'environnement est véhiculée, contribuant à justifier l'ordre en place. Les grandes crises des années 1970 et 1980 favorisent quant à elles la marginalisation des critiques radicales émises dans le rapport du Club de Rome, d'autant plus que les élites des sociétés soutiennent les discours plus modérés du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises. Les idées de décroissance sont ainsi éclipsées par ces «solutions» réformistes.

La notion de décroissance refait apparition dans le débat public au début des années 2000, suite au colloque de l'UNESCO «Défaire le développement, refaire le monde», en France. L'objectif de cet événement est de contester l'idéologie du développement durable mais aussi de remettre en question le développement tout court. À partir de ce moment, l'idée de décroissance prend de l'ampleur et se diffuse à travers différents ouvrages, la formation de mouvements politiques, l'organisation de conférences internationales, la recherche académique ainsi que l'expérimentation collective et individuelle. Elle devient plus qu'un slogan provocateur; on parle alors de mouvement, politique et social, ayant l'ambition d'un changement de civilisation vers une société *juste, émancipatrice et soutenable* (Abraham, 2015). Cela dit, on ne peut parler d'un mouvement homogène sur le plan idéologique. Le terme de mouvance convient sans doute mieux pour désigner un ensemble de critiques de la croissance dont les fondements intellectuels s'avèrent assez hétérogènes⁶ (Abraham, 2012).

Avant tout, il est important de préciser que la décroissance ne signifie pas récession⁷; ce n'est pas non plus un «retour en arrière». C'est plutôt un «pas de côté», afin de sortir de la trajectoire dévastatrice de la croissance. Si ses partisan.e.s n'y voyaient pas l'opportunité d'un slogan provocateur, on parlerait plus justement d'a-croissance (Latouche, 2010). Comme le note Anne-

développement durable est un oxymore permettant simplement de «polluer moins pour polluer plus longtemps».

⁵ Certains concepts faisant référence à la responsabilité sociale des entreprises existent déjà à partir des années 40 (notamment l'éthique des Affaires et la responsabilité sociale des Affaires) mais demeurent en marge du débat public jusqu'à cette époque.

⁶ Altermondialistes, écologistes radicaux, anti-capitalistes, anti-modernistes, anarchistes, néomarxistes, philosophes, ingénieurs, professeurs d'université, étudiants, militants divers se regroupent sous la bannière de la décroissance, ce qui représente à la fois une force et une faiblesse pour le mouvement.

⁷ L'utilisation d'un slogan provocateur («décroissance») détient des inconvénients et engendre des malentendus, notamment le fait d'associer décroissance à récession, mais aussi le fait de déplacer le débat sur le terrain des économistes. (Rist, 2015)

Catherine Menétrey-Savary:

La décroissance n'est pas synonyme de pénurie, d'éclairage à la bougie ou de voyages en diligence. C'est un mouvement qui exprime la profonde aspiration des gens à sortir de l'aliénation consumériste et marchande, de la tyrannie de la performance et de la concurrence. [...] C'est retrouver le goût de la convivialité, des activités autonomes, de la simplicité, du partage, dans le respect de l'environnement. Car s'il y a une urgence aujourd'hui, c'est moins de relancer l'économie que de freiner la dégradation de notre Terre.⁸

La décroissance repose sur trois grandes questions : pourquoi refuser la croissance? A quoi ressembleraient des sociétés post-croissance? Comment initier la rupture avec les sociétés de croissance? La réponse à la première question cherche à démontrer les limites et les conséquences dévastatrices de la croissance sur les humains, alors que la deuxième propose l'élaboration d'un projet de transition optimiste, traduisant une foi en l'humanité et en l'avenir. Pour les partisan.e.s de la décroissance, ces questions sont essentielles : «la maîtrise et l'optimisme ont besoin d'être couplés à une compréhension réaliste de ce qui nous attend» (Meadows, 2013 : 197). La dernière question implique quant à elle l'identification des différentes stratégies de transition proposées par les objecteur.e.s de croissance.

1.1. Pourquoi refuser la croissance ?

L'aspect particulier de la critique décroissanciste tient au fait que le refus de la société de croissance n'est pas une fatalité, mais plutôt un choix conscient. Pour ses partisan.e.s, sortir de ce cercle vicieux est une nécessité absolue : «[m]ême et surtout si une croissance infinie était possible, ce serait à nos yeux une raison de plus pour la refuser, pour pouvoir rester simplement des humains. [...] Notre combat est avant tout un combat de valeurs», souligne Paul Ariès

⁸ Anne-Catherine Menétrey-Savary, citée par Marion (2015), page 136.

(2009 : 31). La croissance n'est donc pas uniquement refusée pour ses contradictions internes⁹ mais comme «mode de vie social» (Lepesant, 2013).

Abraham (2012) synthétise la critique décroissanciste sous trois thèmes : la croissance est avant tout *injuste*, pour les êtres humains ainsi que pour les êtres vivants non-humains; *aliénante*, car destructrice du tissu social, épuisante et réductrice de l'autonomie ainsi qu'*insoutenable*, car elle mène ultimement vers l'effondrement de la civilisation. En effet, pour les objecteur.e.s de croissance, il est incontestable que nous entrerons bientôt dans une «période de déclin incontrôlé»¹⁰; une décroissance inévitable, due à l'activité industrielle moderne. Il reste donc à déterminer si cette dernière sera subie et violente ou alors choisie et maîtrisée, d'où l'ajout de l'adjectif «soutenable» au slogan utilisé par les décroissants.

Insoutenabilité

Le premier argument clé tient au fait que la course à la croissance détruit la biosphère ainsi que nos sociétés (Abraham, 2016). Dans cet objectif de croître, le système a tendance à surexploiter la nature. L'exploitation intensive de ressources naturelles, l'émission de polluants à un rythme effréné, la production massive de déchets ainsi que le déséquilibre dans les flux de matière permettant de soutenir notre mode de vie¹¹, modifient de manière durable et profonde le système terrestre. En d'autres termes, la «crise écologique» implique la raréfaction absolue des ressources dont nous avons besoin pour vivre; le dérèglement du climat, ainsi que la saturation et l'empoisonnement par accumulation de déchets. L'activité industrielle détruit le seul et unique habitat de l'humain et fragilise de manière extrêmement rapide ses conditions d'existence, celles des êtres vivant non-humains et celles des générations futures. Ultimement, elle entraîne la sixième extinction des espèces, incluant la nôtre.

⁹ Croissance et augmentation des inégalités; croissance infinie dans un monde fini; société qui nous rend malade, disposition des ressources permettant à tous et à toutes de vivre une vie digne mais poursuite de cette course folle du «développement», etc.

¹⁰ Selon la deuxième version du rapport «Limits to Growth», publié en 1992, les auteurs présentent une conclusion selon laquelle les limites biophysiques de la planète ont été dépassées, nous confrontant par le fait même à la thèse de l'effondrement.

¹¹ La majorité des grandes perturbations environnementales telles les changements climatiques proviennent essentiellement des quantités des flux de matière. Ainsi, ce n'est pas la substance en cause mais plutôt la quantité entrant ou sortant d'un processus de production qui affecte le système terrestre. Par exemple, le dioxyde de carbone n'est pas en lui-même polluant, mais lorsqu'il est produit dans de grandes quantités, il finit par bouleverser le cycle du carbone puis perturber le climat. (Arnsperger et Bourg, 2016)

Critique des solutions croissancistes à la « crise écologique »

Face au péril écologique, les dirigeants politiques et économiques de nos sociétés promeuvent des «solutions» reposant sur le pari qu'il est possible de combiner croissance et respect des limites biophysiques à l'intérieur desquelles la vie humaine demeure possible. Pour les objecteur.e.s de croissance, ces solutions sont jugées inefficaces et ne servent qu'à perpétuer l'ordre en place. S'appuyant sur la critique des stratégies d'internalisation, la dynamique de l'«effet rebond» et la loi de l'entropie, économistes, ingénieurs et académiciens déconstruisent ces idées perçues comme étant de simples moyens de contourner le problème, plutôt que de le régler.

D'abord, les stratégies d'internalisation des externalités ne sont jamais réellement appliquées dans un système capitaliste. À titre d'exemple, un prix très élevé du carbone pénalisant l'utilisation des fossiles devrait être adopté dans une logique d'internalisation. Cependant, tout surcoût est considéré comme une atteinte à la compétition, et crée un avantage pour les plus gros utilisateurs/payeurs (Owen, 2013 et Tanuro, 2012). Ce genre de stratégie n'est ainsi jamais appliqué rigoureusement, de manière à diminuer les externalités, car cela provoquerait un ralentissement économique, donc une forme de décroissance.

Pour ce qui est de l'«effet rebond», selon ces mêmes auteurs, dans une société de croissance, les solutions techniques visant à économiser de l'énergie ou d'autres ressources en stimulent en fait la consommation. En effet, ce qui est économisé sert alors, pour le producteur, à produire davantage et, pour le consommateur, à consommer plus. Par exemple, les voitures qui consomment moins d'essence permettent à l'utilisateur de faire plus de kilomètres ou alors de se payer un billet d'avion avec les économies effectuées (Alcott, 2015).

La loi de l'entropie stipule quant à elle que l'utilisation de ressources naturelles se traduit toujours par une perte nette. Alors que les ressources fossiles ne peuvent être utilisées qu'une

seule fois¹², Georgescu-Roegen (1995) démontre que pour ce qui est des ressources renouvelables, l'énergie produite par la transformation de ces dernières ne peut, elle non plus, être récupérée. Produire toujours plus implique de produire toujours plus de déchets. L'utilisation croissante et excessive de l'une ou l'autre ressource constitue ainsi un problème de taille pour le destin de la race humaine (Georgescu-Roegen, 1995). Qui plus est, comme le souligne Abraham (2012), par quoi remplacer et substituer l'eau potable, l'air respirable et la terre fertile ?

En somme, à travers des stratégies comme la substitution et l'efficacité énergétique, les institutions dominantes déplacent et ajustent les contraintes permettant *en apparence* de surmonter les exigences environnementales. Cependant, comme nous vivons dans un monde fini, la croissance infinie entraîne nécessairement une saturation globale. En pratique, tout montre que nous ne sommes effectivement pas capable d'avoir une croissance continue sans heurter les limites biophysiques de la planète. Et, «plus on aura déployé d'ingéniosité pour prolonger [la croissance], plus les effets différés seront dévastateurs» (Méheust, 2009: 37).

Injustice

La croissance est aussi jugée injuste, car elle accroît les inégalités entre les humains¹³ ainsi qu'avec les êtres non-humains. Certes, certains rapports de domination et d'exploitation étaient présents bien avant la société de croissance (Ariès, 2007). Toutefois, il semble que le système actuel ne bénéficie qu'à une faible portion de la population mondiale et qu'il est générateur de nombreuses inégalités. Plus concrètement, des inégalités sont constatées au cours des trois derniers siècles au sein d'un même pays en terme de revenu et de patrimoine, et sont fortement en hausse depuis les années 1970 (Piketti, 2013). Cet économiste démontre que, dans le système capitaliste, le taux d'accumulation du capital tend à être plus rapide que la hausse des revenus du travail. Cela implique que les détenteurs du capital s'enrichissent plus rapidement que le reste de la population. Le système actuel est en outre générateur d'inégalités grandissantes.

¹² Au départ, elles détiennent une basse entropie (énergie utilisable par l'humain) puis elles sont rejetées en déchet sans valeur, à haute entropie (énergie irremplaçable).

¹³ Sur le plan matériel mais aussi environnemental via l'accès inégal aux ressources et la pollution délocalisée.

Qui plus est, on note un accroissement des inégalités entre le Nord et le Sud, dû à la dépossession des ressources des pays dits du «Tiers-Monde», au profit de l'enrichissement des pays occidentaux (Ariès, 2007). En effet, la croissance économique des pays du Nord s'appuie sur l'exploitation des pays du Sud et suppose le sous-développement de ces derniers (Partant, 2007). L'«aide au développement» semble ne bénéficier qu'aux occidentaux et fragilise les conditions d'existence des populations du Sud. Comme l'expose Costa (citée par Federici, 2016 : 103), «[l]e sacrifice d'une grande partie de l'humanité fut une des conditions nécessaires à l'apparition du capitalisme : extermination de masse, production délibérée de la misère et de la famine, esclavage, violence et terreur. Son maintien repose sur les mêmes présupposés». Par ailleurs, Madelin (2017 : 37) souligne que «les minorités raciales et les populations pauvres sont les principales victimes des pollutions en tous genres et elles seront également les premières à souffrir des effets d'un réchauffement climatique auquel elles n'ont pourtant que peu contribué».

Ensuite, les relations capitalistes ainsi que la nouvelle division internationale du travail favorisent les relations d'exploitation et de domination envers les femmes. Dans les pays du Sud, ces dernières font face à des conditions de travail oppressives¹⁴ liées à leur intégration dans les industries manufacturières délocalisées ainsi que dans l'économie informelle. Dans les pays occidentaux, les femmes subissent de fortes discriminations en milieu professionnel sur le plan des salaires, des postes accessibles et de la vision du rôle de la femme dans une organisation ainsi que dans la sphère domestique. Que ce soit dans les pays occidentaux ou non-occidentaux, les activités ménagères et d'éducation sont prioritairement assignées aux femmes¹⁵ tout en n'étant pas considérées comme du «vrai travail», créateur de valeur¹⁶ (Boucher, 2014). En outre, les femmes à travers le monde se voient imposer un énorme travail de reproduction sociale non valorisé au nom de l'instinct/«amour maternel» et du don de soi, au profit de l'économie capitaliste. Pour certaines autrices féministes, le capitalisme n'aurait pu se développer réellement sans l'appropriation du corps des femmes comme moyen de production de la main d'œuvre nécessaire à l'accumulation du capital (Federici, 2016). Aujourd'hui encore, dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, les femmes sont fortement pressurisées afin

¹⁴ Intimidation pour maintenir les salaires sous le seuil de subsistance ; énormes journées de travail dans des environnements dangereux ; fouilles corporelles quotidiennes ; contraceptifs obligatoires afin de prévenir un ralentissement de la production ou pression pour maintenir la reproduction de la force de travail ; enfermement jusqu'à l'atteinte de quotas... La domination des femmes – et de leur corps est ainsi établie en fonction des besoins du capital.

¹⁵ La féminité est aujourd'hui associée au «care» et au don de soi, ce qui fait que l'assignation des tâches ménagères et d'éducation est réservée en priorité aux femmes.

¹⁶ Favorisant du même coup la reproduction de la domination des hommes sur les femmes.

d'assurer la force de production nécessaire dans les villes. Elles sont ainsi contraintes à un double rôle, celui de la production marchande et celui de la reproduction.

Finalement, le monde que l'on transforme en jardin aseptisé et productif limite les possibilités d'existence des générations futures et des êtres non-humains, ces derniers se voyant imposer des souffrances et des morts excessives et inutiles au nom de la production. Le spécisme – préjugé en faveur des membres de sa propre espèce – alimente le phénomène d'extinction massive¹⁷ en légitimant, voire en normalisant certaines pratiques et activités impliquant les êtres non-humains (Singer, 2012). De cette manière, il y a priorisation de nos propres intérêts en tant qu'espèce ainsi que des impératifs productivistes liés au système dans lequel nous sommes impliqués, par exemple en ce qui a trait à l'alimentation. De larges monocultures dépendantes de nombreux produits chimiques prennent place sur les territoires (sans égards aux vivants pouvant en être affectés) aux côtés d'élevages industriels à la fois insoutenables et cruels sur le plan des conditions de vie des animaux¹⁸. Conséquemment, selon Singer (2012), afin de pallier ces injustices, le principe d'égalité de considération¹⁹ doit être étendu à tous les êtres vivants sensibles et non pas uniquement aux humains. Pour Giroux et Larue (2017), les droits à la vie ainsi qu'à la liberté (et donc le droit de ne pas être assujéti) doivent aussi être reconnus comme des intérêts fondamentaux des animaux.

¹⁷ Selon le Rapport Planète Vivante 2014 de l'organisation WWF, «(...) le nombre de mammifères, d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens et de poissons sur le globe a, en moyenne, diminué de moitié en 40 ans.» Selon ce même rapport, en 2015, «[l]es populations d'animaux marins (mammifères, oiseaux, reptiles et poissons) se sont contractées en moyenne de moitié sur la planète au cours des quatre dernières décennies. Certaines ont même vu leur effectif fondre de près de 75% et les espèces les plus prisées comme le thon, le maquereau et la bonite subissent le déclin le plus marqué.»

¹⁸ Mais bien d'autres formes d'exploitation animale existent (Singer, 2012) : la chasse, pour le loisir ou la fourrure ; l'élevage des visons et renard pour leur fourrure ; la capture d'animaux sauvages à des fins de divertissement ; le dressage et l'expérimentation animale ; l'abattage de baleines sous couvert de recherche scientifique ; la pêche au thon impliquant la noyade de milliers de dauphins dans les filets posés par les bateaux ; l'abattage de kangourous pour en faire du cuir et des aliments pour animaux domestiques...

¹⁹ Singer fait une distinction entre l'égalité de traitement et l'égalité de considération. Puisqu'il existe des différences notables entre les êtres humains et les non humains, le principe n'implique pas de traiter les deux groupes de manière identique mais d'accorder une *considération* aux intérêts de tous les êtres vivants. Ces intérêts sont notamment établis en fonction de la capacité à souffrir et à éprouver du plaisir.

Aliénation

Enfin, une critique de l'économie et du progrès technoscientifique permet de dénoncer le caractère aliénant de la croissance.

Aliénation technique

D'une part, il semble que le développement de certains outils et techniques²⁰ permettant de maximiser la productivité, donc la croissance, s'avère être un réel danger pour la liberté, puisqu'elles tendent à asservir l'être humain (Abraham, 2015). Les machines s'étalent dans pratiquement toutes les sphères de la vie, se rendant indispensables pour l'humain et diminuant rapidement notre autonomie. En effet, dans pratiquement tous les domaines, il y a une dépendance croissante à l'utilisation des machines, ces dernières requérant sans cesse d'autres machines. L'humanisme et la capacité de jugement humaine n'ont alors plus de prise sur ce système (Janicaud, 1985). «L'automatisation, l'informatisation et la cybernétisation [...] [opèrent] hors de nous, [hors] de cette dimension la plus spécifique de notre nature qu'est la faculté de juger et de penser» (Freitag, cité par Marion, 2015 : 96). Il s'agit d'un cercle vicieux où le monde se voit transformé en mégamachine, au point où il y a inversion du rapport entre sujet (humain) et objet (machine) (Marion, 2015).

Le caractère aliénant de la domination technique réside aussi dans le fait que la technoscience tend à constituer un *système* technique, interdépendant et dont la dynamique nous échappe. À titre d'exemple, alors que l'on considère souvent la voiture comme un simple moyen de transport, elle est indissociable des routes, des stationnements, des bétonneuses, de l'industrie du pétrole et finalement de l'armée. Comme le remarque Marion (2015 : 99): «[s]ous la perspective du pare-brise, on voit bien les éoliennes du paysage, mais on distingue mal les atrocités de la guerre en Irak». Généralement, les «solutions» techniques produisent souvent d'autres problèmes, ailleurs sur la planète ou plus tard dans le temps (Marion, 2015). Cela favorise la déresponsabilisation vis-à-vis des conséquences liées à nos actes quotidiens (Anders, 2003). Les individus sont alors, sans nécessairement en être conscients, complices de guerres, d'exploitations et de famines (Mongeau, 2014). En somme, il semble que les «avancées»

²⁰ Les machines et macro-systèmes techniques.

technoscientifiques aient permis l'élaboration d'un monde qui nous dépasse de toutes parts, nous rendant dépendant et privant petit à petit l'individu de sa liberté et de son humanité (Illich, 2003).

Aliénation économique

D'autre part, les élites internationales cherchent à renforcer et légitimer la logique de la croissance économique en dépossédant les citoyen.ne.s de tout droit et devoir politique. On assiste effectivement à l'imposition d'un savoir «expert» en ce qui a trait aux solutions employées pour résoudre les problèmes auxquels l'humanité fait face. Les individus sont appelés à se cloîtrer dans la sphère privée, marginalisant par le fait même les logiques et actions collectives. Il n'est alors plus question de démocratie, de vivre-ensemble et d'épanouissement. Les existences sont réduites à l'économie; à celles de «consommateurs» et «contribuables» plutôt que de citoyen.ne.s créateurs et actifs de la politique et du social.

Par ailleurs, pour les objecteur.e.s de croissance, les humains sont aujourd'hui toutes et tous soumis à la «loi de la valeur» : il n'est pas possible, sauf en acceptant d'être relégué sur les marges de nos sociétés, de refuser de contribuer à la production de marchandises (Abraham, 2015). Les individus sont contraints de consommer des marchandises et donc de travailler pour vivre en allant produire de nouvelles marchandises; bref d'entrer dans ce cercle de la production de valeur. La «liberté» ne réside plus que dans le choix de travailler, voler ou mendier (Marion, 2015). Il semble pourtant que cette course à la production place les individus en concurrence les uns avec les autres, fragilise la cohésion sociale et rende les sociétés malades : stress, épuisement professionnel, consommation, dépression, anxiété, suicide... Effectivement, les conditions de travail, l'accélération sociale du rythme de vie et l'environnement hostile de l'emploi alimentent le record de consommation d'antidépresseurs dans la vie moderne (Latouche, 2010). «En plus de creuser les inégalités, la mondialisation néolibérale mine ce qu'il fait bon vivre» (Conradi, 2017 : 23). Mais comment en sommes-nous arrivés là? Pourquoi visons-nous la croissance à tout prix?

Alors que la vie économique et sociale apparaît comme naturelle et transhistorique, il est clair pour les objecteur.e.s de croissance que l'économie en tant que forme de vie sociale est spécifiquement liée à la société capitaliste. La nécessité de croître constitue une invention de l'Occident moderne. Les auteurs décroissancistes appellent à cet effet à une «décolonisation de l'imaginaire» ainsi qu'à une «sortie de l'économie» (Latouche, 2010). Cependant, afin de réellement être en mesure de déconstruire ces idées préconçues, il nous apparaît nécessaire de comprendre la conception de la croissance dans une approche socio-historique, ce qui implique l'analyse de l'émergence et de l'évolution du système capitaliste.

1.2. Pourquoi nos sociétés sont-elles croissancistes ?

Déconstruire les «évidences» concernant la réalité économique est un élément clé dans le processus réflexif de ce mémoire puisqu'il ouvre la voie à la possibilité de construire un autre monde. Par ailleurs, une telle analyse s'inscrit d'emblée dans une perspective décroissanciste puisqu'elle permet de questionner les évidences du progressisme, de l'anthropocentrisme et de l'économisme. Ce retour permet en outre de «démêler les facteurs entretenant les logiques de consommation, de production et d'accumulation» (Rumpala, 2009 : 163).

Sans dresser un historique complet du capitalisme, qui fait l'objet de nombreux ouvrages, les pages qui suivent exposent divers événements chronologiques en lien avec les phases du système capitaliste, permettant ainsi de revenir aux racines du productivisme afin d'en comprendre ses effets sur la vie contemporaine. Il est important de souligner que la prochaine analyse présente une version très particulière de l'histoire du capitalisme et doit beaucoup au courant de pensée néomarxiste nommé «critique de la valeur», porté notamment par Moishe Postone, Robert Kurz, Anselm Jappe, Jean-Marie Vincent, Eric Martin et Maxime Ouellet. Par ailleurs, ce recul est teinté d'une perspective historique féministe permettant de souligner quelques points aveugles de l'analyse traditionnelle marxiste. Cet historique n'est ainsi pas propre au mouvement de la décroissance mais de nombreux partisan.e.s s'en inspirent.

Émergence du capitalisme

Pour les critiques de la valeur, l'émergence du système capitalisme se situe vers le XV^e siècle, où se développe un processus de valorisation de l'argent. Ce processus prend forme dans la sphère de circulation des échanges marchands, à l'époque de la Renaissance, en Europe occidentale. Selon Freitag (2008) et Billeter (2004), à mesure que le commerce se développe et qu'il y a généralisation de l'utilisation de la monnaie à des fins de circulation, les marchands prennent de plus en plus de pouvoir. Alors que ces derniers étaient tenus au *devoir*²¹ et soustraits au service de la Cité, ils se mettent à envisager la société du point de vue de leur rapport particulier aux marchandises. La logique qui sous-tend leurs actions n'est alors plus la satisfaction des besoins personnels et la contribution au bien-être collectif mais une opération purement quantitative génératrice de profit (Billeter, 2004).

Progressivement, vers le milieu du XVI^e siècle, on assiste à l'extension du capital vers la sphère de la production. Les marchands ne se contentent plus de l'achat et de la vente de marchandises. Cherchant à accumuler davantage de capitaux, ils commencent à organiser le travail des autres grâce aux pouvoirs accumulés en matière de capitaux, de mobilité et d'information (Billeter, 2004). Notamment grâce à la privatisation des terres et au processus de division du travail, les marchands séparent petit à petit les producteurs de leurs moyens directs de production et du produit de leur travail. Effectivement, à cette époque, on assiste à l'appropriation, au pillage, à l'expropriation et à la privatisation des terres paysannes²². Une bonne partie de ces dernières constituaient au Moyen-Âge des ressources «communes» gérées par les différentes communautés, avec le souci de préserver une certaine égalité entre les individus de même classe et de même sexe (Federici, 2017). A partir des premières «enclosures»²³, la terre commence à «fonctionner comme moyen d'accumulation et d'exploitation, et non plus comme moyen de

²¹ Rapports de solidarité et de dépendance communautaire, que les Grecs appelaient l'*aidos*. (Freitag, 2008)

²² À noter que pendant plus de trois siècles, des luttes contre la privatisation des terres eurent lieu en Europe occidentale, allant d'émeutes à des soulèvements de masse, réprimée de manière extrêmement violente par différentes armées gouvernementales.

²³ Les enclosures représentent le phénomène de privatisation des terres communales ayant débuté à la fin du Moyen-Âge. Le terme provient du mot «clôture», puisqu'au XVI^e siècle, la privatisation s'effectue au moyen d'implantation de clôtures délimitant un terrain jadis commun, au profit de la possession individuelle des seigneurs anglais et riches fermiers (Federici, 2017).

subsistance» (Federici, 2017 : 129). Cette privatisation s'étend jusqu'au communaux²⁴, étouffant d'un même coup la solidarité et socialité paysanne, et fragilisant les conditions de subsistance de nombreux petits fermiers. Alors que le Moyen-Âge est souvent caractérisé par une grande misère²⁵, il est important de souligner qu'il existait diverses coutumes permettant à tou.te.s les villageois.e.s de bénéficier de l'usage de la terre, afin de préserver la cohésion de la communauté mais aussi de subvenir aux besoins élémentaires des plus démunis.e.s (Meiksins-Wood, 2009). L'accaparement de communs au profit de la propriété privée introduit une forme d'individualisme, entraînant par le fait même un affranchissement à ces valeurs communautaires (Freitag, 2008).

Résulte de ce processus d'enclosure un accroissement des différences économiques au sein de la population rurale ainsi que la libération d'une main-d'œuvre «bon marché», chassée des zones rurales (Federici, 2017). Les marchands tirent alors profit de cette situation, où le «travailleur libre et nu²⁶» (Barillon, 1999) est introduit dans le processus de production et soumis à la logique du profit (Gorz, 1992). Ce travailleur, dénué de ses moyens de production, est désormais contraint de vendre sa force de travail, soit ses capacités physiques et intellectuelles, à ceux qui possèdent ou contrôlent les moyens de production, en échange d'un salaire. Il devient ainsi totalement dépendant du marché (Meiksins-Wood, 2009). Progressivement, notamment à travers la transformation des rapports de propriété, les individus sont entraînés vers la ville afin de travailler dans les manufactures.

L'expropriation des moyens de subsistance des travailleurs n'a pas uniquement lieu en Europe. Ce processus est conjoint à l'asservissement des Amérindiens et des Africains dans les mines et plantations du «Sud», au profit des pays occidentaux, dans un objectif d'accumulation du capital

²⁴ Les communaux étaient alors des espaces accessibles à toutes et à tous favorisant l'autonomie et la suffisance, par exemple, des prairies, des forêts, des étangs de pêche, etc. Les communaux avaient un effet incitatif sur la prise de décision collective et la coopération.

²⁵ Le Moyen-Âge est qualifié d'époque de grande noirceur caractérisée par la guerre, la peste, la famine, alors que la Renaissance est identifiée comme une période de nets progrès sur le plan humain. Pourtant, le passage du système féodal au capitalisme implique une grande perte de liberté pour les femmes au niveau de leurs rôles politique, économique et culturel, du contrôle des corps et de la régulation de la sexualité ainsi que de l'idéologie du sujet «femme» et des rôles sexuels. Cela amène l'historienne Joan Kelly (1928-1982) à se poser la question suivante : quelle Renaissance pour les femmes?

²⁶ Libre, car il n'est pas la propriété d'un maître, et nu, car contrairement aux producteurs indépendants, il ne possède aucun moyen de production.

et d'exploitation d'un prolétariat mondial²⁷ (Federici, 2017). Ainsi, «[p]our la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'ensemble de la société est contrainte de travailler pour vivre, et c'est cette nécessité qui fonde la [nouvelle] domination sociale» (Martin et Ouellet, 2014 : 26). En d'autres termes, alors qu'il satisfaisait jadis l'essentiel de ses besoins à travers l'autoproduction et l'économie villageoise, l'individu est dorénavant contraint d'acheter tout ce qu'il doit consommer pour vivre. Le travail, qui permettait de contribuer au bien-être de la communauté est ainsi réduit à une marchandise pour le capitaliste et à la recherche d'un salaire pour le travailleur alors soumis à l'enrichissement d'autrui et aux fluctuations du marché (Martin et Ouellet, 2014).

Les différences flagrantes entre les sociétés précapitalistes et capitalistes résident jusqu'ici dans quatre aspects particuliers: la privation, pour les individus, de leurs capacités à satisfaire de façon autonome leurs besoins fondamentaux; le rôle de l'argent, qui, plutôt que de n'avoir qu'une fonction instrumentale, représente désormais la *valeur* du travail sous forme de salaire; la transformation du travail qui devient lui-même marchandise et principal *mode d'interaction sociale* entre les membres d'une même collectivité (Marion, 2015); ainsi que l'introduction de nouvelles divisions basées sur le genre.

Effectivement, un point aveugle de l'analyse de l'accumulation primitive réside dans les transformations liées à la position sociale des femmes et à la soumission de celles-ci à la reproduction de la force de travail, élément central au développement du capitalisme (Federici, 2017). Entre le XVI^e et le XVIII^e siècle, diverses politiques²⁸ sont mises en place par l'État afin de contrôler la procréation. L'objectif est ici de combler les besoins de main-d'œuvre et d'accumulation capitaliste en instrumentalisant le corps de la femme pour ses fonctions

²⁷ Afin de visualiser les conséquences du processus d'accumulation et de la formation de cette nouvelle force de travail mondiale, on peut mentionner la destruction des deux tiers de la population américaine native, ses effets comparés à un Holocauste américain, ainsi que la mort de millions d'Africains soumis à des conditions de vie inhumaine lors de la Traversée de l'Atlantique ainsi que dans les plantations. (Federici, 2017) L'objectif est ici de démontrer que le déploiement du système capitaliste fût extrêmement brutal (au Nord comme au Sud). Les XVI^e et XVII^e siècles sont ainsi caractérisés par la colonisation, l'institutionnalisation de l'esclavage, la traite humaine ainsi que les exportations/importations favorisant le développement économique des métropoles européennes.

²⁸ Des politiques allant de nombreuses régulations, à des mesures de surveillance et de coercition, de criminalisation de la contraception et de l'avortement, etc. La chasse aux sorcières joue aussi un rôle fondamental dans ce phénomène puisque l'État diabolise toute forme de contrôle des naissances lié à différents savoirs ancestraux détenus par les femmes.

reproductive et d'éducation de la force de travail. Afin de légitimer cette pratique, le travail reproductif est traduit comme une «aspiration naturelle» attribuée exclusivement aux femmes. Ces dernières se voient alors progressivement écartées du travail salarié et confinées au «foyer familial» (Federici, 2017).

Ce phénomène va de pair avec la dévalorisation du travail des femmes. Puisque le travail de reproduction est effectué en dehors du marché, ce dernier est considéré comme du «non-travail», sans valeur d'un point de vue économique²⁹. Cette nouvelle division sexuelle du travail alimente la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes, tout en «permettant aux employeurs et à l'État d'utiliser le salaire masculin comme moyen de maîtriser le travail des femmes» (Federici, 2017 : 128). Cela permet au capitalisme de s'étendre, au moyen d'un énorme travail de reproduction non rémunéré ainsi qu'à travers de nouvelles divisions au sein du prolétariat, reposant sur le genre.

Révolution industrielle : domination économique

Ces premiers bouleversements posent les bases d'un système en développement. Plusieurs changements s'opèrent, l'agriculture se transforme et les capitalistes développent leurs moyens de production. Ces derniers, étant donné la régulation par le marché, sont contraints de produire des marchandises dans un temps égal ou inférieur à leurs concurrents, sans quoi ils sont éjectés du marché (Martin et Ouellet, 2014). Cela alimente la recherche constante de productivité et d'innovation, en ouvrant la possibilité d'éliminer les concurrents ayant les méthodes les moins efficaces et productives (Harvey, 2011). C'est dans ce contexte qu'est créée la première machine à vapeur au XVIII^e siècle, symbole de l'origine de la Révolution industrielle et du machinisme³⁰. Cette dernière permet d'extraire le charbon beaucoup plus facilement et rapidement qu'avant. L'énergie fossile devient plus accessible, moins chère. Alors que l'objectif principal de la production est la maximisation du capital, le machinisme représente le moyen idéal permettant d'augmenter à la fois la productivité et la rentabilité. Conséquemment, la valeur d'usage d'un bien – son utilité – a de moins en moins d'importance, au profit de la valeur d'échange. La production devient un simple moyen pour le capital de s'accroître. Les «besoins», et les façons

²⁹ Il est pertinent de noter que cela est encore largement le cas aujourd'hui, comme le soulignent certain.e.s auteur.e.s décroissant.e.s en ce qui a trait à la critique de l'injustice du système.

³⁰ Le terme machinisme implique les techniques détenant un moteur.

de les satisfaire, sont alors sélectionnés en fonction de leur plus grande rentabilité (Gorz, 1992). «Ainsi, l'être humain ne produit plus ce dont il a besoin pour habiter le monde, mais produit pour produire, pour faire tourner le moteur de son économie» (Marion, 2014 : 211). Alors que la valeur d'usage permettait de mettre fin à la circulation et à la production, la valeur d'échange entraîne un processus de production illimité, au seul service de la production de valeur quantitative, ce qui engendre une nouvelle perte de sens (Martin et Ouellet, 2014).

Il est complètement indifférent de produire du pain ou des fusils d'assaut, ce qui est décisif, c'est que ces marchandises représentent une certaine quantité de valeur et que cette valeur soit, par la vente, réalisée sur le marché. [...] D'une part, on encombre le monde de produits inutiles jusqu'à saturation des écosystèmes tandis que, d'autre part, les besoins les plus élémentaires restent massivement insatisfaits. (Norbert Trenkle, 2003, cité par Marion, 2015 : 47)

L'accumulation de valeur devient effectivement une fin en soi, structurant à la fois l'ensemble du système économique ainsi que les rapports sociaux (Durand Folco, 2017). Dans ce contexte, la norme de production augmente sans cesse et le développement technologique ne sert qu'à dépasser cette limite afin de battre la concurrence et d'obtenir le maximum de rendement.

Ces impératifs font en sorte que le capitalisme peut et doit s'étendre à tous les niveaux et sur tous les plans, et cela à un degré jamais atteint par aucune structure sociale. Il peut et doit sans cesse accumuler, rechercher de nouveaux marchés, imposer sans cesse ses impératifs sur de nouveaux territoires, ou à de nouvelles sphères de l'activité humaine, à tous les individus, de même qu'à leur environnement naturel. (Meiksins-Wood, 2009 : page 154)

Le déploiement de la logique capitaliste

Le soutien idéologique est indispensable à l'extension du capitalisme et à sa globalisation. Parallèlement à la Révolution industrielle, le XVIII^e siècle est caractérisé par l'imposition de

l'idéologie économique comme étant la «seule véritable science» (Freitag, 2008). Cette «science» trouve écho dans le monde politique à travers le libéralisme. À l'époque, le libéralisme est lié aux valeurs de la bourgeoisie, protégeant le respect de la liberté individuelle dans les jouissances privées. Les libéraux conçoivent que les «vices privés» sont la condition principale aux bénéfices publics; que la satisfaction de l'intérêt et des désirs égoïstes engendrent l'enrichissement de la majorité (Marion, 2015). Grâce à l'appui d'Adam Smith et autres économistes libéraux influents, la poursuite de l'intérêt égoïste et privé devient un comportement socialement acceptable et même souhaitable. Peu à peu, on assiste au changement fondamental de la conception de la société, qui s'en remet à la rationalité économique pour régir l'ensemble de son développement (Freitag, 2008). L'ensemble plus large de pratiques sociales et communautaires est alors subordonné à l'économique. Ce moment de l'histoire est décisif, puisqu'il constitue l'avènement de la domination de la raison marchande; de la raison économique sur la raison sociale (Billeter, 2004). Le XVIII^e siècle est ainsi caractérisé par la sortie de la religion en tant qu'imaginaire dominant (Latouche, 2011) et à la prise de pouvoir de la bourgeoisie. Le «problème économique», défini comme «l'allocation optimale de ressources rares» est ainsi une invention de cette bourgeoisie qui prend le pouvoir à la fin du monde chrétien et cherche une manière de faire fructifier ses capitaux (Abraham, 2014).

Afin de renforcer les intérêts économiques dominants et de légitimer le capitalisme, une nouvelle conception³¹ de l'être humain est imposée, où ce dernier passe d'un être moral à un simple «homo oeconomicus», être égoïste et individualiste, devant travailler et consommer pour assouvir ses besoins illimités et insatiables (Marion, 2015). Ce capitalisme libéral naturalise l'égoïsme ainsi que la concurrence excessive dans les rapports sociaux, selon une approche du «chacun pour soi». Cela effrite davantage les rapports solidaires entre individus et les liens jadis entretenus dans une communauté. Le monde est réduit à une logique purement utilitariste et déshumanisée. «Cette nouvelle conception du monde, basée sur le système des besoins et celui de la satisfaction de ceux-ci, mène directement à la société de consommation, où sa condition de fonctionnement est la production continue de besoins» (Freitag, 2008 : 73).

³¹ À noter que cette idéologie repart de l'idée d'un être « mauvais » cultivée dans le monde chrétien, non plus pour l'appeler à devenir « bon » mais pour l'encourager à s'en remettre à ses « vices privés ».

Le capitalisme du XX^e siècle : guerres, entreprises, classe moyenne et crédit

Malgré les prédictions quant à l'effondrement inévitable et plus ou moins rapproché de ce système (notamment à travers les thèses de Marx et Schumpeter³²), il semble que le capitalisme ait réussi à dépasser ses contradictions internes et à s'étendre à la majorité des territoires du monde (Abraham, 2015). Ce processus d'expansion cherche effectivement à inclure toujours plus de nouveaux marchés, de nouvelles ressources et de nouveaux espaces (Durand Folco, 2017). Ainsi, à partir du XIX^e, et principalement au XX^e siècle, la logique du capitalisme industriel s'instaure dans le monde entier, à différents degrés (Billeter, 2004). Plusieurs raisons expliquent cela.

Avant tout, le XX^e siècle se caractérise par deux événements majeurs ayant contribué au maintien du système: la Première et Deuxième Guerre Mondiale (Abraham, 2015). D'une part, les guerres représentent une puissante manœuvre de diversion, détournant les classes ouvrières de la critique du système et de la rébellion. Elles réduisent en outre les inégalités sociales même si c'est de manière éphémère. D'autre part, l'investissement massif dans l'industrie de l'armement permet aux industries de se développer et d'ouvrir de nouveaux marchés. La transformation de l'énergie fossile nécessaire aux armées introduit de nouvelles infrastructures, notamment la multiplication des pipelines. Une fois la guerre terminée, l'industrie capitaliste cherche à maintenir la production et conditionne les populations à la consommation de masse, notamment dans les zones urbaines, idéales pour absorber les excédents de marchandises (Latouche, 2010). Les entreprises se multiplient alors à mesure que la réalité économique prend de l'expansion et s'ouvre sur un marché mondial.

Cette expansion permet ainsi aux entreprises de prendre en charge toujours plus d'activités et de relations humaines (Solé, 2009). Peu à peu, les conditions d'existence individuelle et collective dépendent très étroitement des entreprises, puisque ces dernières deviennent synonymes

³² À travers quatre arguments, Schumpeter affirme que le capitalisme ne peut survivre : la concurrence capitaliste favorise la concentration et la bureaucratisation des entreprises, brimant leur capacité à innover – ici considéré comme le moteur du système ; la concentration d'entreprise implique la disparition de nombreux chefs d'entreprise au profit d'une classe de salariés ayant des intérêts contraires à ceux de la bourgeoisie ; les actionnaires n'entretiennent qu'un rapport monétaire et impersonnel aux entreprises contrairement à l'entrepreneur capitaliste qui «donne tout à son entreprise» ; inévitablement, le capitalisme forme des «professionnels de l'agitation sociale» qui favorisent l'hostilité du prolétariat contre le système (Abraham, 2015).

d'inclusion sociale, dans un monde médiatisé par le travail. Le développement de l'activité économique représente alors la seule façon (que l'on imagine) d'assurer la reproduction de nos sociétés.³³ De cette manière, la croissance économique est visée à la fois par les capitalistes et les travailleurs qui y voient un moyen de réduire l'exclusion sociale liée au chômage.

Le XX^e siècle est aussi caractérisé par l'émergence de la classe moyenne, élément clé du système capitaliste contemporain. Les salariés voient leurs conditions matérielles d'existence s'améliorer et ne remettent alors plus réellement en question la société bourgeoise (Abraham, 2015). Entretenant l'espoir que cette amélioration se poursuive dans le futur, on assiste à la soumission de cette nouvelle classe aux «règles du jeu», sans contestation de la domination du rapport salarial lui-même : du «travail marchandise» (Marion, 2015) et de la société de consommation. Pour l'industrie capitaliste, offrir de meilleures conditions aux salariés permet de réaliser un objectif précis : maintenir les profits. Une double domination pèse alors sur les salariés : la classe de producteurs devient également une classe de consommateur permettant d'alimenter le capital. Ainsi, «la cage est devenue plus confortable, mais les barreaux n'ont pas disparu...» (Abraham, 2015 : 8).

Enfin, le processus de production illimitée entretenu par les entreprises entraîne une surproduction et une diminution de la valeur³⁴. Cette diminution «résulte de l'augmentation de la productivité grâce aux développements technologiques qui permettent d'exploiter plus de travail vivant sur une plus courte période de temps» (Martin et Ouellet, 2014 : 37). À travers les exportations/importations et la consommation de masse, le capitalisme tend à réguler cette contradiction, mais pas complètement. C'est ainsi qu'à cette même époque, une nouvelle médiation sociale s'instaure, permettant de maintenir la dynamique de surproduction et de surconsommation : le crédit (Martin et Ouellet, 2014). La croissance est désormais appuyée sur

³³ Un des premiers arguments à la nécessité de croître est le fait que la croissance engendrerait l'emploi. Cependant, comme le rappelle Nicolas Ridoux (cité par Cheynet, 2008), «entre 1978 et 2005, le PIB en France a connu une croissance de plus de 80%. Dans le même temps, le chômage n'a pas diminué, mais il a doublé, passant de 5% à 10%» (page 83) ou comme le stipule Jean-Louis Borloo, alors qu'il était ministre de l'Emploi en France : «Il va falloir que l'on sorte de cette idée que la croissance égale l'amélioration de la situation sociale de ce pays. [...] En vingt ans, le PIB français s'est amélioré de manière absolument considérable, et on a toujours, en gros, 4 millions de personnes hors-jeu». (Ibidem, page 83)

³⁴ Un produit comporte deux valeurs, la valeur d'échange et la valeur d'usage (satisfaction d'un besoin). Lorsque Marx parle de marchandise, sa valeur est celle de l'échange et est représentée par la *quantité de travail* socialement nécessaire à sa production.

cet endettement massif engendrant la surconsommation des ménages alors que le travail salarié devient le moyen principal d'accéder au crédit et de rembourser ses dettes. En d'autres termes, le système marchand survit aujourd'hui grâce au «capital fictif» généré par la spéculation et le crédit, soit les profits futurs qu'il reste à réaliser (Jappe, 2014).

Domination économique du XXI^e siècle

Quelles sont en définitive, les conséquences de la logique libérale, aujourd'hui fortement diffusée par les médias de masse, la publicité, le système éducatif et les institutions de recherche (Abraham, 2015) ? D'une part, il semble que soient éliminées de notre imaginaire de nombreuses formes de rapports sociaux et de manières d'être au monde. Dans les sociétés précapitalistes, il existait la *vita contemplativa*, soit le temps consacré à la méditation, au jeu, au rêve, aux relations sociales, aux discussions, au farniente; la *praxis*, qui, pour les grecs, était fondamentale et constituait l'implication politique dans la cité à travers des débats et des projets communs; la *poïesis*, c'est-à-dire les activités de bricolage et d'artisanat, et enfin, le travail. Aujourd'hui, le travail accapare la majorité du temps actif et est la principale médiation sociale entre les individus. La logique capitaliste a remplacé les liens traditionnels de dépendance mutuelle et de solidarité par des situations de concurrence et d'évaluation constante de la performance (Marion, 2015). L'existence est ainsi réduite à ses fonctions utilitaires (Tari, 2016).

D'autre part, la publicité (qui est aujourd'hui le deuxième budget mondial) s'approprie l'espace public et colonise les imaginaires dans une logique purement marchande et consommatrice. «Après être devenus des bêtes à travailler, nous sommes devenus des bêtes à consommer» (Latouche, 2011 : 8). La valorisation marchande devient effectivement le carburant de notre société, dominant de plus en plus toutes les activités sociales et les comportements humains, accélérant par le fait même la destruction écologique :

Éventuellement, aucun objet du monde ne sera à l'abri de la consommation, de l'anéantissement par consommation. [...] Notre économie est devenue une économie de gaspillage dans laquelle il faut que les choses soient dévorées ou jetées presque aussi vite qu'elles apparaissent dans le monde pour que le processus

lui-même ne subisse pas un arrêt catastrophique. Le laisser-aller libéral accumule les déchets jusqu'à ce que mort s'ensuive. Par saturation.³⁵

En somme, le système capitaliste carbure à l'appropriation multiforme et à l'accélération de la circulation du capital. D'une part, le caractère «illimité» de l'accumulation de valeur implique la nécessité de coloniser et d'accumuler toujours plus de nouveaux espaces, nouvelles ressources et marchés mais également de sphères de la vie et formes d'activité qui n'étaient jusqu'alors pas soumises à cette logique. Comme le note Durand Folco (2017 : 28), «les deux principales formes de l'appropriation sont la *privatisation* et la *marchandisation*, qui consistent à faire entrer dans la sphère privée et marchande un nombre croissant de biens communs, naturels ou immatériels», jusqu'à y introduire la vie humaine elle-même. Alors que l'être humain est limité physiquement et intellectuellement, les nouveaux développements biotechnologiques cherchent à «perfectionner» le corps afin de le rendre plus performant : «visant l'optimisation des potentialités productives de la vie humaine, la bioéconomie représente le stade ultime du capitalisme globalisé» (Lafontaine, 2017). D'autre part, afin de faire fructifier le capital, il est nécessaire d'accélérer sa circulation (produire plus rapidement pour produire plus). En résulte un besoin constant de performer et de consommer ce qui, globalement, implique la destruction des conditions matérielles et spirituelles des sociétés.

L'intégration progressive de ces logiques mène à la régulation de pratiques et de rapports sociaux particuliers pouvant être considérés comme un mode de reproduction de l'ordre en place. Pour Freitag, ces évolutions ont menés les sociétés à passer de modes «traditionnels» à «modernes»³⁶ et sont aujourd'hui sur la voie d'une transition vers la «postmodernité» :

³⁵ Arendt, H., 1983, citée par Marion, 2015 : 66.

³⁶ La transition des sociétés «traditionnelles» à «modernes» est caractérisée pour Freitag (1988) par la lutte contre la tradition au nom de l'émancipation de l'individu, où la modernité se base sur la notion abstraite de Raison et sur l'Individu. Les rapports sociaux se voient ainsi dégagés de la religion, offrant une liberté réflexive à la collectivité. Cependant, cette lutte débouche sur une impasse puisque les orientations collectives se basent désormais sur l'individualisme libéral. Freitag critique alors l'insuffisance de cette logique où l'individu ne peut fonder son rapport à lui-même, à autrui et au monde «qui passe par des raisons concrètes d'agir et par des formes d'engagement, de dépendance, d'appartenance, de reconnaissance, et pas seulement par des liens contractuels volontaires et limités ou par des procédures formelles» (Bonny, dans Freitag, 2002)

La transition en cours vers la postmodernité se présente comme une vaste entreprise de désymbolisation du monde, dont les deux piliers principaux sont aujourd'hui l'économisme généralisé et le technocratisme. C'est le concept et la réalité même de la «société» qui disparaissent alors tendanciellement, au profit du «système», ceux du «monde» au profit du «global». Mais il ne s'agit que d'une tendance qu'il nous appartient de contrecarrer (Bonny dans Freitag, 2002).

De cette manière, ce bref historique permet d'exposer le caractère «construit» du système croissanciste qui, depuis plusieurs siècles, régule le monde social et entraîne les individus à participer à sa reproduction. Cette dernière citation permet cependant de reconnaître son caractère indéterminé, d'où la pertinence du mouvement de la décroissance qui esquisse les bases d'un futur qualitativement différent.

1.3. Les propositions décroissancistes

La section précédente l'a montré : comme toutes les sociétés humaines, les sociétés industrialisées contemporaines sont des mondes créés et contingents (non-nécessaires), reposant sur des croyances collectives à *un moment précis* (Castoriadis, 1996). Ces constructions rendent l'ordre en place légitime et incontestable. Aujourd'hui, la croissance, le progrès technique et le salariat sont des éléments centraux de la vie dans nos sociétés et sont jugés indiscutables. Les individus contribuent alors à la reproduction de ce système en intériorisant ses normes et ses contraintes, qui ne sont plus alors considérées comme telles (Madelin, 2017). En réponse à cela, l'appel à la décolonisation de l'imaginaire représente le «processus par lequel l'individu prend conscience de son aliénation, découvre ses aspirations propres et se donne les moyens de les réaliser» (Stevens, préface de Bielh, 2013 : 13).

Après avoir démontré ce qui «tient ensemble» l'ancien monde et passé à travers ce moment de déconstruction, il est possible d'établir les bases favorisant la création de nouvelles significations et comportements dans une optique de transition (Castoriadis, 1996). Comme il a été mentionné plus haut, malgré son caractère alarmiste, la décroissance se veut aussi un projet

de transition optimiste et constructif (Semal, 2013). Elle n'est ainsi pas une fin en soi mais bien une transition vers des mondes post-croissance. Les objecteur.e.s de croissance supposent effectivement qu'un nouveau monde peut être pensé et formé. Leur pari est celui d'un futur qualitativement différent, choisi volontairement, où la préoccupation sociale centrale ne serait plus la production de la valeur, mais plutôt la réelle satisfaction des besoins humains, l'émancipation, le respect de la culture, de la diversité, du vivant et de la nature (Martin et Ouellet, 2014).

Objectifs et principes décroissancistes

Dans un contexte où les institutions dominantes affirment être les seules à pouvoir surmonter le défi écologique mais n'offrent que des solutions partielles³⁷ renforçant la soumission à la «mégamachine technocapitaliste», l'enjeu, pour les objecteur.e.s de croissance, est de trouver de nouvelles façons de vivre ici et maintenant, plutôt que d'espérer sauver la planète en comptant sur des solutions technologiques futures (Frémeaux, 2011). Ceci «suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux» (Gorz, 2007 : 29). Il s'agit alors de rompre avec le capitalisme et la domination technoscientifique par l'entremise d'une transition vers un «nouveau monde», basé sur le vivre ensemble, l'autonomie et la convivialité.

La décroissance ne propose pas *une* alternative concrète. C'est un projet de société qui se décline de plusieurs manières autour de trois impératifs : produire moins³⁸, partager plus et décider vraiment. Les propositions sont diverses au sein du corpus décroissant, et plutôt d'ordre macroéconomique ou macrosociale, autorisant un foisonnement d'alternatives (Semal, 2013).

³⁷ Capitalisme vert, développement durable, économie circulaire, «plein-emploi»... «Solutions» préconisées tant par la gauche politique que par la droite.

³⁸ Il importe de mentionner que l'accent est mis davantage sur la production que la consommation. Comme il a été démontré, le consommateur est «créé» dans le but de répondre au besoin croissant de production. Ainsi puisque le capitalisme produit ultimement les clients dont il a besoin, la relation doit être inversée et la responsabilité mise sur les producteurs. Par ailleurs, la décroissance n'implique pas la réduction de la production et de la consommation dans *tous* les domaines, mais plutôt la limitation des produits toxiques (pour la nature, la santé physique et psychologique) ainsi qu'une production différente des produits à valeur d'usage (eau, alimentation, vêtements, logements). Les objecteurs de croissance privilégient finalement la production de biens et services collectifs, soit l'habitat, les transports, etc. (Latouche, 2010). En outre, la décroissance équitable n'est pas la décroissance pour toutes et tous. Elle s'applique principalement aux pays surdéveloppés. Concernant les pays du Sud, il semble que l'impératif soit de tenter un «développement», c'est-à-dire enlever les obstacles à leur épanouissement. Comme Latouche (2010) le stipule, l'impérialisme de la colonisation, du développement et de la mondialisation semble avoir détruit l'autosuffisance alimentaire des pays du Sud.

Selon Abraham (2012), celles-ci reposent essentiellement sur quatre grands principes directeurs : l'*autoproduction*, la *communalisation*, la *démocratisation* et la *coopération*.

L'autoproduction

La première proposition repose sur l'autoproduction³⁹ des moyens de satisfaire les besoins fondamentaux. Alors que ces derniers sont tributaires de systèmes politiques et économiques extérieurs et complexes, ce principe vise à reprendre le contrôle sur la production tout en marginalisant le travail salarié. (Gorz, 1992). Afin de permettre l'autoproduction, les objecteur.e.s de croissance prônent particulièrement une réduction drastique du temps de travail⁴⁰, un système de revenu inconditionnel garanti⁴¹ ou une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA)⁴² permettant à chacun et chacune de vivre sans avoir à vendre sa force de travail. Assortis d'un revenu maximum autorisé (RMA), ces dispositifs garantiraient une certaine justice entre les êtres humains ainsi que la réappropriation personnelle du temps (Abraham, 2015). La réduction du temps de travail entraînerait non seulement la résolution partielle du problème de l'emploi⁴³ mais laisserait aussi la place à d'autres activités telles les relations humaines, familiales, sociales, politiques, spirituelles, érotiques, culturelles et religieuses (Latouche, 2010). L'autoproduction impliquerait par ailleurs le développement de circuits économiques courts, favorisant la relocalisation, la reterritorialisation, le partage et la réduction de la production marchande. L'utilisation de *low-tech*⁴⁴ (outils et techniques simples et

³⁹Tentative de satisfaction par nous-même, sans passer par la machine et les marchandises, nos besoins essentiels. Exemples de stratégies d'autoproduction : jardins, cuisines et ateliers collectifs ; chantiers d'autoconstruction ; universités populaires ; cliniques autogérées ; médecines alternatives, etc.

⁴⁰ Notamment pour favoriser la participation politique et l'autonomie individuelle à travers le temps libre.

⁴¹ Idéalement en monnaie locale

⁴² La DIA est une sorte de revenu de base en nature, sous forme de droits de tirages sur des ressources essentielles naturelles et énergétiques (jusqu'à un certain seuil, sans quoi une compensation monétaire est de mise) et des droits d'accès à des services jugés fondamentaux (par exemple le droit au logement). Sous la forme d'Ariès, on parle d'une quasi-gratuité du bon usage et du renchérissement du méusage. Leur simple accès n'est toutefois pas suffisant, la transition implique aussi de repenser démocratiquement leurs fondements. (Liegy, Madelaine, Ondet et Veillot, 2013)

⁴³ Par ailleurs, de nombreux emplois seront créés si l'on préconise le développement des énergies renouvelables [tout en questionnant notre utilisation de l'énergie], et les produits durables (au niveau de la confection, l'innovation et la réparation).

⁴⁴ Les basses technologies peuvent être définies sous trois critères et trois questions : la sobriété («pourquoi je produis»), éco-conception («qu'est-ce que je produis?») et la manière de produire («comment je produis») (Bihouix, 2015). Un outil convivial selon Illich (1973) est ni obligatoire, ni appropriable; ne suscite ni esclave, ni maître; élargit le rayon d'action personnel; est facile à utiliser, réparable et durable; est adapté aux énergies/matériaux disponibles localement.

conviviaux) est aussi préconisée, afin de se libérer partiellement de l'aliénation technoscientifique⁴⁵.

Communalisation

L'autoproduction implique cependant l'accès à certaines connaissances technologiques et scientifiques ainsi qu'aux moyens matériels permettant de satisfaire par nous-mêmes l'essentiel de nos besoins. Cela suppose une dé-privatisation ainsi qu'une mise en commun des moyens d'existence⁴⁶, d'où la deuxième proposition, soit la communalisation des biens et services nécessaires à tous et à toutes (Abraham, 2015). Les «communs⁴⁷» sont des ressources ou des biens partagés, gérés et administrés par une collectivité introduisant des droits d'accès, d'usage et/ou d'exclusivité, permettant de garantir l'accès mais aussi le contrôle démocratique et l'auto-limitation (Ostrom, 2010). L'institution de communs se fait dans un souci de justice, pour les générations présentes ainsi que futures, mais également pour les êtres vivants non-humains.

Coopération

Le principe de coopération repose sur l'action collective profitable à tou.te.s et menée malgré les divergences d'intérêts (Abraham, 2016). Selon Généreux (2008), l'être humain détient des aspirations contradictoires : le désir d'être soi et celui d'être avec. Alors que l'idéologie néolibérale contraint l'individu à pencher vers l'égoïsme (être soi), elle délaisse l'aspiration à l'association. Dans cette situation, il n'est pas question de vivre de manière pleinement «humaine». Le principe de coopération signifie alors la marginalisation des rapports de concurrence, de compétition et de domination et la valorisation des rapports d'altruisme, de

⁴⁵ D'autres solutions seraient notamment de favoriser la sobriété, produire des objets durables, renoncer à la course au dernier cri technologique et apprendre à réparer. (Latouche, 2010)

⁴⁶ Terres, eau, zones de pêche, systèmes d'irrigation, mais aussi lieux de vie, compétences...

⁴⁷ Deux types de communs sont identifiés par Durand-Folco (2017) : les biens publics purs (eau, terre, éducation, oxygène) et les biens publics impurs (zones de pêche, terres agricoles, systèmes d'irrigations...), ces derniers pouvant être administrés par une communauté sans passer par la propriété privée ou l'État. Leur configuration dépend du contexte et des particularités locales. Les communs peuvent par ailleurs prendre diverses formes : les communs de subsistance (terres agricoles, forêts, bassins versants) ; communs immatériels (logiciels et licences libres) ; communs autochtones (savoir-faire traditionnels) ; communs sociaux (monnaie locale, systèmes d'échange), etc. (Durand Folco, 2017)

réciprocité, de *care*⁴⁸ et de don. Selon ce même auteur, puisque les rapports de coopération ont joué un rôle fondamental dans l'évolution humaine, rétablir ce principe permettrait de mettre la société sur la voie du «progrès humain» et, individuellement, offrirait un équilibre personnel favorisant un état d'intégrité et de santé mentale.

La coopération n'est pas seulement perçue comme un moyen mais aussi comme une fin en soi. Comme le mentionne Serge Latouche (2010), le recours à la solidarité est aujourd'hui plus que jamais nécessaire.

Démocratisation

Finalement, la démocratisation est un principe fondamental pour les objecteur.e.s de croissance. Le présumé est ici qu'il n'est actuellement pas question de réelle démocratie. Pour les partisan.e.s de la décroissance, nous vivons plutôt dans des oligarchies «ploutocratiques» et «expertocratiques», pour reprendre les termes employés par Abraham (2015). Les populations n'ont aucun pouvoir de décision quant à l'organisation de la vie en société, si ce n'est que d'élire ponctuellement un.e «représentant.e» du peuple⁴⁹, puis laisser agir les «grandes structures de domination où quelques personnes régissent tous les autres» (Biehl, 2013 : 27). Il semble qu'aujourd'hui, ce ne sont plus les citoyens et citoyennes mais plutôt les entreprises, les fonds d'investissement et les organisations qui décident de l'avenir de notre monde (Marion, 2015). Par ailleurs, le manque de temps⁵⁰, l'envahissement de la publicité dans l'espace public et le monopole de l'information détenu par les médias de masse empêchent la prise de décision critique, réfléchie et autonome pour les membres d'une communauté.

Une des conditions de la transition est alors la révolution démocratique, renforçant à la fois l'égalité entre les citoyens et citoyennes et leur liberté (Abraham, 2016). L'objectif démocratique est de permettre aux citoyen.ne.s de se réapproprier les institutions et de débattre librement afin de décider collectivement de la légitimité de ce qui est produit et consommé, mais

⁴⁸ Souci de l'autre ; la prise en charge et le respect d'autrui.

⁴⁹ Dans les démocraties représentatives des pays occidentaux.

⁵⁰ Créé par la médiation sociale du travail ainsi que les pressions économiques forçant les individus à travailler dans une part croissante de leur vie active.

aussi des normes de la vie en société. On parle ici d'un retour à la «vraie démocratie», à l'autogouvernement et à la démocratie directe. C'est par ailleurs ce qui rend le programme décroissant pluriel et inclusif; les solutions préconisées varient selon les endroits et les personnes concernées. Il s'agit de création de plusieurs sociétés post-croissance. Les objecteur.e.s de croissance appellent ainsi avant tout à la création d'un espace de discussion, de délibération et de décision. Par souci de justice et de soutenabilité, la prise en compte du bien-être de celles et ceux qui seront affecté.e.s par ces décisions sans pouvoir en être partie-prenantes (les générations futures et les êtres vivants non-humains) est aussi préconisée. Ultimement, la démocratisation donne la possibilité de changer la société par le bas, contrairement aux méthodes étatistes et aux solutions autoritaires (Latouche, 2010).

Points aveugles

Alors que le courant de la décroissance est majoritairement porté et théorisé par des hommes blancs occidentaux, des enjeux concernant la mise en œuvre des principes évoqués précédemment demeurent absents des réflexions concernant ces derniers. Ces enjeux sont principalement de l'ordre de l'exclusion et de la négligence de certains groupes ayant des réalités propres. Alors que les principes mis de l'avant tendent à développer une structure inclusive et juste, il est important de reconnaître les rapports d'exclusion et d'inégalité existants dans les structures démocratiques et conviviales proposées.

Le principe de démocratisation présuppose par exemple que tous et toutes ait un *temps égal* à investir dans les activités de délibération, de discussion et de décision. Cependant, il existe des rapports de domination obstruant la participation de certains groupes à ces processus, notamment en ce qui a trait au domaine du travail, à l'accessibilité à l'éducation, au logement, à l'information... Afin de garantir un accès équitable au processus de réappropriation des institutions, il s'agit de renverser ces rapports d'exclusion afin de permettre un accès égalitaire et favoriser une réelle représentation aux processus démocratiques.

Conjointement, un enjeu central est celui des rôles en ce qui a trait aux propositions d'autoproduction, de coopération et d'autonomie prônées par les objecteur.e.s de croissance.

Dans le contexte actuel, l'autoproduction des besoins fondamentaux des populations mettrait une pression encore plus grande sur les femmes, aujourd'hui toujours attirées à la réalisation de certaines tâches dites «féminines». Il en est de même pour certains principes de coopération comme celui du *care*, aujourd'hui associé à une caractéristique pratiquement exclusivement présente chez les femmes. Les hommes délègueraient-ils alors davantage le «souci et la prise en charge de l'autre» aux femmes?

Enfin, la promotion de technologies basses dans un objectif de «démachinisation» nécessite de considérer les individus qui seront handicapés par la renonciation à de tels outils technologiques. Les paysans travaillant dans le domaine de l'agriculture par exemple devront travailler davantage et plus intensément. Conjointement, les femmes bénéficieraient-elles d'un retour à ces technologies basses dans la sphère domestique ou est-ce que cette initiative ferait en sorte qu'elles aient encore moins de temps à consacrer aux activités externes? Dans cette optique, la question de l'utilisation de la technologie est indissociable des perspectives d'émancipation, de liberté et d'accès aux processus démocratiques.

En somme, ce bref aperçu permet de mettre de l'avant quelques points aveugles qu'il est important de considérer dans la mise en œuvre des principes décroissancistes. Cela implique une réflexion plus large sur l'établissement des sociétés post-croissance, où il est question d'attester et d'éviter les rapports de domination de genre, de sexe, de race, de classe, etc. Il ne s'agit alors pas, comme il est fait ici, de discuter de ces enjeux en marge du projet mais bien de les placer au cœur de la réflexion.

Stratégies décroissancistes

En ce qui concerne l'opérationnalisation de ce «nouveau monde», l'enjeu est de trouver des manières d'initier, d'organiser, de «gérer» la transition d'une société de croissance à une société post-croissance. Les principes établis plus haut servent de points de repères pour la transition vers une société *juste* (la démocratisation et la communalisation supposent l'égalité et l'accès aux ressources nécessaires permettant une vie digne), *soutenable* (l'autoproduction suppose l'autolimitation de nos besoins et la réduction des impacts écologiques) et *conviviale* (la

communalisation et la coopération favorisent la gestion des communs dans un esprit d'entraide), en opposition à la société actuelle, insoutenable, injuste et aliénante (Lachapelle, 2015).

Mais, qu'en est-il de la mise en œuvre? Par où, par quoi commencer? Quelles sont les stratégies de transition envisagées par les décroissant.e.s et à quelles conditions une transition vers des sociétés post-croissances est-elle possible? La transition sous-entend une période de réorganisation qui, à long terme, a pour objectif de faire évoluer les rationalités, les pratiques, les institutions et les bases culturelles (Rumpala, 2009). Pourtant, comme il a été souligné, sans nous en rendre compte, nos comportements et modes de vie participent au maintien du système en place⁵¹ (Mongeau, 2014). Alors, comment faire en sorte qu'il y ait une prise de conscience d'une part importante de la population; un changement de valeurs et d'aspirations, voire un changement de normes sociales? Et, comment faire face aux obstacles évoqués plus haut, tels l'influence du système publicitaire, la concentration des médias, la centralisation des décisions, la domination de l'économie et de la technique, l'éducation, la répression politique et militaire? La complexité du monde et les défis auxquels les sociétés font face sont effectivement énormes. Ainsi, pour qu'il y ait une contestation solide du système, il faudra peut-être que se produisent des crises importantes, la catastrophe favorisant alors l'action et la réorganisation de la vie en société (Abraham, 2015). Pourtant, la plupart des objecteur.e.s de croissance réfutent cette thèse et s'appuient sur l'espoir d'un changement avant la catastrophe.

Le pari de la transition est, qu'en prenant acte de ce basculement, les communautés locales se donnent les moyens de rompre *sans attendre* avec l'imaginaire dominant du développement et tendent vers l'émancipation, le respect de la vie sur Terre et la justice sociale (Semal, 2013). Alors que les catastrophes écologiques ont de fortes chances de s'aggraver, et ce, de manière plus fréquente, il ne s'agit plus de tenter de les empêcher, mais de se préparer matériellement et psychologiquement à une période de chocs majeurs et inévitables dont les conséquences peuvent être atténuées (Semal, 2013). Militer en faveur de la décroissance, c'est prendre le pari qu'il est possible de mettre en œuvre des stratégies qui permettront une transition douce et positive vers une société résiliente.

⁵¹ L'emploi consolide le *statu quo*; la consommation de produits fabriqués aide à maintenir la mondialisation; l'utilisation de l'automobile contribue au changement climatique et aux dispositifs de maintenance, etc. (Mongeau, 2014)

Certains objecteur.e.s de croissance misent alors sur l'influence de l'opinion publique à travers la constitution de partis politiques; l'action politique révolutionnaire, l'engagement dans des stratégies de théorisation ou alors la multiplication d'initiatives locales, menant progressivement à l'effondrement du système (Latouche, 2010).

Stratégie de masse critique

Alors qu'il est question ci-haut de distinguer la réflexion critique, le militantisme politique et l'expérimentation individuelle et collective, Lepasant soutient que ces trois «piliers» de la stratégie décroissanciste ne peuvent se penser distinctement. À cet effet, ce théoricien élabore une stratégie de transition regroupant les différents axes de l'expérimentation collective : la stratégie de masse critique. Celle-ci suppose la convergence et l'équilibre entre les trois «fronts de lutte», soit la projection et la théorisation (*dire*⁵²), le débat et le militantisme (*agir*⁵³) ainsi que l'expérimentation à travers des alternatives concrètes (*faire*⁵⁴).

Conjointement, pour Lepasant, les actions coordonnées d'une minorité peuvent s'imposer, sans prise de pouvoir au préalable, à travers l'impératif d'atteindre une *masse critique*⁵⁵ permettant le basculement des imaginaires (Lepasant, 2013). Une partie de la population suffit à entreprendre la transformation de la société. En d'autres termes, plutôt que de prioriser certains moyens d'action, l'important est d'*équilibrer* les stratégies (*faire, agir et dire*), à un niveau local et/ou

⁵² Le *dire* regroupe l'ensemble des stratégies de réflexion, d'écriture, de communication... On parle notamment de conférences, d'ouvrages [académiques et non-académique], de programmes politiques, de cours, etc. Cette stratégie peut aussi être en lien avec une expérimentation, où le travail sur le projet et la réflexion critique sont des éléments essentiels.

⁵³ La visibilité politique a pour but la sensibilisation et l'influence de l'opinion publique afin de faire évoluer les mentalités et faire avancer la réflexion critique au sein du débat. L'*agir* peut être exercé au sein de mouvements politiques existants ou créés. Il regroupe aussi l'activisme d'opposition, par exemple les manifestations, les boycotts, la désobéissance directe, en cohérence avec le projet de décroissance.

⁵⁴ Le *faire* regroupe les initiatives locales et citoyennes, les expérimentations collectives de pratiques et modes de vie en rupture avec la société ainsi que les actions individuelles (simplicité volontaire).

⁵⁵ L'expression est tirée de la physique nucléaire où une «quantité minimale de matière fossile [suffit] pour déclencher une réaction nucléaire en chaîne, une explosion nucléaire» (Lepasant, 2013, page 147). En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de convaincre l'entièreté ou même la majorité de la population mais bien d'avoir un seuil critique où une partie de la population suffit à entreprendre la transformation de la société.

global. (Demaria et al., 2013) Autant que possible, l'objectif est de tenter d'agir à tous les niveaux et coordonner les moyens, puisque ces stratégies sont complémentaires dans une visée de changement global. «Équilibrer la stratégie de la masse critique suppose qu'aucun des trois pieds de l'action politique – alternatives concrètes, visibilité politique, cohérence du projet – ne cède à la passion de la suffisance» (Lepessant, 2013 : 153). L'exemple suivant permet d'illustrer ce propos.

Les villes en transition

Les objecteur.e.s de croissance mobilisent aisément l'exemple du Mouvement des Villes en Transition, qui, comme le dit Serge Latouche (2010) représente «la forme de construction par le bas de ce qui se rapproche le plus d'une société de décroissance». Face au problème du pic pétrolier et des changements climatiques, cette démarche citoyenne vise à fonder des lieux de vie humains et soutenables (Hopkins, 2010). Misant sur les principes de la permaculture, elle favorise le développement d'énergies renouvelables, tout en encourageant la sobriété énergétique. L'objectif est aussi de développer les liens sociaux et la convivialité, l'autonomie, la solidarité, le renforcement des circuits courts, l'agriculture paysanne, la réappropriation d'anciens savoir-faire, etc. Plutôt qu'un modèle unique de société, le Mouvement des Villes en Transition appelle à la construction *collective* et *contextuelle* des nouvelles manières de vivre et d'être ensemble. (Garcin, 2010) Ce point rejoint étroitement la conception décroissanciste d'une société post-croissance, basée sur plusieurs modèles de société, variant selon le contexte local et les décisions collectives.

La distinction principale avec la stratégie de Lepessant se trouve dans l'absence de discours critique et de revendications politiques (Jonet et Servigne 2013). Chatterton et Cutler (2008) avancent un argument intéressant en insistant sur le fait que le Mouvement des Villes en Transition pourrait très bien exister et s'étendre, sans pour autant défier les politiques de production excessive, l'appropriation et l'exploitation des ressources par quelques multinationales ainsi que les lacunes démocratiques existantes : «[l]aissés incontestés, [ces politiques] pourraient également effacer les meilleurs efforts de durabilité locale, comme un tsunami devant un château de sable» (page 7). Ainsi, face à la crise sociale et écologique qui s'aggrave de manière extrêmement rapide, les villes en transition ne semblent pas pouvoir

assurer à elles-seules la transformation de la société (Beau-Ferron, 2015), d'où l'insistance de Lepasant (2013) sur les deux autres dimensions de la transition : l'action militante et l'élaboration d'un projet de société global et cohérent. Cet auteur se situe ainsi à la fois dans une stratégie de conflit, où la perturbation permet de provoquer des fissures dans le système capitaliste, ainsi que dans une stratégie de création, où la mise en place du nouveau paradigme favorise l'autonomie collective (Breton, Kruzynski et Sarrasin, 2012).

La stratégie de masse critique suppose ainsi qu'une des conditions de la transition repose sur une toile de résilience⁵⁶, où chacun des fils ne doit sa solidité qu'à son *interaction* avec les autres (Lepasant, 2013).

Les stratégies décroissancistes peuvent alors être regroupées sous la *praxis*⁵⁷, soit le *faire* représenté par Lepasant comme étant l'action individuelle et collective, reposant sur les différentes dimensions élaborées ci-haut. «Ce qui décidera si, dans la rencontre de l'espèce avec les limites de la biosphère, on s'en sort ou pas [...] n'est pas déterminé par le passé ni par l'avenir envisagé comme un destin, mais par nos actes collectifs, dans notre action politique et nos idéologies, ici et maintenant» (Marion, 2015 : 89). Dans ce mémoire, il est question d'utiliser le terme d'*initiative citoyenne* en ce qui a trait aux expériences du *faire* étudiées. Une initiative décroissante repose ici sur «la compréhension théorique et projective de sa pratique et sur une implication dans des visibilités militantes classiques» (Lepasant 2013 : 154). Lachapelle (2015 : 17) souligne qu'en cohérence avec la théorie de Lepasant, le *faire* est à la fois «expérimentation *et* politique *et* théorie», à différents niveaux.

Initiatives citoyennes

Y compris en dehors de la mouvance décroissanciste, il existe une volonté de plus en plus affirmée de la part des citoyen.ne.s à vouloir combattre les initiatives «*top-down*» et assumer directement et démocratiquement de nouvelles solutions. Effectivement, le manque de volonté

⁵⁶ Expression reprise par Lepasant (2013) provenant de Hopkins (2010) : «un écosystème repose davantage sur la diversité des relations que sur la robustesse des éléments pris un par un» (page 13).

⁵⁷ La *praxis* représente la concrétisation d'un projet qui transforme le réel, modifie et crée de nouvelles significations et institutions. Pour Castoriadis, l'autonomie humaine représente le moyen et la fin de la *praxis*.

politique combiné à la menace de l'effondrement futur du système⁵⁸ entraîne certaines franges de la population à mettre en œuvre le niveau de changement nécessaire. Ainsi, tout comme il en a été question au XIX^e siècle avec le socialisme utopique⁵⁹, puis dans les années 70 avec le mouvement hippie, on revoit émerger l'expérimentation d'alternatives concrètes. Diverses formes sociales d'action collective et de résistance apparaissent pour contester, interroger et inverser la tendance, dans une approche «*bottom-up*»⁶⁰ (ou *grassroots*), à travers des luttes locales ainsi que des expérimentations citoyennes démocratiques. Reposant sur les «principes d'égalité, de coopération, de partage, de participation, d'autogouvernement et de respect des écosystèmes, [elles] répondent à des besoins concrets immédiats (se loger, se nourrir, résister) tout en préfigurant un autre type de société» (Durand Folco, 2017 : 43).

Caractéristiques des initiatives citoyennes

Pour les décroissant.e.s, une alternative sera concrète si «elle ne fait abstraction ni du monde qu'elle critique, ni du monde qu'elle esquisse» (Lepesant, 2013). En d'autres termes, il s'agit d'initiatives reposant sur un processus critique visant le changement social profond. Cependant, alors que la sortie du capitalisme et de la dépendance à la technique implique une rupture d'ordre macrosociale, la diversité des initiatives s'avère une source indispensable de richesse (Demaria et al., 2013). La transition vers une société post-croissance nécessite une multitude de moyens d'agir sur la société, à travers diverses formes d'organisation permettant de redéfinir progressivement les politiques actuelles. Des projets peuvent ainsi être grandement significatifs pour la décroissance, sans pour autant s'identifier explicitement au courant et être en rupture complète avec le système (Latouche, 2010).

Afin de comprendre de quelle manière les objecteur.e.s de croissance abordent la question de la diversité, Lachapelle (2015) propose deux concepts : la cohérence et la convergence. D'une part,

⁵⁸ Effets de la crise écologique et des changements climatiques sur les territoires et future crise économique grave liée à l'épuisement des ressources et l'augmentation drastique du coût du baril de pétrole. [Il est important de mentionner que les effets des changements climatiques se font déjà sentir, notamment dans les pays du Sud, via des catastrophes naturelles violentes.]

⁵⁹ Le socialisme utopique apparaît au XIX^e siècle, étant une «réplique à la fois pacifique et subversive au monde inhumain que le développement anarchique du "capitaliste sauvage" est en train de faire éclore en Europe». (Petitfils, 1977, page 58-59)

⁶⁰ L'approche *bottom up* englobe le réseau d'activistes et d'organisations qui génère des solutions de la base vers le haut, s'appuyant sur des approches participatives, contrairement au *top-down* qui est une approche venant du haut pour s'appliquer à la base. (Bally, 2015)

dans un souci de cohérence, une initiative citoyenne devrait adopter une posture réflexive et contribuer à trois impératifs : la conservation de la vie sur Terre, la justice et l'émancipation (Abraham, 2012) en s'appuyant sur les principes décroissancistes évoqués plus haut. D'autre part, les alternatives devraient converger vers un même objectif, soit la transition socioécologique⁶¹.

Navigant à travers ces impératifs, on distingue deux principales formes d'expérimentation collective selon le cadre institutionnel d'un territoire donné: les expériences d'autonomie *concertative* et l'activisme *contestataire* (Gonick, 2016). L'action concertative respecte les conventions du système en place en manoeuvrant à travers elles. En d'autres termes, ces initiatives proposent des alternatives *légal*es, donc dépendantes du cadre institutionnel dans lequel elles s'inscrivent. Elles permettent de stimuler l'espoir et de décoloniser l'imaginaire en démontrant qu'il est possible de s'organiser autrement, sans dépendre des élites politiques et économiques. Les initiatives contestatrices agissent quant à elles comme force de résistance, rejetant les normes sociales dominantes et se comportant de manière *illégal*e. Elles forment une structure de résistance et de lutte directe face à la puissance du système, où l'objectif est de créer des fissures au sein de celui-ci (Lambert-Pilotte, Drapeau et Kruzynski, 2007). Bien évidemment, un projet peut adopter une forme hybride et utiliser une stratégie contestataire à un moment de son évolution puis agir de manière concertative par la suite. C'est ce que Lachapelle (2015) présente comme étant «jouer avec et contre le jeu».

L'«efficacité» quant à l'une ou l'autre des stratégies (concertation et contestation) ne fait pas l'unanimité au sein des mouvements sociaux, ni même dans les analyses sociologiques, d'autant plus qu'il est difficile d'«évaluer» la réussite d'un acte ou mouvement politique⁶² (Dupuis-Déri, 2016). Comme le soulignent les sociologues Barkan et Snowden, cités par Dupuis-Déri (2016), «jusqu'à ce que nous en sachions plus au sujet de l'impact de la violence et de la non-violence collectives, nous ne pouvons savoir quelle stratégie – s'il y en a une – est la plus efficace pour obtenir le changement social désiré par les groupes dissidents».

⁶¹ Pour Lachapelle, il s'agit de converger vers des sociétés post-croissance. Toutefois, comme il a été souligné, des projets peuvent être significatifs et contribuer à la transition sans s'identifier au corpus décroissant. Ainsi, il apparaît plus juste d'utiliser le terme de transition socioécologique.

⁶² Pour Dupuis-Déry (2016), les critères d'«efficacité» d'un mouvement social sont subjectifs et dépendent des divers acteurs en présence; est-ce le rapport de force qui est promu, les gains institutionnels et communautaires, la représentation politique?

Cependant, pour les partisan.e.s de la décroissance, ces deux types d'activisme sont des forces motrices de la transition, engendrant de véritables changements, malgré les défis auxquels elles sont confrontées ainsi que leurs limites respectives (Barr et Devine-Wright, 2012). De cette manière, nonobstant leurs profondes disparités, ces deux formes d'initiative citoyenne contribuent à l'avènement de nouvelles institutions politiques (Gonick, 2016). La combinaison de celles-ci et le respect de la diversité des tactiques sont ainsi prônés par les décroissant.e.s, mais aussi de nombreux groupes militants, dont la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes), le CRAC (Collectif de recherche sur l'autonomie collective) ainsi que plusieurs groupes anarchistes (Breton, Kruzynski et Sarrasin, 2012). Ce principe, le respect de la diversité des tactiques, «évoque une valorisation de l'autonomie politique, tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement» (Dupuis-Déri, 2016 : 157).

En outre, il existe de nombreuses formes d'action citoyenne, exercées par des individus seuls, des petits groupes d'habitants, différents réseaux communautaires ou des coalitions de proximité. La diversité et le potentiel de ces dernières sont liés au contexte local; aux éléments historiques, politiques, économiques, géographiques et culturels d'un territoire. Le champ des alternatives est ainsi très large, couvrant l'agriculture, l'énergie, l'économie, la démocratie, l'habitat, l'éducation, la santé, la culture, le travail. Pour Lepasant (2013), ces innombrables projets prennent place dans les domaines favorisant une autonomie généralisée de la vie. Afin de comprendre comment ces expériences s'inscrivent dans le mouvement de la décroissance, il semble pertinent d'en énoncer quelques exemples à travers le spectre des principes décroissancistes, soit l'autoproduction, la communalisation, la démocratisation et la coopération⁶³. Cela permettra par ailleurs d'amorcer une réflexion quant aux différents leviers d'action et leur potentiel de changement.

⁶³ Certaines initiatives citoyennes représentent plus d'un des principes décroissancistes, mais il est question de les présenter à travers le plus évident.

L'autoproduction

Comme il a été mentionné ci-haut, il existe des initiatives citoyennes dans pratiquement tous les domaines de la vie, favorisant la satisfaction *par nous-mêmes* de nos besoins essentiels (Lepesant, 2013). Ainsi, une multitude d'exemples peut être mobilisée et détaillée en ce qui concerne les stratégies d'autoproduction: les chantiers d'autoconstruction, les centres de santé citoyens autogérés, la création de monnaies locales ou alternatives, les universités populaires, les organisations mettant en valeur le troc, le recyclage et l'échange de services non-marchand⁶⁴, les coopératives de consommateurs et de travailleurs et même les cours gratuits de cuisine, de cosmétiques faits maison, de couture et les ateliers-vélo, pour n'en nommer que quelques-uns. À travers ces expériences, les populations cherchent à construire une réalité dans laquelle elles ont réellement le contrôle sur ce qui constitue leur quotidien (Bally, 2015).

Plus spécifiquement, si l'on prend le domaine de l'alimentation, il y a une dépossession de plus en plus flagrante du monde paysan ainsi qu'une perte de souveraineté alimentaire par l'emprise des marchés (Manier, 2012). Les multinationales, supportées par les États, grossissent et augmentent la dépendance envers elles, tout en empêchant des populations entières d'être en situation d'autosuffisance alimentaire⁶⁵. On assiste au renforcement des pratiques industrielles, à la multiplication des monocultures et au développement rapide des organismes génétiquement modifiés. Pourtant, ces pratiques industrielles ont largement contribué à la situation écologique catastrophique actuelle et représentent un obstacle à l'autoproduction et à l'autonomie (Barr et Devine-Wright, 2012). Parallèlement, des groupes de citoyens se mobilisent afin de s'affranchir de la dépendance aux multinationales, de reprendre en main la distribution et développer des pratiques alimentaires plus justes et moins destructrices. On peut penser notamment aux jardins partagés ou communautaires, aux ceintures vivrières, aux AMAP (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), au mouvement *Slow Food*, à celui des Incroyables Comestibles, au développement de nouvelles agriculture⁶⁶, ainsi qu'à l'instauration de banques de semences

⁶⁴ Un exemple local est l'Accorderie, un système d'échange de services où chaque membre met à disposition des autres ses compétences et savoir-faire. Chaque service est comptabilisé dans une banque de **temps**, où «chaque heure de service rendue vaut une heure de service reçu», quel que soit ce dernier. Les différents services, que ce soit du gardiennage, de la restauration de meubles, des cours ou du dépannage informatique sont mis sur le même pied d'égalité.

⁶⁵ Notamment en empêchant les populations des pays du Sud d'avoir accès à un lopin de terre, et en exportant la grande majorité de la nourriture produite. (Mongeau, 2014)

⁶⁶ Par exemple l'agroécologie, l'agriculture urbaine, la permaculture...

biologiques et communautaires. Ces actions reflètent alors une volonté d'autonomie complète sur le plan alimentaire et une manière d'agir sur le monde politique.

La démocratisation

Il est courant d'observer des initiatives de démocratisation lorsque la société civile se mobilise afin de protester contre le système en place, jugé anti-démocratique et injuste. Le mouvement des Indigné.e.s en Espagne ainsi que le mouvement Occupy en sont des bons exemples, où parallèlement à la contestation, on expérimente de nouvelles formes démocratiques censées préfigurer le modèle de société revendiqué. Il s'agit de pratiques horizontales et non hiérarchiques de démocratie directe, où les décisions sont généralement prises sous forme de consensus. Ainsi, il y a tentative d'expérimenter une démocratie réelle, basée sur des principes d'autogestion, de délibération et de participation ouverte à tous et à toutes (Nez et Dufour, 2017). «Les mobilisations récentes ont ainsi sorti ces pratiques démocratiques des cercles militants auxquelles elles se confinaient [...] en les expérimentant dans l'espace public avec des participants beaucoup plus nombreux et hétérogènes» (Nez et Dufour, 2017 : 52).

La communalisation

Ensuite, il existe de multiples formes de communalisation se situant dans l'action concertative, par exemple Wikipedia, Cohabitat Québec, Couchsurfing, Bâtiment 7, Champ des possibles, Terre de liens (Abraham, 2016), mais aussi sur le plan contestataire, notamment en ce qui a trait à l'appropriation directe des ressources.

À cet effet, il est pertinent d'évoquer l'initiative de la population de Cochabamba qui visait la réappropriation citoyenne de l'eau au début des années 2000. À cette époque, les habitants de Cochabamba organisent manifestations, barrages routiers, grèves et affrontements avec la police afin de protester contre la concession des services publics d'adduction d'eau aux groupes privés Aguas del Tunari⁶⁷ (Manier, 2012). C'est quelques mois plus tard, après nombre de mobilisations et suite à une manifestation de plus de 50 000 personnes, que le gouvernement

⁶⁷ Aguas del Tunari est un consortium privé regroupant les groupes américains Edison et Bechtel, le groupe espagnol Abengoa et quatre entreprises boliviennes. (Manier, 2012)

annule le contrat. Des comités citoyens se forment alors dans les quartiers du Sud (les plus mal desservis) afin de construire des réservoirs et des canalisations autogérés dans la continuité de la mobilisation citoyenne. Ce récit est un exemple parmi d'autres, où les municipalités appuient la réappropriation solidaire et citoyenne, dans un esprit de communalisation et dans l'optique de soustraire certaines ressources à la privatisation.

Partout à travers le monde, des groupes se mobilisent pour mettre en commun, partager et garantir l'accès à tous et à toutes à des ressources essentielles. Un autre exemple de communalisation est celui du squat urbain où un ou plusieurs individus occupent un local de manière illégale, à des fins d'habitation. Le squat urbain est ici considéré comme la réappropriation d'un lieu de vie vacant à des fins politiques ou par simple besoin d'accès à un logement⁶⁸, sans préoccupation pour la propriété privée (Généreux-Soares, Krump et Olivier, 2016). On opte ainsi pour la communalisation de l'espace, où c'est la valeur d'*usage* des logements locaux qui est considérée, plutôt que la valeur d'*échange*. Se faisant, il y a remise en question de la tendance à la marchandisation et de l'idéologie propriétaire. Puisque les «squatteurs» font fi des lois et de la propriété privée, ils subissent fréquemment l'oppression policière et sont bien souvent mis à la porte de l'espace commun en question.

La coopération

Comme il a été souligné, la coopération est à la base de toute action collective. Sa forme institutionnelle la plus évidente est la coopérative de solidarité. Cependant, il existe plusieurs autres formes de coopération, par exemple la communauté intentionnelle, la permaculture⁶⁹ ou, à plus petite échelle, la gratiféria (Abraham, 2016). La gratiféria est un marché gratuit où les gens sont invités à venir déposer des objets dont ils ne servent plus. S'ils le souhaitent, ces derniers peuvent aussi se servir gratuitement dans ce qui est offert. Toutefois, il n'est pas nécessaire d'avoir apporté quelque chose pour prendre; ce n'est pas un système de troc. Le don se fait sans contrepartie. Aussi, des services peuvent y être échangés, tels des performances artistiques, des échanges de compétences, etc. Les gratiferias permettent alors la création de nouveaux liens, un

⁶⁸ Ce sont souvent des gens vivant dans une situation précaire ou en marge de la société qui pratique ce type de squat.

⁶⁹ La permaculture représente effectivement un mode de coopération entre humains et non-humain où il a considération et respect de la biodiversité de chaque écosystème dans la conception d'habitats humains ou de systèmes agricoles par exemple. Il s'agit d'une approche systémique s'inspirant de l'écologie naturelle.

changement progressif de notre rapport à la consommation ainsi qu'une certaine égalité, car c'est «un des rares endroits où l'on n'est pas limité par le contenu de son porte-monnaie»⁷⁰ .

Une autre forme de coopération pouvant être évoquée, sur le plan individuel cette fois, est le véganisme. Davantage qu'un simple régime, le véganisme représente un mouvement social et politique visant à libérer les animaux de l'asservissement humain. De cette manière, les véganes renoncent à utiliser les produits ou les services issus de leur exploitation, selon une conception de la justice élargie aux animaux sensibles (Giroux et Larue, 2017).

Quand bien même le véganisme ne servirait aucune des fins humaines, qu'il ne nous empêchât pas de tomber malades, qu'il ne préservât pas notre environnement et la pérennité de notre espèce, il serait la plus élémentaire de nos obligations morales, le plus impérieux de nos devoirs envers les autres animaux. Le véganisme est la moindre des choses (Giroux et Larue, 2017 : 122).

En somme, s'inspirant de principes décroissancistes et grâce à leur capacité d'agir ensemble, les populations tentent de s'affranchir d'un système économique brutal sur lequel elles n'ont plus de prise. Ces pratiques permettent de prendre conscience de la puissance collective et d'imaginer concrètement ce que pourrait être le «nouveau monde». Cependant, la littérature concernant les initiatives citoyennes apporte peu d'éléments de réflexion quant au potentiel du mouvement *grassroots* dans le changement radical. Alors que les mouvements populaires représentent une condition indispensable à la réelle transition, ces initiatives permettent-elles effectivement de mener à la rupture totale avec le système dominant? Quelles sont les limites des initiatives citoyennes et à quelles conditions peuvent-elles initier la transition?

⁷⁰ Grafiteria Jura (2012). *Qu'est-ce qu'une grafiteria?*, récupéré de l'URL <https://grafiteriajura.wordpress.com/> le 17 février 2017,

1.4. Limites des initiatives citoyennes et conditions de transition

Les stratégies de contestation et d'action directe comme les soulèvements populaires et les mobilisations citoyennes ponctuelles contre certains projets permettent de perturber voire paralyser momentanément le rapport de pouvoir étatique ou économique. C'est aussi bien souvent lors de ces actions qu'il y a un moment d'éducation populaire de masse. Cela peut mener à certains changements temporaires, mais ces derniers demeurent limités à des enjeux précis et les aboutissements sont éphémères (Savard, 2017). L'une des conséquences peut être un épuisement du côté des militants, notamment dû au fait que ces réalisations donnent l'impression que «l'on gagne certaines batailles mais que l'on perde la guerre».

Dans les expérimentations locales, les individus se donnent les moyens d'assurer leur survie face à d'éventuels bouleversements, tout en tentant, aujourd'hui, d'avoir une meilleure qualité de vie (Mongeau, 2014). Cependant, ces dernières sont souvent dépendantes du système économique en place. Comme le note Lachapelle (2015 : 23), puisqu'elle émerge en opposition au système actuel, «l'alternative dépend du "tout" qu'est la société de croissance, la coexistence devient un principe fondamental de son processus de développement». Les expérimentations alternatives ne peuvent ainsi s'affranchir totalement du système croissanciste, de la «mégamachine». Elles sont rapidement entraînées dans le processus de compétition où il devient nécessaire de croître et d'entrer en concurrence pour survivre (Bielh, 2013). Enfin, et toujours dans ce sens, alors que certains projets citoyens sont encouragés, d'autres peuvent être réprimés, voire vaincus lorsqu'ils deviennent une menace pour un groupe au pouvoir (Chatterton et Culter, 2008).

Tant et aussi longtemps que le capitalisme perdurera, les institutions en place constitueront des limites importantes, voire un frein à l'alternative (dans le cas des initiatives révolutionnaires). Le rôle des initiatives citoyennes dans la transition est alors dépendant du contexte institutionnel mais aussi plus largement de l'économie mondialisée. Face à un système de plus en plus complexe, quel est le potentiel des expérimentations locales au niveau du changement radical? Alors que beaucoup de changements peuvent être apportés à un certain endroit, il n'est pas certain que cela aboutisse à une transition globale et durable.

D'où les questions suivantes : l'expérimentation sociale à petite échelle a-t-elle un impact significatif? Ces «micro révolutions» peuvent-elles à elles seules être porteuses de changement systémique, nous menant à une société d'a-croissance? Comment passer de «l'expérimentation de nouvelles formes de vie» à «la mise en place d'un nouveau système» (Marcuse, cité par Durand Folco, 2017 : 70) ? Est-ce par la capacité à susciter diverses innovations à travers l'exemple, adaptés à chaque situation, comme le propose Stevens (dans Bielh, 2013) ? N'était-ce pas le pari des socialistes utopiques ? Quelles sont alors les raisons de leur échec ?

Socialisme utopique

Le socialisme utopique représente le projet politique du passage d'une société capitaliste industrielle à une société socialiste, égalitaire et harmonieuse. Afin de matérialiser cette société idéale, les socialistes utopiques entreprennent au XIX^e siècle l'expérimentation concrète de communautés utopiques isolées, «en marge du temps et des conflits sociaux» (Petitfils, 1977). S'opposant fortement aux projets réformistes et révolutionnaires, ces derniers misent sur la force persuasive de l'action et sur la contagion par l'exemple. Ce serait ainsi la multiplication des expériences de contresociétés qui permettrait progressivement le changement de société (Castagnez-Ruggiu, 1997). Bien que le mouvement connaisse son apogée avant 1870, il est atténué par la pensée révolutionnaire marxiste. En effet, à cette époque, le marxisme semble s'«arroger le monopole de la révolution et de l'émancipation» (Jourdain, 2013 : 5).

Par ailleurs, alors que le mouvement anarchiste reconnaît l'utilité de l'expérimentation dans le cadre du changement radical, il remarque le caractère dangereux que comportent les réalisations menées à l'écart des véritables conflits sociaux, en vase clos (Petitfils, 1977). Ainsi, bien qu'il soit question d'un contexte social-historique particulier, il semble qu'une des limites liées à l'échec des communautés utopiques soit leur enfermement. À cet effet, pour Frémeaux et Jordan (2011), ce qui distingue aujourd'hui les tentatives communautaires du socialisme utopique et du mouvement hippie est la notion de communication. Selon ces auteurs, ce qui permettra la transition est la capacité à créer un réseau, à faire des liens et à communiquer des savoirs-faire. L'initiative citoyenne serait donc une stratégie tout à fait valable, à condition de s'ouvrir aux expériences similaires et de se coordonner.

La collaboration comme possibilité de transition

Alors que les différentes stratégies de transition socioécologique sont souvent réfléchies séparément, la collaboration semble être une hypothèse appuyée par de nombreux auteur.e.s s'intéressant au changement radical, à l'impact des initiatives citoyennes et même au corpus décroissant. Il semble en effet que cette stratégie soit une pensée ambiante dans la littérature de la transition. Pour Savard (2017), «un processus de transition réussi devrait s'appuyer sur la complémentarité de la puissance accumulée sur chacun des plans et la coordination de ceux-ci». De la même manière, Durand Folco (2017 : 178) remarque :

[qu']il ne suffit pas de célébrer les initiatives et d'appeler à l'émergence de la pluralité des "mondes possibles", car il faut encore les fédérer, ou plutôt les lier dans un projet à la fois global et cohérent, suffisamment souple pour laisser une certaine diversité foisonner, et assez unifié pour indiquer un horizon de sens qui pourrait guider le champs d'expérience de ces pratiques dispersées.

Pour Rumpala (2009), la convergence et la mise en relation des alternatives concrètes peut effectivement «aboutir à un résultat global porteur d'effets profonds». Frère et Jacquemain (2013 : 241) stipulent quant à eux que «les grands progrès sociaux ne sont jamais advenus que par la bonne volonté morale, mais par le recroisement d'intérêts bien compris de groupes sociaux dans une lutte politique déclarée».

Conjointement, pour Chatterton et Cutler (2008 : 35), cette mise en relation des initiatives citoyennes, qu'elles soient concertatives ou contestatrices, est indispensable. Le changement social significatif requiert pour eux de l'organisation, des luttes ainsi que beaucoup de mobilisation au niveau local, sans quoi il sera anéanti par l'oppression des gouvernements :

C'est un thème commun dans l'histoire. Quand les gens commencent à être efficaces et organisés, ils font face à l'opposition et à l'oppression et les

gouvernements se tournent vers l'hostilité directe: la surveillance, la répression des libertés civiles, [...], la liberté de protester diminuée et la liste continue. [...] Mais si les groupes peuvent se connecter, développer une stratégie, sont prêts à gagner des arguments et n'ont pas peur de se battre pour défendre leurs gains, une transition significative est entièrement possible.

Plus largement, les tenants de l'écosocialisme ont eux aussi le souci de faire converger des luttes populaires :

Déjà se manifeste le besoin de convergence et d'articulation cohérente des mouvements sociaux et des mouvements écologistes, des syndicats et des défenseurs de l'environnement, des « rouges » et des « verts » [...] Le combat pour une nouvelle civilisation, à la fois plus humaine et plus respectueuse de la nature passera par une mobilisation de l'ensemble des mouvements sociaux émancipateurs qu'il faut associer (Löwi, 2011 : 45).

Ainsi, face à l'oppression institutionnelle et les différentes contraintes du contexte local, la transition viendrait de la multiplication, la diversité, la complémentarité ainsi que de la mise en commun des diverses formes d'initiative citoyenne. La solidarité entre ces dernières et le rapport de force permettrait un véritable mouvement, fort et efficace (Chatterton et Cutler, 2008). En d'autres termes, la quête vers l'émancipation du système capitaliste implique nécessairement la collaboration entre les différentes formes de protestation, ayant comme objectif le changement systémique (Gonick, 2016).

Une question d'échelle : la stratégie municipaliste

Dans une optique de collaboration, une question d'échelle s'impose d'elle-même en ce qui a trait à la mise en œuvre d'une telle stratégie. À ce titre, les théories issues du municipalisme offrent des pistes intéressantes, à travers l'idée selon laquelle l'écologie sociale peut être initiée par une politique locale basée sur la coopération. Se rapprochant de la stratégie de masse

critique, où l'action citoyenne est considérée comme nécessaire mais non suffisante pour la transformation sociale, le municipalisme élabore une stratégie plus large de conquête démocratique du pouvoir local. Cette théorie se présente alors comme compatible et complémentaire au mouvement de la décroissance. Comme le pointe Madelin (2017), la décroissance peine à poser les conditions de possibilités politiques de sa réalisation. Le projet décroissant ne peut «se généraliser sans une lutte simultanée pour des réformes radicales sur le plan institutionnel, [...] ce qui nécessite un projet politique capable de réunir les mouvements sociaux et une large partie de la population» (Durand Folco, 2015 : 102). De cette manière, les thèses du municipalisme représentent des pistes de réflexion intéressantes, à la fois concernant la stratégie collaborative ainsi que relativement à la question de la mise en œuvre des sociétés post-croissance.

Projet politique élaboré par le philosophe et théoricien de l'anarchisme Murray Bookchin en 1972, le municipalisme propose une solution aux crises sociales et écologiques fondée sur la démocratie directe et participative à l'échelle locale (Biehl, 2013). Ici, la municipalité est perçue comme un «espace politique et vecteur de transformation sociale» (Durand Folco, 2017 : 12), où les citoyen.ne.s reprennent collectivement en main les institutions, dans une logique autogestionnaire et démocratique (Bielh, 2013). Concrètement, il s'agit d'établir des *communes*, communautés politiques gérées de manière autonome et locale par les citoyen.ne.s d'un territoire donné. Aujourd'hui «considérées comme un échelon administratif local de l'État provincial» (Durand Folco, 2017 : 50), la stratégie repose sur l'introduction d'un front politique municipal⁷¹ privilégiant la décentralisation des institutions et l'articulation de communs⁷². La participation électorale est alors un pilier stratégique important, si le programme comprend la promotion de la décentralisation des pouvoirs de l'État central vers les municipalités et du Conseil municipal vers les arrondissements (Roussopoulos, 2017). Ensuite, la gestion démocratique des communs et la réappropriation des ressources permettent l'introduction d'un système économique alternatif au niveau de la production, de la distribution et de la consommation, offrant davantage de liberté et

⁷¹ Ce front n'est pas nécessairement sous forme de parti politique classique. En Espagne par exemple, à Barcelone, c'est à travers une plateforme citoyenne lancée quelques mois avant la campagne qu'Ana Colau est arrivée en tête des élections municipales. (Lamant, 2016)

⁷² Comme il a été mentionné plus haut, les communs concernent pratiquement toutes les sphères sociales, incluant tant la gestion des ressources élémentaires (forêts, terres agricoles et système d'irrigation) que la gestion commune de savoir-faire, des soins, d'éducation, les services collaboratifs comme les systèmes d'échange locaux ou même la gestion des logiciels libres.

d'autonomie aux différentes municipalités (Durand Folco, 2017). Cette double stratégie favorise le pouvoir politique de la base et le démantèlement progressif de l'État central.

Qui plus est, ce mouvement s'inscrit dans une stratégie de *relocalisation ouverte* misant sur la «globalisation par le bas», par la promotion de relations solidaires et complémentaires entre différentes régions du monde. Il n'est ainsi pas question de s'enfermer dans un localisme caractérisé par le protectionnisme et l'autarcie, mais bien de favoriser une économie et une politique autonome, tout en étant conscient de l'interdépendance écologique (Durand Folco, 2017). Le municipalisme suppose alors un système de coordination entre les différentes communautés ayant pris le contrôle de leurs municipalités afin de construire un véritable mouvement durable et transformateur à grande échelle. Autrement dit, après avoir transformé des municipalités en démocraties directes, il s'agit de les regrouper dans une association plus large misant sur la complémentarité et l'entraide, sans remettre en cause l'autonomie de chaque groupe. Pour Durand Folco (2017), la seule façon de construire un mouvement politique élargi consiste à créer un réseau de groupe locaux; une coalition de municipalités autogouvernées. «Plus les confédérations⁷³ de municipalités s'étendront et se multiplieront, plus grands seront leur pouvoir latent et leur capacité d'opposer un contre-pouvoir à celui de l'État-nation» (Bielh, 2013 : 137).

Concrètement, afin d'initier une telle stratégie à l'échelle municipale, il s'agit pour Roussopoulos (2017 : 85), de *coaliser* les initiatives citoyennes afin de «fournir la base à une politique cohérente du mouvement du ‘droit à la ville’». Pour l'auteur, les diverses tactiques de l'action directe ne peuvent offrir un changement fondamental seules : «elles doivent faire partie d'un mouvement social qui tient compte du contexte et qui met l'accent sur la cohérence, l'orientation et les objectifs communs» (page 106). L'idée d'insuffisance des piliers stratégiques présentée par Lepesant est ici reprise, où la force se trouve plutôt dans la convergence, voire l'alliance des différentes tactiques dans un objectif concret. Pour Durand Folco (2017), à l'échelle du Québec, il existe de nombreuses initiatives locales, des coopératives et divers mouvements sociaux bien enracinés. Afin d'initier le mouvement municipal, il s'agit alors de

⁷³ Réseau de municipalités indépendantes qui se réunissent pour former une entité plus grande afin de prendre des décisions concernant les questions intermunicipales et régionales. (Bielh, 2013)

féderer ces différentes forces dans la construction d'un mouvement politique permettant de renverser le rapport de pouvoir.

Le municipalisme suppose ainsi une collaboration à petite échelle dans un objectif de démocratisation des institutions locales, puis à plus grande échelle dans une visée de changement social global, à travers la mise en réseau (ou la coalition) de «villes rebelles».

Vers une question de recherche

Les chercheur.e.s et militant.e.s évoqué.e.s précédemment semblent donc croire qu'un niveau de changement systémique ne peut se faire sans une forme de coordination et de collaboration entre initiatives citoyennes. Ont-ils raison ? L'avenir nous le dira peut-être. Mais, avant cela, encore faut-il que les initiatives existantes collaborent effectivement. Or, est-ce le cas ? Nous n'avons trouvé que très peu de réponses à cette question dans les travaux portant sur les stratégies de transition et les conditions de possibilité d'une transformation sociale radicale. Les enquêtes sur le sujet sont rares ou inexistantes. Le modèle le plus fréquent reste l'étude de cas. La question des relations entre initiatives distinctes demeure très peu traitée. Nous avons donc décidé de nous y intéresser, à partir de l'interrogation suivante : *quelles relations entretiennent les initiatives citoyennes oeuvrant sur un même territoire?*

Chapitre 2

Cadre théorique et démarche méthodologique

Une des prémisses du mouvement de la décroissance est qu'il est possible de construire autre chose; un «nouveau monde» dont les caractéristiques sont présentées dans le chapitre 1. Ce présupposé nous a conduit à adopter une perspective constructiviste dans ce mémoire. Une telle perspective repose sur l'idée fondamentale que ce que nous appelons la réalité est une construction sociale. Cela suppose alors que cette réalité peut être déconstruite – pas seulement intellectuellement – et reconstruite autrement. Comme dit Pierre Bourdieu (1993 : 944) : «[...] Ce que le monde social a fait, le monde social peut désormais, armé de ce savoir, le défaire». L'enjeu des initiatives citoyennes réside alors dans la participation à la construction de cette nouvelle société, soutenable, juste et conviviale.

Comment étudier les relations qu'entretiennent les initiatives citoyennes oeuvrant sur un même territoire? Pour ce faire, nous avons besoin d'un cadre théorique attentif au travail de construction de la réalité sociale que réalisent les humains. L'enjeu de ces expérimentations est en effet de participer à la construction d'un nouveau monde. Et puisque ce sont les relations entre expérimentations qui nous préoccupent ici en priorité, il nous a semblé pertinent de prendre appui essentiellement sur la théorie dite de «l'acteur-réseau». Cette théorie présente l'avantage de fournir des outils d'analyse précis pour étudier finement les efforts concrets de mise en relation et de collaboration déployés par des humains. En d'autres termes, elle nous aide à comprendre comment, de manière pratique, nous parvenons ou pas à faire société.

2. 1. La théorie de l'acteur-réseau

La sociologie de la traduction se démarque du corpus classique de la sociologie des organisations. «Il ne semble pas abusif d'évoquer à son propos qu'elle marque la naissance d'une nouvelle école théorique» (Amblard et al., 1996 : 129). Cette dernière prend forme à partir de la critique des analyses sociologiques conventionnelles. Effectivement, pour Callon (1986),

l'analyse sociologique se heurte à plusieurs difficultés, toutes liées à la conception de la Société comme étant «certaine», c'est-à-dire dans laquelle il existe des normes et forces sociales instituées. Sans être fausse, ce type d'analyse est réducteur. Les humains y apparaissent comme des êtres essentiellement passifs ou en tout cas déterminés par les structures en place. Aucun rôle ou presque ne leur est reconnu dans la production de ces structures. Et ce faisant, il est bien difficile de comprendre comment se produit le changement social. Pour éviter ces difficultés, Callon propose d'utiliser une méthodologie descriptive mettant l'accent sur le travail des acteurs pour faire exister le monde qu'ils habitent.

En d'autres termes, il s'agit de suivre les acteurs en étant attentif à leurs actions, mais aussi à *leur* vocabulaire afin de repérer comment ces derniers définissent et associent des éléments; comment ils «composent leur monde, qu'il soit social ou naturel» (Callon, 1986). L'objectif n'est pas de «stabiliser le social à la place des acteurs qu'elle étudie mais de laisser les acteurs, au contraire, faire le travail de composition du social à notre place» (Latour, 2006 : 46). La sociologie de l'acteur-réseau est ainsi avant tout un «argument négatif» au sens où elle représente davantage une méthodologie, voire une ontologie qu'un cadre d'analyse; «c'est une théorie qui porte sur la façon d'étudier les choses [...] ou encore sur la façon de laisser aux acteurs un certain espace pour s'exprimer» (Latour, 2006 : 206).

La réalité est perçue par les tenants de cette sociologie comme étant socialement construite à travers l'association et l'agencement particulier d'une série d'éléments, prenant la forme d'un réseau sociotechnique. La singularité de cette sociologie peut alors être appréhendée à partir de ces principaux concepts.

Agencement et réseau sociotechnique

Le concept d'*agencement* est central à la théorie de la traduction et favorise la compréhension des bases du cadre théorique. Ce concept permet de concevoir le «social» comme étant l'association de groupes sociaux hétérogènes et d'éléments du monde matériel. L'agencement représente effectivement une combinaison particulière d'acteurs et d'actants dissemblables favorisant la construction et la stabilisation de faits et réalités sociales distinctes. Comme le note Latour (2006 : 13), «tous ces éléments hétérogènes *peuvent* se trouver recombinaison de façon

inédite et donner lieu à de nouveaux assemblages». Dans cette perspective, le monde social est constamment en mouvement et l'établissement de «faits» dépend étroitement de la *configuration* et de la stabilité d'un agencement entre des entités «humaines» et «non-humaines». La pertinence de ce concept dans la production d'alternatives réside dans l'idée que l'agencement comporte en lui-même le concept de ré-agencement. Les organisations, le marché et les diverses réalités sous-jacentes peuvent ainsi être combinées autrement et produire d'autres effets que ceux que nous connaissons : «les réalités ne sont pas immuables – elles sont façonnées, promulguées et contestées» (Roscoe et Chillas, 2014 : 424).

Ces configurations sociales sont construites à travers les contributions conjointes d'entités matérielles et d'agents compétents, aboutissant à la création d'un *réseau sociotechnique* dans lequel les individus et les objets interagissent et s'influencent. Le réseau représente la «méta-organisation» rassemblant les humains et les non-humains en relation les uns avec les autres. Ces derniers agissent dans le réseau en tant que médiateurs ou intermédiaires⁷⁴. «Reconstituer le réseau, c'est éviter de découper la question en tranches, c'est chaîner toutes les entités qui participent du problème» (Amblard et al. 1996 : 135). Sur le plan méthodologique, cette conception se veut *symétrique* de deux manières. D'une part, elle implique d'accorder la même importance et le même intérêt aux faits établis ainsi qu'aux faits considérés comme faux ou artificiels. D'autre part, la perspective «socio» (incluant les relations, les normes, les discours, les conventions et les institutions) ainsi que «technique» (impliquant les outils, les sciences, les faits établis, les instruments de mesures, les documents institutionnels et les matériaux) sont considérées comme étant d'égale importance pour l'analyse. Selon Latour (2006), les actions partagées par différents acteurs peuvent aussi être le fruit d'«actants»; d'objets non-humains qui «agissent» et dictent des actions au même titre qu'un acteur. Par exemple, un avis de convocation fonctionne comme un *ordre de rencontrer* telle personne; un agenda *rappelle* ou confirme un rendez-vous; un communiqué *informe* des participants, etc. (Cadorette, 2006).

Qui plus est, selon cette théorie, un acteur développe son identité et comprend le monde qui l'entoure à l'intérieur d'un certain agencement; d'un certain réseau. Ainsi, les individus sont formés et outillés à agir dans des structures qu'ils contribuent à faire exister. Par exemple, le système économique peut être envisagé comme une construction à travers laquelle les individus

⁷⁴ Les intermédiaires sont les éléments circulant entre différentes entités faisant partie du réseau.

se réalisent et assimilent une certaine vision du monde. L'humain est ici formaté, instruit et outillé pour faire des choix purement économiques à l'intérieur de cet agencement (Çaliskan et Callon, 2010). On pourrait concevoir le travail de «décolonisation de l'imaginaire», souhaité par les objecteur.e.s de croissance, comme un effort pour défaire un tel agencement au profit de nouveaux agencements.

L'aspect qui nous intéresse ici est alors de comprendre comment peut être créé un tel réseau constitutif d'une «vérité» particulière. Comment engager des acteurs à collaborer dans la création d'un réseau participant à l'élaboration de sociétés post-croissance? Selon les tenants de la sociologie de la traduction, les relations, les alliances et les collaborations qui s'établissent à travers un réseau d'acteurs et d'actants passent par une opération de *traduction*. Cette opération correspond à la capacité pour certains acteurs de créer des alliances en traduisant leurs intérêts dans ceux des autres, tout en étant imbriqués dans un monde matériel. En d'autres termes, il s'agit de constituer un réseau sociotechnique dans lequel certains acteurs vont réussir à négocier leur propre définition de la situation afin de stabiliser un réel commun. Ainsi, chacun perçoit chez l'autre un allié potentiel lui permettant de poursuivre ses propres intérêts afin d'en arriver à un but précis. Les multiples quêtes individuelles peuvent alors converger en une action collective commune assurant la stabilité au réseau créé, ou aboutir à un échec.

Traduction

Dans le cadre de cette théorie, la traduction désigne le processus par lequel s'opèrent la stabilisation et la croissance d'un réseau sociotechnique, c'est-à-dire d'un «monde» (Harrison et Laberge, 2002). Selon Callon (1986), ce processus comprend quatre étapes, soit la *problématisation*, l'*intéressement*, l'*enrôlement* et la *mobilisation* des alliés.

1. La *problématisation* consiste, pour un acteur particulier, à formuler des problèmes en lien avec ses intérêts personnels et *identifier* un ensemble d'acteurs lui permettant d'atteindre ses objectifs et de se donner les moyens de résoudre les problèmes en question. Pour sceller les alliances dont il a besoin, cet acteur définit une problématique centrale et la *traduit* d'une manière qui permet aux autres agents d'assimiler le problème comme étant aussi le leur. Il s'agit de *convaincre* qu'une alliance autour de la

problématique choisie est profitable pour tou.te.s. En d'autres termes, il faut démontrer aux autres qu'ils se doivent de passer par la résolution de ce problème particulier. À travers ce processus, l'acteur principal se présente comme étant fondamental et se rend *indispensable* dans la résolution de la problématique (Callon, 1986).

2. Dans le but de sceller les alliances, l'*intéressement* consiste à confirmer et stabiliser l'identité des acteurs en tant qu'agents indispensables du réseau. Il s'agit de gagner leur *engagement* dans des buts particuliers. Cette étape s'effectue notamment à l'aide de l'introduction d'*intermédiaires*, par exemple la publication de textes et l'organisation de rencontres ou alors une information partagée avec le collectif qui *lie* les acteurs entre eux par une «connaissance commune» (Amblard et al., 1996). Il peut aussi s'agir de stratégies plus coercitives, reposant sur des relations de pouvoir et d'influence, où l'intéressement consiste à *s'imposer* entre un acteur et son environnement. Effectivement, afin de former l'identité d'un acteur en tant que participant actif au réseau, l'enjeu consiste à couper toute influence pouvant intervenir dans un intéressement contraire : «pour intéresser B, A doit couper tous les liens que la foule invisible ou au contraire bien présente, active ou au contraire passive, des autres entités C, D, E... s'efforce d'établir avec B» (Callon, 1968 : 186). En d'autres termes, il s'agit d'*interrompre* d'éventuelles associations concurrentes.
3. L' enrôlement consiste à *définir* et *attribuer* un rôle précis à certains acteurs. En d'autres termes, il s'agit d'assigner une mission précise à tous ceux qui rejoignent le réseau afin d'en faire des acteurs essentiels au système plutôt que des agents passifs. Ainsi, les acteurs négocient, convainquent et coordonnent les alliés pour qu'ils effectuent les actions et *consolident* leurs rôles. L' enrôlement représente un intéressement réussi.
4. La mobilisation d'alliés passe par la nomination d'un.e *porte-parole* autorisé.e à communiquer les progrès et les actions partagées afin de rallonger le réseau. Effectivement, «pour que le micro-réseau s'élargisse, se rallonge, il faut que les entités qui le composent aient capacité à faire écho, à diffuser» (Amblard et al., 1996 : 159). «La "réalité" sociale et naturelle est une conséquence à laquelle aboutit la négociation généralisée sur la représentativité des porte-paroles» (Callon, 1986 : 198).

Cadrage

Pour enrichir l'analyse des processus de traduction, il peut être utile d'y adjoindre le concept de «cadre» élaboré par Erving Goffman. Ce concept s'avère pertinent pour préciser le contenu de l'étape dite de «problématisation». Dans *Frame Analysis*⁷⁵, Goffman soutient qu'afin de s'engager dans une situation, l'être humain a besoin d'être convaincu de sa «réalité». Le caractère «réel» est alors appréhendé à partir de cadres de références; de schèmes interprétatifs qui sont susceptibles d'être confirmés par la suite des événements. À travers sa socialisation et son éducation, un individu acquiert des *cadres primaires* permettant de comprendre son univers, d'y faire sens et d'agir en son sein. Dans nos sociétés au moins, ces cadres sont de deux types : les *cadres naturels* et les *cadres sociaux*. Les premiers reposent sur l'hypothèse que les événements observés sont «réguliers», «naturels» et que les individus n'ont pas de prise sur eux, comme par exemple lorsqu'on dit : «il pleut». Les cadres sociaux postulent quant à eux l'existence d'«actions pilotées» où l'acteur individuel détient un rôle, une volonté ou une intention comme lorsqu'il sort son parapluie quand il se met à pleuvoir. Ces cadres, étant le produit d'une socialisation, sont construits et diffèrent alors d'un groupe social à un autre, puis d'un individu à l'autre selon ses expériences.

La situation sera vécue comme «réelle» au moins tant que le cadre que l'on projette sur elle n'est pas contredit par les événements ou par des cadrages différents produits par d'autres protagonistes. Dans le cas contraire, la «réalité» se révèle dans toute sa fragilité ou son évanescence. Le chef d'entreprise par exemple peut envisager ses employé.e.s comme de pures «ressources». Il projette ainsi sur eux un cadre naturel. Mais les «ressources» en question peuvent de leur côté avoir la prétention de se prendre pour les pilotes de leurs actions, projetant ainsi sur la même situation un cadre social. Cette différence de cadrage, somme toute assez fréquente, peut évidemment créer de part et d'autres de sérieux doutes quant à la réalité des événements.

Mais les problèmes que pose le cadrage ne tiennent pas seulement au fait que les cadres primaires que nous pouvons mobiliser dans une même situation sont multiples. Ces cadres peuvent en outre faire l'objet de transformations. Celles-ci consistent à imiter les événements

⁷⁵ Ouvrage publié en 1974 à Londres.

associés à un cadre, en signalant ou non aux parties prenantes de la situation qu'il s'agit d'une imitation – dans le premier cas Goffman parle d'une «modalisation», et dans le second d'une «fabrication». Jouer à se battre est une modalisation du cadre social primaire que l'on projette quand on se bat «pour de vrai». Se faire passer pour un électricien de façon à pénétrer chez autrui avec l'intention de le dévaliser est une fabrication inspirée du cadre social primaire «l'électricien vient s'occuper du système électrique de mon domicile». Les cadres primaires que nous devons mobiliser pour produire la «réalité» des situations dans lesquelles nous sommes impliquées peuvent donc être utilisés contre nous, pour nous induire en erreur.

Appliqué à la théorie de l'acteur-réseau, on dira que l'étape de la problématisation consiste notamment à s'entendre sur le cadre qu'il convient de projeter sur une situation donnée ou au moins à rendre compatibles les cadres mobilisés par les différents acteurs concernés. Par exemple, si l'on souhaite lutter contre le réchauffement climatique, il est préférable de convaincre le plus grand nombre possible d'acteurs que ce phénomène est provoqué par l'activité humaine – cadre social – et non pas par des éruptions solaires – cadre naturel.

Rallongement et irréversibilité

Revenant à la sociologie de la traduction, un assemblage particulier visant à s'établir comme fait est constamment en conflit avec l'ancien monde, qui résiste et cherche à se reproduire. Afin d'imposer une nouvelle réalité, il faut alors user d'arguments assez persuasifs pour démanteler l'ancien agencement et justifier les étapes permettant de stabiliser le nouveau (Harrison et Laberge, 2002). Selon la théorie de l'acteur-réseau, «toute innovation suppose une lente et patiente construction d'alliances, de coopérations dans un contexte qui, s'il doit être rendu maîtrisable, n'est jamais entièrement stabilisé ni prévisible» (Amblard et al., 1996 : 165).

La solidité du réseau – et donc son potentiel d'établissement comme «fait» - dépend de la *multiplicité*, du *positionnement stratégique* des entités qui le composent ainsi que des *moyens* utilisés pour pérenniser les relations établies. «Il n'y a pas de société donnée au commencement, pas de réservoir de liens, pas de grand pot de colle pour coller tous ces groupes [...] c'est un mouvement qui a besoin d'être continué» (Latour, 2006 : 56). Ainsi, les moyens favorisant cette stabilisation sont qualifiés d'*intermédiaires* ou *médiateurs* et peuvent être de l'ordre

d'informations, d'objets techniques, d'argent ou d'êtres humains ayant certaines compétences ou détenant du pouvoir (Amblard et al., 1996).

Forum hybride

En dernière instance, il semble pertinent de mobiliser un autre concept élaboré dans le cadre de la sociologie de la traduction : le forum hybride. Les tenants de cette sociologie remarquent que de nombreuses controverses, auparavant monopolisées par des experts, notamment des scientifiques, impliquent aujourd'hui davantage d'acteurs de la société civile. Que ce soit des questions d'ordre technique, scientifique, politique, économique ou éthique, «des acteurs se mobilisent autour d'incertitudes pour faire entendre leur point de vue, se constituer en groupes concernés, débattre des mesures à prendre dans ces situations» (Goxe, 2016).

Les controverses ne sont plus réservées aux seuls scientifiques et décideurs politiques mais s'ouvrent à la participation citoyenne. Elles prennent place dans des espaces; des «forums hybrides» où des groupes d'agents hétérogènes⁷⁶ se mobilisent pour débattre d'enjeux qui impliquent le collectif⁷⁷ ainsi que pour défendre leurs intérêts. L'intégration de ces acteurs permet de redéfinir les conséquences possibles d'un projet et l'exploration de thèmes inattendus. De cette manière, «[a]u cours de l'échange réciproque, de l'apprentissage commun produit pendant la controverse, ces groupes concernés participent à l'«élaboration du monde commun», qu'il soit micro-local ou plus vaste» (Goxe, 2016). Tel est le contexte dans lequel se déploie probablement une bonne partie des initiatives citoyennes sur lesquelles cette recherche sera basée.

L'élément fondamental de ce cadre réside dans la compréhension du phénomène d'agencement, où, même s'il y a élaboration et partage d'idéaux, *l'idée en soi ne suffit pas*. Pour cheminer vers une société post-croissance, il faut intéresser, enrôler différents acteurs et actants, créer un certain agencement et faire un travail performatif. La thèse centrale des sociologues des sciences repose sur le postulat selon lequel une réalité ne s'impose pas d'elle-même mais est construite à

⁷⁶ Expert, citoyen.ne, homme ou femme politique, groupe communautaire, etc.

⁷⁷ Par exemple la gestion de déchets nucléaires, les changements climatiques, le financement de projets pétroliers, etc.

travers les interactions entre les membres d'un réseau et les intermédiaires introduits. De cette manière, ce n'est ni un individu détenant une volonté, ni un objet inerte mais bien un certain agencement d'acteurs et d'actants sous forme de réseau, qui agit et impose une réalité particulière.

Question de recherche

En somme, dans le chapitre 1, il a été question de déconstruire certains faits et considérer le système croissanciste comme une réalité distincte déterminante de certains comportements. Il s'agit maintenant de s'intéresser à la constitution de l'«autre monde possible».

La dispersion, la destruction et la déconstruction ne sont pas des objectifs à atteindre, mais précisément ce qu'il s'agit de dépasser. Il est beaucoup plus important d'identifier les nouvelles institutions, les nouvelles procédures et les nouveaux concepts capables de collecter et de reconnecter le social (Latour, 2006 : 374).

Comme il a été souligné, la réalité est perçue, dans la sociologie de la traduction, comme étant construite à travers l'association particulière d'éléments sociotechniques. De cette manière, un mouvement de réassemblage peut permettre l'édification de nouveaux faits dans une optique de transition vers des sociétés post-croissance. Il devient alors central de comprendre comment les acteurs de la société civile tentent d'*agencer* les choses autrement afin d'établir cette nouvelle réalité; de construire cette société, soutenable, juste et convivial.

Le cadre théorique choisit permet alors de préciser et d'appréhender la question de recherche sous un angle précis : *comment les initiatives citoyennes s'efforcent-elles d'agencer le monde nouveau qu'elles prétendent faire advenir?* Ici, le concept d'agencement sous-entend des efforts de collaboration et de mise en relation entre différentes entités dans la création d'un réseau sociotechnique particulier. Ces éléments clés sont ainsi implicites à la question choisie.

2.2. La collecte des données

En cohérence avec la revue de littérature et le cadre théorique choisi, cette recherche s'inscrit dans une démarche *exploratoire*. Alors que la littérature semble favorable à l'idée de collaboration entre les initiatives citoyennes, elle demeure floue et incomplète quant à la recherche empirique sur les pratiques effectives en la matière. Il s'agit ici de comprendre si les collectifs alternatifs eux-mêmes cherchent à s'organiser d'une telle manière – à travers la collaboration, et s'ils ne le font pas, quelle forme d'organisation (s'il y en a une) est préconisée. La démarche exploratoire favorise notamment la compréhension profonde du phénomène et permet d'aller au-delà des propositions théoriques.

La question de recherche implique d'identifier un certain nombre d'initiatives opérant sur un même territoire afin d'analyser les relations qu'elles entretiennent entre elles. À cet effet, l'*étude de cas*, basée sur l'entrevue et l'analyse documentaire est privilégiée. L'objectif est de recueillir des informations riches et subjectives, porteuses de sens, permettant d'aller le plus loin possible dans l'analyse de la question de recherche (Glesne, C., 2011). Les entrevues représentent quant à elles un moyen efficace de recueillir le point de vue des acteurs, favorisent la compréhension des structures sociales et des institutions en présence ainsi que les réalités que l'on tente d'établir. À cet effet, les questions choisies⁷⁸ sont ouvertes et demeurent très larges afin que les réponses ne soient pas orientées par le vocabulaire de la chercheuse et le contexte de l'entrevue, éléments fondamentaux pour Callon.

Dans le cadre de cette recherche, le schéma d'entrevues repose sur cinq thèmes : le profil personnel de l'acteur; les représentations de l'organisation étudiée; les réussites et défis rencontrés par l'organisation; le lien qu'établit l'acteur entre son initiative citoyenne et le changement systémique; ainsi que les relations entretenues par le collectif avec d'autres organisations. Bien entendu, certaines questions ont été ajoutées ou retirées selon le déroulement des entretiens. Le schéma permet d'orienter et de diriger les échanges mais demeure ouvert afin de permettre à la chercheuse de demander à un répondant d'élaborer ou d'approfondir certains sujets abordés au cours de l'échange.

⁷⁸ Le guide d'entretien est présenté en Annexe.

Délimitation du champ d'étude

Le potentiel de changement radical d'une initiative citoyenne est ici attribué à sa capacité de collaborer sur un territoire donné. Pour cette raison, le champ d'analyse a été restreint à Montréal, à la fois dans un souci de cohérence avec les thèses du municipalisme et parce que cette ville, en plus d'être celle où vit la chercheuse, abrite une forte concentration d'initiatives citoyennes. Pour Roussopoulos (2017), Montréal représente un terrain de luttes important et propice à la transition socioécologique. Depuis les années 1960, plusieurs mouvements⁷⁹ luttant pour la justice sociale, dans une visée anticapitaliste et antiautoritaire s'y sont déployés. Par ailleurs, le militantisme effectué dans plusieurs quartiers de Montréal a donné lieu à des initiatives importantes comme la grande coopérative de logements sans but lucratif Milton-Parc ou plus récemment le Bâtiment 7 dans Pointe-Saint-Charles.

D'autres quartiers ont également poursuivi la pratique des politiques d'organisation communautaire des années 1960, faisant en sorte que Montréal dispose d'une société civile très variée qui mène d'importantes campagnes de lutte contre la détérioration urbaine avec un fort attachement à la démocratie. (Roussopoulos, 2017 : 93)

Montréal a été le lieu en outre d'une très forte mobilisation militante durant la grève étudiante du printemps 2012. Les récentes assemblées de cuisine organisée par le collectif «Faut qu'on se parle» témoignent par ailleurs d'une certaine «attente, d'une inquiétude partagée qui attend le surgissement d'une alternative digne de ce nom» (Durand Folco, 2017 : 139). Parallèlement, on assiste au développement de nombreuses initiatives locales, de comités citoyens, de festivals alternatifs, etc., ce qui fait de la ville un lieu intéressant pour la recherche de ce mémoire.

⁷⁹ Naissance d'organisations de défense des droits des locataires, campagnes pour des logements sociaux, mise en place d'une coalition antipauvreté, mouvement étudiant radical, mouvement syndical. (Roussopoulos, 2017)

Choix des initiatives

Après avoir déterminé le champ d'analyse, il a fallu sélectionner des initiatives citoyennes auprès desquelles mener l'enquête. Ces dernières ont été choisies dans un souci de cohérence avec les caractéristiques des initiatives citoyennes présentées dans le chapitre 1. Tout d'abord, il a été question de considérer des initiatives cherchant explicitement la transition socioécologique, puisque l'hypothèse étudiée sous-entend une collaboration dans ce but précis. Ce critère permet aussi d'identifier la visée politique d'un projet dans ses finalités de construction de nouvelles formes de «vivre ensemble». Ensuite, l'initiative devait avoir au moins un principe décroissant en présence dans sa structure organisationnelle ou ses objectifs (démocratisation, coopération, communalisation, autoproduction). Une initiative, afin d'être cohérente avec le mouvement décroissant, devait finalement développer une démarche réflexive.

Dès le début de l'étude, plusieurs mesures ont été prises afin d'assurer que tou.te.s les participant.e.s puissent faire le choix libre et éclairé de participer ou non à la recherche. Tout d'abord, une prise de contact s'est d'abord effectuée via courriel, avec un formulaire de consentement et d'explication du projet en pièce jointe. Ensuite, lorsqu'une rencontre était fixée, il était question de rediscuter de la recherche et de signer le formulaire conjointement en prenant soin de déterminer les conditions d'anonymat et de présentation des données.

La première série d'entretiens a été effectuée au cours de l'été 2017. Quatre membres d'organisation ont été rencontrés : un membre⁸⁰ du collectif *Villeray en Transition* et bien impliqué dans le projet *Une monnaie pour Montréal*; un membre⁸¹ de l'organisme *Upop*; Jonathan Durand Folco, professeur à l'école d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul d'Ottawa et membre du collectif embryonnaire *Réseau d'Action Municipale* ainsi que Joseph El Khouri, co-fondateur de l'entreprise sociale *Jardins sans frontières* et membre du comité de coordination *Coalition Climat Montréal*.

À l'automne 2017, une deuxième série d'entretiens a été réalisée avec Ian Segers, chargé de cours en Éco-conseil à l'Université du Québec à Chicoutimi et co-organisateur du festival

⁸⁰ Ce dernier a désiré garder l'anonymat. À des fins de simplification nous le nommerons Francis.

⁸¹ Idem, Michel.

Virage à Sainte-Rose-du-Nord, Guillaume Poirier, militant anarchiste et ancien membre du collectif *La Patate du Peuple*, ainsi que Nadia Duguay, cofondatrice et codirectrice de l'organisation *Exeko* et chercheuse dans le secteur de l'innovation sociale. Il a finalement été question d'inclure une conférence organisée par Raisons sociales entre trois différents acteurs, soit Jonathan Durand Folco, Judith Cayer et Valérie Plante, portant sur l'action locale dans une visée de transformation de la société⁸².

Présentation sommaire des initiatives

Villeray en Transition est un collectif s'inscrivant dans le mouvement des villes en transition. Concrètement, à Montréal, le projet existe afin de soutenir différentes initiatives citoyennes, en les mettant en contact avec des bénévoles et des experts, selon les différents besoins. Le collectif a également mis en place la Remise, coopérative de solidarité à but non lucratif dont l'objectif est de mettre à disposition de ses membres des outils d'usage commun afin d'en assurer l'accès et d'éviter le gaspillage de ressources. Un espace de travail est aussi établi dans le local et des bénévoles sont présents en tout temps afin d'échanger des savoirs-faire et habiletés manuelles avec les membres dans le but d'augmenter les capacités d'autonomie des individus et de favoriser la création de liens. Finalement, le membre de *Villeray en Transition* rencontré fait partie du collectif *Une monnaie pour Montréal* qui travaille sur le lancement d'une monnaie locale complémentaire afin de lutter contre les inégalités, favoriser la transition et renforcer les liens sociaux. Ce projet est initialement lancé sous *Villeray en Transition* puis se détache dans une optique d'étendre la monnaie à plusieurs quartiers. Cette initiative repose sur plusieurs principes décroissants, les plus évidents étant la communalisation, la coopération et l'autoproduction.

L'Upop est un organisme à but non lucratif créé en 2010 dans le cadre du mouvement alternatif des universités populaires européennes. L'organisation offre des activités d'éducation gratuites, souvent sous forme de cours, dans des lieux conviviaux de divers quartiers. Les objectifs du projet, comme explicité sur le site internet de l'OBNL sont de «transmettre des savoirs permettant une meilleure compréhension du monde; favoriser le développement de l'esprit critique ainsi que l'action citoyenne; stimuler les échanges et le partage de points de vue sur des

⁸² Voir annexe 2 pour tableau récapitulatif des acteurs.trices rencontré.e.s.

enjeux contemporains; créer un espace de socialisation dans un contexte enrichissant intellectuellement; valoriser le plaisir d'apprendre». Il se situe alors dans une optique de démocratisation des savoirs et des structures et encourage l'autonomie des individus.

Le *Réseau d'Action Municipal* est une plateforme citoyenne nationale visant l'appel au projet politique commun vers la «formation d'une coalition de municipalités libres, démocratiques, égalitaires, écologiques et solidaires» (Durand Folco, 2017 : 159). La plateforme regroupe différents groupes d'action politique et cherche à favoriser l'élaboration de nouveaux projets pour les municipalités ainsi que la participation à divers conseils d'arrondissement et conseils municipaux. Ultimement, l'objectif du RAM est la création d'un réseau de groupes locaux et la coalition avec d'autres «villes rebelles»⁸³ à l'échelle internationale. Toujours à l'état embryonnaire, le RAM sert actuellement d'organe de diffusion de diverses initiatives locales et internationales, et de plateforme de réseautage entre individus et groupes. C'est aussi un appel à la mobilisation politique dans une optique de démocratisation et de communalisation des institutions. Le RAM s'inscrit également dans la coopération entre les différents réseaux, au niveau municipal et international. En tant que telle, la plateforme peut être considérée comme une expérimentation locale et militante. Jonathan Durand Folco contribue par ailleurs à un travail de théorisation de la transition socioécologique, notamment à travers son livre «À nous la ville!», ses cours, ses conférences, ses billets de blogue et ses recherches.

La *Coalition Climat Montréal* est un collectif créé en 2015 dans le cadre de la COP21 afin de pousser la ville de Montréal à lancer des consultations publiques sur la thématique de la réduction de la dépendance aux énergies fossiles. Depuis sa formation, le collectif tente de rassembler les acteurs de la société civile et diverses initiatives citoyennes dans le but de les impliquer dans différentes consultations, mais aussi afin de favoriser leur participation à une transition vers une ville carbone-neutre. Concrètement, l'organisation travaille avec près de 3500 personnes, dont 27% issus du secteur privé, 26% du secteur communautaire, 24% de groupes écologistes et 23% de la société civile. Elle travaille avant tout dans un objectif de démocratisation des décisions publiques mais aussi de coopération des divers acteurs de la société montréalaise. La Coalition peut être considérée comme une initiative locale militante, car

⁸³ Appliquant les principes du municipalisme, soit la démocratisation, l'autogouvernement, la transition écologique...

elle vise avant tout à faire pression sur les élu.e.s concernant les projets ayant un impact environnemental.

Le *Festival Virage* à Sainte-Rose-du-Nord a été créé en 2015 dans l'objectif de contribuer à trouver des solutions et des issues aux impasses politiques, sociales et économiques actuelles ainsi que de créer des liens entre divers acteurs de la transition. À travers des conférences, des ateliers et des spectacles, l'organisation favorise les rencontres, les discussions, le partage et la transmission de savoirs et de connaissances afin de rassembler un public engagé dans la transition socio-écologique au Québec. Elle regroupe ainsi une diversité d'acteurs, (militants, professeurs, organismes, mouvements sociaux) s'inscrivant dans la transition socio-écologique au Québec. Le festival se présente comme un lieu de communalisation et de coopération et prend la forme d'une expérimentation locale. Il participe aussi d'un travail de théorisation de la transition socioécologique. Bien que ce ne soit pas une initiative montréalaise, le festival rassemble beaucoup d'acteurs – participant.e.s, chercheur.e.s, théoricien.ne.s, membres d'initiatives citoyennes – venant de Montréal. L'événement est ainsi pertinent à analyser puisque ces agents enrichissent leurs réflexions, créent des liens et s'inspirent de diverses initiatives durant le festival, puis «ramènent» et «utilisent» ce bagage dans le champ d'étude choisit.

La Patate du Peuple est une soupe populaire autogérée à l'Université de Concordia, offrant à tou.te.s des repas (500 par jour environ) gratuits ou à contribution volontaire. Lors de sa création en 1999, l'objectif était de contribuer à réduire la pauvreté étudiante. Aujourd'hui, l'organisation tente de s'inscrire dans des objectifs plus larges de justice sociale et environnementale. À cet effet, elle offre aussi ses services pour des événements organisés par des organisations populaires qui relèvent de ces enjeux et propose une banque alimentaire ouverte à tou.te.s. Enfin, elle est aussi un point de chute pour des paniers de fruits et légumes frais et à juste prix. L'organisation participe par ailleurs à la sensibilisation et à l'éducation populaire à travers un projet de jardin communautaire sur le campus de Loyola. L'initiative est une expérimentation locale militante, oeuvrant selon les principes de démocratisation et de coopération. Guillaume G. Poirier est par ailleurs militant dans divers groupes anarchistes francophones.

Exeko est un organisme d'innovation sociale créé en 2006 luttant pour l'inclusion sociale des populations marginalisées. À travers l'art, la culture et la philosophie, l'organisation développe de nombreux projets cherchant à créer des mécanismes de compréhension d'enjeux d'exclusion et visant le dialogue entre divers groupes. La finalité de l'organisation est d'initier la transformation sociale à travers une approche relationnelle fondée sur la présomption de l'égalité des intelligences. Les groupes visés par les activités de l'organisation sont principalement ceux en situation ou à risque d'exclusion, notamment les communautés autochtones, les personnes en situation d'itinérance, les individus ayant une déficience intellectuelle ou les jeunes adultes en milieu carcéral. Outre ces projets, *Exeko* effectue des activités de service-conseil pour les projets citoyens et mène des recherches sur les formes d'exclusion contemporaines, les actions correctrices possibles ainsi que sur le potentiel du secteur de l'innovation sociale. L'initiative est ainsi une expérimentation locale et s'inscrit parallèlement dans le volet de la théorisation. Elle s'appuie notamment sur des principes de coopération et de démocratisation.

Ces initiatives locales forment ainsi des modèles hybrides, ayant un ou plusieurs principes «décroissancistes» dominants, et dont la posture réflexive et critique se démarque d'autres collectifs. Les porte-paroles rencontrés s'inscrivent aussi dans des activités à visée transformatrice à l'extérieur des organisations étudiées, à travers le militantisme ou la théorisation. Ces expériences personnelles sont prises en compte dans l'étude.

Il a finalement été question d'écrire et d'analyser le verbatim de la conférence «À qui la ville? Municipalisme et pratiques démocratiques» à laquelle participaient Jonathan Durand Folco, Judith Cayer, porte-parole et chargée de projet du Bâtiment 7⁸⁴ ainsi que Valérie Plante, cheffe de Projet Montréal à l'époque. Il est intéressant de constater ici les différents fronts de lutte en présence, soit la théorisation (Jonathan Durand Folco), l'expérimentation locale (Judith Cayer) et l'action politique électorale (Valérie Plante). Cependant, nous n'avons pas utilisé les données

⁸⁴ Le Bâtiment 7 est un bâtiment industriel ayant été revendiqué à travers une lutte populaire par la communauté de Pointe-Saint-Charles afin d'en faire un lieu de rassemblement autogéré, alternatif et accessible. En 2012, après plusieurs années d'actions citoyennes, de revendications et de négociations, le bâtiment est cédé à la communauté. De nombreux projets émergent dans cet espace dans une optique d'autonomie, de partage et de soutenabilité, soit une épicerie autogérée, une microbrasserie, un jardin communautaire, une maison de naissance, un espace de santé alternative, des ateliers collaboratifs, une salle de diffusion, etc.

issues de la présentation de Valérie Plante. Projet Montréal est un parti politique qui certes, met de l'avant des propositions «progressistes» mais dont la structure demeure «classique». Le parti se situe par ailleurs à l'extérieur du champ des initiatives citoyennes étudiées. Il est ici question de s'inspirer de sa présentation plutôt que de l'utiliser explicitement.

Enfin, il est à noter que la chercheuse a été participante au festival Virage ainsi qu'à plusieurs cours de l'université populaire. Cette participation n'avait pas un objectif de recherche. Elle est toutefois venue alimenter les réflexions qui suivent.

Analyse et présentation des données produites

Suite aux rencontres avec les acteurs évoqués ci-haut, les entretiens ont été retranscrits intégralement à des fins d'analyse, sans trier. Cela fait en sorte qu'aucune donnée n'est mise de côté. Une première lecture a été effectuée, suivie d'une analyse thématique. Cette stratégie permet d'analyser les représentations récurrentes des acteurs et de distinguer les similarités et les divergences à l'intérieur de mêmes thèmes. Cela favorise la compréhension de phénomènes complexes (Glesne, 2011).

Les thèmes ont été choisis à partir de la littérature sur la théorie de l'acteur-réseau. À ce sujet, Amblard et al. (1996) proposent une grille d'analyse sous cinq thèmes : (1) repérage des actants et des enjeux, (2) problématisation, (3) attribution des rôles aux «actants», (4) constitution du réseau et (5) vigie et surveillance. La première étape permet de cerner les différents acteurs sociaux en vigueur et les enjeux soulevés par ces derniers. La problématisation permet quant à elle de comparer les préoccupations des acteurs; de discerner s'il existe un ou des enjeux communs; les avantages ou les intérêts que pourraient avoir chaque partie prenante du réseau. La troisième étape vise à situer les processus de traduction en présence, où les acteurs se voient attribuer des rôles dans des buts précis. La constitution du réseau permet quant à elle de cerner si la consolidation des rôles est effectuée, s'il existe des dispositifs favorisant la communication vers la création d'un projet «commun». En bref, il s'agit de déterminer la solidité du réseau. Finalement, l'étape de la vigie et de la surveillance permet de déterminer quels sont les moyens en présence favorisant la pérennisation des alliances établies.

Sur cette base, au fur et à mesure de la lecture des textes, l'analyse a porté également sur l'identification d'un espace de dialogue entre acteurs hétérogènes, les mécanismes favorisant ce dialogue ainsi que les enjeux liés au processus de traduction. Une attention particulière a été accordée à la projection de cadres primaires dans le processus de problématisation.

Il est important de rappeler qu'il s'agit ici de décrire la manière dont les acteurs définissent leur monde social, il n'est pas question d'analyser les discours mais bien de suivre ces derniers à travers une grille thématique précise. En ce qui a trait à la présentation des données, nous n'avons pas appliqué mécaniquement le cadre théorique mais nous nous en sommes inspiré. Ce qui est intéressant ici est de se détacher de la sociologie de la traduction afin de faire ressortir les éléments particuliers et les moments clés liés spécifiquement au contexte. Comme le notent Harrison et Laberge (2002), «ANT is a post-structuralist approach which organizes the world through the narration of a story about how the actors define themselves and others.» Il s'agit ici de raconter l'histoire illustrant la construction de réseaux sociotechniques entre «acteurs de terrain» à Montréal.

Alors que la combinaison d'acteurs dans la démarche de traduction est facilement discernable, le rôle joué par les actants peut sembler plus subtile. Afin de palier (du moins partiellement) à cette limite, la police a été mise *en italique* lorsque des actants sont introduits et participent au processus de traduction.

Chapitre 3

Créateurs de liens

Les différentes organisations étudiées ont toutes été créées entre les années 1999 et 2015 afin de contribuer à résoudre des difficultés auxquelles la société civile fait face. Ces problématiques concernent notamment la pauvreté, l'exclusion sociale, les inégalités, la perte de pouvoirs démocratiques, l'effritement du tissu social, l'accès à l'éducation et la destruction écologique. Bien que les actions menées par ces collectifs soient ancrées localement, elles s'inscrivent dans une perspective globale de transformation sociale et de transition socioécologique.

L'idée de transition socioécologique est attestée de manière différente par les initiatives citoyennes. Ainsi, pour la Coalition, la transformation sociale passe par la carbone-neutralité; pour Virage, par la création de liens durables et émotifs entre acteurs hétérogènes; pour le RAM, il s'agit de prendre d'assaut la municipalité de manière à démocratiser les institutions; elle passe par l'accroissement de l'autonomie des collectivités pour le Bâtiment 7; par le développement de l'esprit critique des citoyen.ne.s pour l'Upop; à travers la modification de la nature des échanges marchands à l'échelle locale pour Une monnaie pour Montréal; par la création d'espaces de dialogue et de réflexion inclusifs et relationnels pour Exeko; et, enfin, par l'action ici et maintenant pour la Patate du Peuple. Pour certains collectifs, il s'agit alors de tenter de convaincre les autres de la véracité de son interprétation. Pour d'autres, il est simplement question d'agir en fonction de cet objectif premier.

Chacune des organisations effectue des opérations de traduction afin de mobiliser des acteurs selon ces buts particuliers. Pour répondre à la question de recherche [comment les initiatives citoyennes tentent-elles d'agencer le monde qu'elles prétendent faire advenir ?], l'idée est de déterminer les alliés acquis et approchés dans des objectifs précis et de comprendre les processus de traduction effectués dans le but de rendre ces alliances durables. D'une part, en mettant de l'avant la composition actuelle des réseaux sociotechniques de chacune des organisations, il sera possible de déterminer les alliés jugés «importants», voire «indispensables» pour ces dernières et les stratégies utilisées afin d'acquiescer leur mobilisation. D'autre part, les acteurs approchés rendent compte du fait que certains réseaux demeurent en

construction. L'idée est alors d'identifier les moyens mis en œuvre pour intéresser et enrôler ces alliés.

3. 1. Histoires de réseaux

Patate du peuple

Dans le cadre du mouvement altermondialiste, durant les années 90, une «aile anticapitaliste» émerge à l'université Concordia et encourage la lutte contre la pauvreté. Plusieurs étudiant.e.s prennent alors part à des revendications et des luttes pour un meilleur accès à l'alimentation. De manière à répondre à cette problématique dans le contexte de l'université, un groupe se constitue en 1999 afin s'engager dans la lutte contre la pauvreté étudiante. À cette époque, une *cuisine* inutilisée par les associations et l'administration de l'école et pleinement équipée est présente dans les bâtiments de l'université. Le groupe décide alors d'occuper cette dernière afin de revendiquer son accès ce qui, après négociations et ententes, est accepté par la direction de l'Université. Face aux monopoles corporatifs des cafétérias du campus et à l'endettement croissant de la communauté étudiante, le collectif crée une «soupe populaire» autogérée offrant un service de *repas gratuits végétaliens*. Aujourd'hui, la Patate du Peuple cuisine et offre plus de 500 repas par jour notamment à l'aide de *dons de nourriture* effectués par Moisson Montréal, des *cotisations étudiantes* et des innombrables heures de bénévolat effectuées par des étudiant.e.s et membres de la communauté. La soupe populaire est offerte à tou.te.s y compris en dehors de l'université, bien que ce soit majoritairement les étudiant.e.s qui en profitent.

Afin de garantir l'accès à des repas nourrissants et sains pour une partie des étudiant.e.s ainsi qu'à la communauté du quartier, le collectif est composé d'une équipe de 9 employé.e.s travaillant 39 semaines par an, un.e employé.e travaillant toute l'année ainsi qu'environ 20 à 40 bénévoles chaque jour durant les trimestres scolaires. Le travail de cuisine est effectué chaque matin, entre 8 :30 et 12 :00 de façon à pouvoir servir la *nourriture* à 12 :30. Après le service, les employé.e.s et bénévoles rangent la cuisine et effectuent quelques préparatifs jusqu'à 15 :30.

Afin d'étendre leur impact, l'organisation offre parallèlement des services de nourriture à différentes initiatives politiques dans une optique de solidarité. Il s'agit de préparer sur demande des *collations*, *boissons* ou *repas* pour les événements ou actions relevant de leur mandat de justice sociale et environnementale. Elle entretient aussi un *jardin communautaire* permettant «d'enseigner aux gens et continuer les activités de socialisation afin de renforcer les liens avec la communauté étudiante» et a mis en place une initiative bimensuelle de *banque alimentaire* permettant une fois de plus l'accès gratuit à une nourriture saine. Le groupe participe finalement au projet «Bonne boîte bonne bouffe» en étant un *point de collecte* pour des *paniers* de fruits et légumes abordables.

Intermédiaire essentiel

Avant tout, les cotisations étudiantes de Concordia représentent un intermédiaire fondamental, constitutif de l'existence même du réseau. Ces dernières sont de l'ordre de 20\$ par session pour chaque étudiant.e et sont redistribuées aux différentes associations de l'école. La Patate du Peuple récolte un peu moins de 300 000\$ par année à travers ces cotisations, ce qui lui permet de réaliser ses activités et de payer ses employé.e.s. Il s'agit d'un dispositif de ralliement particulier que l'on peut toutefois qualifier de forcé. En effet, le prélèvement se fait de manière automatique lorsqu'un.e étudiant.e paye ses frais de scolarité. Ce n'est seulement que s'il analyse sa facture qu'il peut constater les détails de chacune des charges et décider de s'en soustraire. S'il ne souhaite pas cotiser, un.e étudiant.e doit alors se déplacer à la cuisine populaire et en faire la demande, ce qui selon Guillaume, en décourage plusieurs. Il peut effectivement être difficile pour un individu de passer à travers ce processus, notamment étant donné la pression sociale associée au fait d'être sur place et face au collectif lorsqu'il est question de se retirer.

Pour celles et ceux qui décident tout de même de se rendre dans le local afin de se soustraire de ce prélèvement, une bonne partie d'entre eux finissent par abandonner le processus. Le fait d'être sur place permet aux étudiant.e.s de voir réellement ce pour quoi ils cotisent et, bien souvent, cela entraîne une forme de solidarité compte tenu de la nature des activités de la Patate du Peuple. Vis-à-vis d'autres associations, ce collectif semble être plus légitime étant donné le «bien-fondé» de sa mission. Un.e étudiant.e qui souhaite réduire sa facture choisira alors plutôt

de couper sa contribution pour une organisation de sports et loisirs par exemple. Il s'agit d'une stratégie d'intéressement concurrente où il y a interruption de d'autres associations et où l'on s'impose en tant qu'acteur «incontestable».

L'attrait de la *nourriture gratuite* est également utilisé afin de favoriser l'adhésion au projet et aux activités externes de l'organisation. «Les retours des étudiants que j'ai eu c'est que ce qu'on faisait c'était génial, mais tsé comment tu veux critiquer quelqu'un qui cuisine gratuitement pour toi?» La Patate cherche tout de même à recueillir des rétroactions de la communauté. Pour ce faire, les membres de l'organisation discutent régulièrement avec les étudiant.e.s et citoyen.ne.s qui attendent en file afin de comprendre sur quels points ils pourraient s'améliorer. Cela alimente les bonnes relations et favorise la création de liens forts.

Les cotisations étudiantes conditionnent ainsi l'existence du réseau. Afin d'éviter le risque de dispersion des acteurs, plusieurs moyens sont utilisés par le collectif afin de maintenir les étudiant.e.s dans le réseau. Brièvement, le prélèvement est d'abord effectué de manière automatique et regroupe tous les collectifs pour lesquels chacun.e est amené.e à cotiser. Pour se retirer, un.e étudiant.e doit se rendre dans chaque local associatif afin de se désinscrire. Une stratégie utilisée par le collectif afin de dissuader ceux et celles qui décident tout de même de passer à travers ce processus implique de démontrer la légitimité et la «bienfaisance» de l'organisation. La nourriture gratuite est finalement mobilisée comme un actant «incontestable». La question de l'irréversibilité est ainsi au cœur des efforts de la Patate du peuple pour qu'une grande partie des cotisations étudiantes soit maintenues. Cette forme de ralliement est certes forcée – et donc limitée, mais rend la constitution du réseau possible.

Alliés acquis et en devenir

Le *local* est fourni par l'école et *outils, machines et instruments* de cuisine sont majoritairement sur place lorsque le collectif occupe la cuisine en 1999. L'administration de l'Université a représenté à cet effet un allié majeur dans le soutien du projet, au terme de l'occupation illégale. Puisque la nourriture est en partie fournie par Moisson Montréal, la majeure partie du budget de l'organisation est versée sous forme de salaire aux employé.e.s de la Patate.

De cette manière, au sein de l'organisation, afin d'inciter des individus à travailler pour la Patate du Peuple, le processus d'intéressement se fait à travers un *salaire*, plus élevé que le salaire minimum. La *forme d'organisation autogestionnaire* permet par ailleurs d'attirer certains individus préconisant ce type d'association. Le modèle autogéré implique effectivement une plus grande flexibilité quant aux horaires et aux tâches à effectuer qui sont sujettes à discussion, délibération puis consensus. Cependant, comme Guillaume le mentionne, «la plupart du monde dans le collectif sont entrés dans la job à cause du salaire».

Lorsqu'un membre est engagé, le processus d'enrôlement se fait à travers l'assignation à des rôles précis à chaque début d'année par l'entremise d'un *portfolio* particulier. Habituellement, une *réunion* de deux jours a lieu vers le mois d'août, où le collectif détermine les projets pour l'année et les individus qui y seront affectés selon leurs anciennes activités. En effet, l'attribution des *tâches* est effectuée en fonction d'une certaine rotation. Dans la structure de base, chaque employé.e fait 50% de travail manuel en lien avec la gestion de la Patate, par exemple nettoyage, approvisionnement et cuisine, puis 50% de travail de gestion à travers divers portfolios, soit celui de l'administration, de la finance, de la gestion des courriels et de la gestion des bénévoles. Le travail de gestion est quant à lui attribué pour une durée d'un an. Quotidiennement, comme il a été souligné, les employé.e.s sont amenés à respecter un horaire précis et des tâches particulières, permettant la consolidation des rôles définis.

L'aspect autogestionnaire, combiné au dispositif du *salaire*, favorise la mobilisation à long terme des employé.e.s dans ces rôles précis, puisque souvent, chacun veut avoir la possibilité de toucher à tout. En moyenne les employé.e.s demeurent en poste entre 3 et 9 ans.

Pour ce qui est des bénévoles, comme il a été mentionné, entre 20 et 40 individus – étudiant.e.s et membres de la communauté – viennent chaque jour aider dans la cuisine et au niveau du service. Ces derniers bénéficient d'un *repas gratuit* et ne sont pas obligés de faire la file pour l'obtenir. Cependant, selon Guillaume, l'intéressement est plus fondamentalement lié à l'établissement d'un « *safe space*» favorisant la création d'un micro-climat inclusif et égalitaire, où les gens se sentent bien. Cet espace est élaboré et préservé à l'aide de différents dispositifs,

notamment le fait de remettre à leur place les individus faisant des *blagues* déplacées en ce qui a trait à la politique, au racisme, au genre, à la religion. Il y a promotion de valeurs d'inclusion et de respect de chacun puis, lorsqu'il est question d'un enjeu d'exclusion, le comité se rencontre et organise un *débat* afin de déterminer la manière de procéder et d'intervenir. Ces débats ont lieu à l'interne uniquement afin de permettre aux bénévoles ainsi qu'aux bénéficiaires de demeurer dans un espace convivial, où il n'est pas question de se tracasser avec ces enjeux.

L'objectif c'est de créer un espace qui est anti-agressif dans tous les aspects et ça marche plutôt bien parce que les gens viennent dans cet espace-là parce qu'ils se sentent inclus dans quelque chose. [...] Le safe space est là pour créer un milieu agréable pour les gens de divers milieux mais il n'est pas l'espace pour faire du débat. [...] Si toi on te fait toujours des reproches dans la rue par rapport à tes cheveux, ton style, y'a toujours quelque chose que tu fais qui passe pas, tu rentres aussi dans une paranoïa et t'as envie d'être dans un lieu à moment donné dans ta journée où tu peux socialiser et que tu n'as pas à te tracasser sur ces enjeux là.

La Patate du peuple organise aussi des *ateliers de cuisine* réunissant bénévoles et usagers afin d'encourager la création de liens durables entre les acteurs et solidifier le réseau. Dans ce cas-ci, il est intéressant de constater que le réseau s'étend au-delà de la communauté étudiante, bien qu'il s'agisse d'une soupe populaire établie à l'intérieur de l'université Concordia. Les usagers, les employé.e.s ainsi que les bénévoles de la Patate du peuple ne sont pas tou.te.s des étudiant.e.s de l'École. Guillaume par exemple était un étudiant à l'Université de Montréal lorsqu'il a été engagé. De plus, plusieurs partenariats sont effectués avec des collectifs externes, soit Moisson Montréal, Bonne boîte bonne bouffe ainsi que ponctuellement avec des groupes d'action politique⁸⁵ un peu partout à Montréal.

⁸⁵Les services de solidarité sont offerts en priorité aux événements dont l'accès est gratuit, desquels l'organisation découle de la communauté montréalaise ou des organisations populaires et qui traite des objectifs de justice sociale et environnementale. La Patate du Peuple n'offre pas ces services à des partis politiques ni à des groupes qui reçoivent du financement corporatif.

Exeko

Depuis 2006, Exeko met en place plusieurs *activités* dans différents milieux marginalisés afin de favoriser l'émancipation intellectuelle et la prévention de l'exclusion. Selon la communauté visée, le collectif effectue des partenariats avec des organisations légitimes et adaptées, notamment les groupes communautaires déjà inscrits dans le territoire mais aussi, selon le cas, des écoles, des camps, des universités, des maisons d'accueil, etc.

On a intégré dans nos activités quotidiennes le travail collaboratif, de complémentarité nécessaire et le travail sur la création de stratégies communes pour la transformation sociales. C'est mon rôle d'activer ce travail là dans les milieux. –
Nadia

Concrètement, l'organisation développe des projets tels que Trickster, un programme de médiation culturelle dédié aux jeunes autochtones; idAction, un programme de réflexion, d'analyse sociale et de participation citoyenne; une *caravane* transportant une *bibliothèque*, des *revues* et du *matériel d'art* destiné particulièrement aux individus en situation d'itinérance; ainsi que Métissages urbains, un projet de créations artistiques collaboratives et inclusives prenant place dans l'espace commun : *la rue*. A titre d'illustration, Trickster est élaboré depuis 2009 en collaboration avec les communautés et les services publics locaux, où les jeunes mettent en scène et interprètent différentes activités culturelles et artistiques inspirées de traditions autochtones. Selon l'organisation, «la complémentarité des expertises entre les artistes-médiateurs-trices du programme et les intervenant.e.s de la communauté assure le succès des activités». Ces activités peuvent être de l'ordre du *théâtre*, du *conte*, du *cirque*, de la *danse*, de la *musique*, de la *philosophie*. En 2016, 6 nations ainsi que 8 communautés sont rejointes; 16 partenariats sont effectués avec des conseils de bandes, des centres de santé, des écoles, des camps, des centres d'amitié autochtone et des universités.

Consolidation du réseau

Étant donné les nombreux projets et groupes visés par l'organisation, Exeko détient beaucoup de besoins en termes de «ressources» humaines. À cet effet, l'intéressement des membres du «noyau dur» du réseau passe par la médiation monétaire. Il s'agit d'offrir un *salaire* à une quarantaine de personnes. Puis, l'équipe est complétée par des stagiaires ainsi qu'une équipe de médiation qui est salariée également, mais à temps partiel, étant donné le manque de ressources financières:

L'équipe de médiation est sur appel, ce qui pour moi contribue à la pauvreté de nos médiateurs, mais je n'ai aucun moyen de créer des équipes permanentes, salariées à long-terme. On ne sait même pas comment on finit l'année à chaque année. Et pourtant, on est une des organisations qui s'en sort bien. – Nadia

Pour Nadia, le fait que l'organisation soit apte à détenir une structure salariée stable pour les quarante employé.e.s est dû à la diversification des fonds. Exeko reçoit des *subventions* des trois paliers du gouvernement – alliés essentiels –, mais à projets. Le collectif ne peut avoir un fond à la mission étant donné son implication dans plusieurs domaines (éducation, culture, services sociaux). Pour consolider son réseau l'organisation doit alors rallier d'autres acteurs afin de stabiliser ses activités. Pour ce faire, Exeko change sa *structure juridique* sous forme d'organisme de bienfaisance afin d'intéresser des grandes fondations et bénéficier de *dons* .

On n'a pas de fond à la mission, ce qui fait qu'on est toujours pris à la gorge. On n'a pas l'air de l'extérieur mais c'est notre réalité et je la nomme publiquement. Il faut en parler de ça : du non-soutien de nos organisations. Et là, il y avait des possibilités dans le monde des grandes fondations pour des dons hors normes, et ces dons sont absolument vital (sic) pour nous aujourd'hui. Je ne vois pas comment on pourrait y arriver avec les gouvernements, ce qui est vraiment triste. – Nadia

Sommairement, la structure de financement implique l'intéressement et l'enrôlement de divers acteurs. Puisque les instances gouvernementales ne financent que ponctuellement certains projets, il est difficile de rendre le réseau irréversible. Le collectif use alors de différentes stratégies afin de recruter d'autres alliés. Concrètement, outre la structure juridique, afin d'obtenir des subventions et des dons, il est question de jongler avec les différentes attentes des acteurs du réseau: «il faut qu'on joue le jeu actuellement : par exemple, pour être leader d'une organisation actuellement je porte un *tailleur* parce qu'il faut que je porte le costume pour réussir à convaincre certaines personnes». Ensuite, pour aller chercher des fonds, il y a mobilisation d'un certain *discours* selon le groupe en présence. Ces discours représentent différentes formes de problématisation:

sur certains projets, j'ai jusqu'à quatre argumentaires différents. [...] Et actuellement, stratégiquement parlant, le fait de parler d'innovation et de *nommer* les processus comme étant innovants, ça fait que j'arrive à convaincre plus de gens qui si je pointais du doigt ce qui n'est pas encore fait. Donc je joue avec ça et on fait ce qu'on peut.

Les sources de financement impliquent cependant un travail colossal en ce qui a trait à la préparation de ces argumentaires mais aussi en termes de reddition de compte. L'organisation doit effectuer jusqu'à 54 *rapports* par année – jouant le rôle d'intermédiaire avec ces alliés –, ce qui demande beaucoup de temps.

On est un organisme communautaire mais j'ai l'impression de passer mon temps à chercher des fonds pour pouvoir travailler. Chaque jour. Et y'a un épuisement là. Y'a une fatigue. Je suis fatiguée et je me demande quoi faire avec ça. Je crois à nos travaux, je crois que c'est magnifique mais on perd de la substance et de la rigueur dans ce qu'on fait en passant autant de temps à faire ça.

Heureusement, le collectif bénéficie d'aide bénévole avec plus de 100 individus par année. Afin d'intéresser ces individus, de nombreux témoignages d'anciens bénévoles sont mis de l'avant sur différents *médias*. Une *web-série Youtube* est initiée par Jérôme Arowas, bénévole actuel,

nommée «Histoires de bénévoles», mettant en scène des individus racontant leur expérience enrichissante chez Exeko. Ensuite, quelques *articles* sont publiés par exemple sur le Huffington Post Québec, où d'anciens bénévoles relatent leur expérience en mettant de l'avant les projets de l'organisation. Étant donné la notoriété de l'organisation dans le secteur de l'innovation sociale, ce sont désormais les gens qui viennent vers Exeko plutôt que l'inverse, à travers un processus d'*inscription en ligne*. Le collectif doit même refuser des bénévoles, car la demande est parfois trop forte. Pour problématiser et permettre la compréhension des enjeux d'exclusion des populations avec lesquelles le collectif travaille, les bénévoles ont accès à un *guide* et sont contraints à une *formation obligatoire* avant de commencer à travailler. Cependant, le risque du bénévolat demeure : les individus peuvent partir à n'importe quel moment, ce qui atteste de la fragilité de cette alliance.

En ce qui concerne les stages, l'organisation reste en contact avec chacune des personnes ayant travaillé sur un projet. Il est intéressant de constater qu'elles sont pratiquement toutes aujourd'hui dans un domaine connexe : «on parle de plus d'une cinquantaine de personnes qui ont toutes pris la voie soit plus engagée ou en culture, en philo et en médiation et ça c'est magnifique. De voir qu'on a contribué à ça; qu'ils ont été inspirés et qu'ils ont continué dans la même veine». Cette alliance est cependant faible elle aussi puisqu'il n'y a pas de moyens mis en place afin de pérenniser cette relation établie.

Allongement du réseau

La stratégie d'Exeko afin d'intéresser les membres d'une communauté particulière à participer aux activités habituelles repose sur une «posture humble et inclusive» basée sur le co-apprentissage. L'organisation agit comme médiateur – intermédiaire – et laisse place à la créativité des différents groupes à la fois en ce qui a trait aux activités culturelles et à la réflexion concernant les enjeux d'exclusion vécus par ces derniers. De cette manière, les acteurs se sentent engagés dans le processus puisqu'ils sont considérés comme «indispensables» à ce dernier plutôt que de simples agents passifs.

On a des propositions mais on n'a pas de solution et on n'aide personne. On ne fait que proposer des espaces où on peut réfléchir ensemble, à part égale sur ce qui pourrait potentiellement créer un premier pas vers une compréhension commune de «comment fait-on pour vivre ensemble». – Nadia

Selon l'organisation, les impacts sociaux de ces activités sont de l'ordre du renforcement identitaire et la reconnaissance sociale, de la persévérance scolaire, de la participation citoyenne et culturelle, du développement de saines habitudes de vies, de la prévention du suicide, du crime et de la toxicomanie, du développement de la pensée critique, de l'inter-reconnaissance et du sentiment d'appartenance.

Ensuite, afin de répondre de manière systémique à l'enjeu de la marginalisation et de l'exclusion sociale, il est fondamental selon Exeko de rassembler individus, organisations communautaires, institutions et politiciens dans un même *espace* afin de «croiser les savoirs». Il s'agit de réfléchir conjointement et méticuleusement à la question de l'égalité à travers des mécanismes précis basés sur des *théories* explorées et approfondies par les comités de recherche. Le croisement des savoirs s'effectue de façon informée à part égale dans des lieux d'échange de savoir égalitaires, où il y a prise en compte et valorisation de toutes les paroles. Plus concrètement, c'est dans les *laboratoires* d'innovation sociale d'Exeko qu'ont lieu les rencontres entre différents acteurs. Ces derniers s'apparentent à la notion de forum hybride développée plus haut, où l'on tente de mobiliser des groupes d'agents hétérogènes afin de discuter et débattre d'enjeux précis, ici en lien avec l'exclusion sociale de certaines populations.

Les laboratoires représentent une démarche longue et complexe qui s'établit sur trois ans et où s'entrecroisent différents axes de travail, soit des *analyses* scientifiques, des analyses comparatives par *codification* de *documents institutionnels* ainsi que par démarche expérientielle. Trois laboratoires sont présentement en activité : le LAB Culture inclusive, le LAB parole inclusive et le LAB savoirs inclusifs. Le premier vise à comprendre les mécanismes de l'exclusion culturelle afin de favoriser l'accessibilité au milieu institutionnel de la culture. Le deuxième cherche à alimenter la participation citoyenne par la mise en place de zone d'échanges et de décisions affectant les politiques publiques. Le LAB parole vise finalement à dégager des

méthodologies de co-recherche pour alimenter l'implication de la société civile dans la recherche. Les laboratoires impliquent différents types d'acteurs mais tous visent à faire cohabiter des agents habituellement exclus des milieux de recherche avec des instances «officielles». Actuellement, Exeko a réussi à mobiliser les divers participants aux laboratoires mais leur enrôlement durant trois années consécutives demeure incertain.

À titre d'illustration, dans le LAB Culture Inclusive, Exeko détermine les alliances qui permettront d'identifier et de diffuser des meilleures pratiques d'inclusion dans le domaine de la culture. À cet effet, l'organisation rassemble le Groupe des onze⁸⁶; la Commission canadienne pour l'UNESCO ainsi qu'une dizaine d'organisations communautaires travaillant toutes avec des populations distinctes, chacune détenant des enjeux particuliers d'exclusion dans le milieu culturel. À travers le théâtre invisible, l'organisation crée des *scènes de discrimination* particulières pouvant subvenir dans le milieu, et observe les réactions des différents groupes. Il est ici question de problématisation mais aussi d'intéressement puisque les différents acteurs s'identifient à l'enjeu mis en scène et sont appelés à s'engager dans un processus d'élaboration de solutions. Effectivement, suite au théâtre invisible, les collectifs sont invités à participer à des *ateliers* de réflexion collective, à la création d'une *grille d'analyse* propre à chaque milieu, à des *sorties culturelles* et à des *espaces* de discussion permettant de faire un retour sur l'expérience ainsi qu'à la création de *recommandations* sur les changements institutionnels.

Tout ça est mis en commun à la troisième année pour qu'on co-rédige une charte en terme d'accessibilité culturelle – et j'espère qui sera adoptée par l'UNESCO - qui serait la première à être co-rédigée avec les personnes principalement intéressées, ce qui est quand même fou parce qu'actuellement elles sont créées par des «experts» qui sont complètement sortis des milieux. – Nadia

Plus largement, dans les autres laboratoires, l'organisation utilise le *discours public* sur la participation citoyenne inclusive afin d'amener les instances au pouvoir à s'impliquer.

⁸⁶ Alliance formée de onze institutions culturelles, notamment le Musée des beaux-arts de Montréal, l'Orchestre symphonique de Montréal, les Grands ballets canadiens de Montréal, la Place des Arts, le Théâtre du Nouveau Monde et l'Opéra de Montréal.

En somme, l'idée est de favoriser la compréhension réelle des problèmes d'exclusion, dans une approche relationnelle où différents groupes sont présents. Pour Exeko, dans ces espaces – forums hybrides – la question de l'égalité est fondamentale afin de favoriser l'écoute et le dialogue entre différents acteurs. Les lieux sont construits de manière à ce qu'il y ait valorisation de chacune des paroles de manière égale. À titre d'exemple, il peut être question d'espaces où tous les acteurs sont à la même table mais où personne ne peut se présenter; où il s'agit de passer par ses *idées* plutôt que par son poste. Il peut aussi y avoir imposition du *code vestimentaire* où la cravate n'est pas admise. La parole de chacun est ainsi prise en compte, sans jugement à l'égard de la «position sociale» de ce dernier, que ce soit une instance au pouvoir ou un groupe citoyen. Il s'agit d'une stratégie d'enrôlement où les acteurs se sentent inclus et respectés dans le processus et souhaitent s'y impliquer à long terme.

Dans ces espaces où il question de discuter d'«égal à égal», Exeko agit en tant qu'intermédiaire indispensable pour traduire en *terminologie* d'institution puis en terminologie politique les différentes réflexions des groupes communautaires et vice-versa. Il s'agit de favoriser la compréhension commune d'enjeux particuliers par un *langage* assimilable par chacun des alliés. Ce dernier processus constitue pour l'organisation un levier de changement social important puisqu'il mène à l'élaboration de «moyens concrets d'action».

VET - Une Monnaie pour Montréal

Projets générateur d'alliances

Pour l'organisation plus large de Villeray en Transition, l'objectif est de favoriser les actions directes et locales, en lien avec la transition socioécologique. Comme le dit Francis, «une des forces du mouvement des Villes en Transition est de ne pas être un projet en lui-même mais bien un appel aux projets». À cet effet, le collectif organise diverses activités rassembleuses, à travers lesquelles les individus sont susceptibles de créer des liens par la réflexion, la discussion et le débat. L'idée est d'amener les individus à faire partie du réseau et à solidifier les liens par la création de projets jouant le rôle d'intermédiaire entre l'organisation et la population.

À titre d'exemple, un des projets du collectif est la projection de *documentaires politiques* dans le quartier, suivie d'une discussion et d'une séance de «réseautage» entre individus présents. Une telle activité représente une stratégie d'intéressement liant les acteurs par une connaissance commune d'un certain sujet. Le choix du documentaire politique est basé sur la population visée, soit des acteurs déjà sensibilisés à certains enjeux et susceptibles de vouloir participer à cette activité.

Pour ce qui est de la question de la sensibilisation, la question de créer des contacts, d'être un lieu de rencontre pour les gens qui s'intéressent à la transition : ça c'est un objectif qui est atteint. C'est de créer des liens et permettre à des gens qui sont déjà sensibilisés à ces enjeux là de parfaire leurs connaissances et des fois de les sensibiliser à des enjeux connexes. – Francis

Suite à la projection, les individus sont appelés à discuter entre eux de ce qui est fait actuellement et ce qui pourrait être fait en lien avec la problématique mise de l'avant. Il s'agit alors de gagner l'engagement des participants dans des buts particuliers. Pour l'organisation, la projection de documentaires à visée politique implique effectivement de «prêcher à des convertis». Cependant, cela favorise l'adhésion à Villeray en transition mais incite aussi les individus à effectuer des actions directes en lien avec la transition. En d'autres termes, ces projets permettent d'entraîner les acteurs et d'en faire des agents essentiels et actifs, afin de consolider le réseau.

Le pari qu'on fait, c'est que ça vaut la peine de prêcher à des convertis parce que c'est pas mal plus facile de transformer un converti en militant qu'un climatoseptique. Donc tu peux être déjà converti mais ça veut pas dire que t'es actif, que tu t'impliques véritablement et le gros défi pour les initiatives de transition, à mon avis, c'est de casser ce sentiment d'impuissance [...] c'est de remettre le pouvoir citoyen dans les mains des gens du quartier. Et c'est l'objectif du Ciné-Club : être un incubateur d'idées et donner le goût à des gens de se réapproprier le pouvoir citoyen et lancer eux-mêmes des projets. – Francis

À travers des projets comme ce dernier ainsi que celui de la Remise évoqué plus haut, l'organisation favorise la mobilisation et la création de liens entre acteurs de la transition, habitant à proximité l'un de l'autre, favorisant l'étendue du réseau sociotechnique. C'est par ailleurs dans ce contexte qu'est né le projet d'Une Monnaie pour Montréal, suite aux projections et à travers la diffusion d'un *communiqué* sur le *site internet* de VET, :

Une monnaie pour Montréal a commencé comme ça : une annonce sur le site de VET où on demandait s'il y avait du monde intéressé à réfléchir à un projet comme celui-là. Il y a eu une première réunion de travail qui a été faite et à partir de là, le projet a grossi et maintenant on est à six mois de lancer la monnaie, maximum. – Francis

L'objectif d'Une monnaie pour Montréal est de créer des solidarités entre individus et commerces de proximité dans une logique d'accessibilité. Il s'agit d'un réseau sociotechnique en soi impliquant humains – ici la population et les commerçants – et non-humains – la monnaie complémentaire, les commerces locaux, etc. L'organisation est par ailleurs présentement en réflexion quant à la création de moyens de paiement permettant la rémunération du travail actuellement considéré comme non marchand, afin de palier certaines inégalités engendrées par le système capitaliste. Depuis la première rencontre initiée par Villeray en Transition, le réseau d'Une Monnaie pour Montréal s'est allongé. Le projet est aujourd'hui composé de 65 individus, officiellement membres du collectif. Cependant, seules une trentaine de personnes sont sérieusement impliquées.

Développement du noyau dur

Étant en phase embryonnaire, Une Monnaie pour Montréal se développe dans un objectif de création de partenariats afin de faire avancer le projet. L'organisation est ainsi engagée dans un processus de traduction et en est à l'étape de la problématisation. La première alliance indispensable au collectif est Villeray en Transition puisque l'organisation constitue un large réseau de bénévoles, d'«experts» dans divers domaines, de citoyen.ne.s intéressé.e.s ou impliqué.e.s dans la transition socioécologique. Bien qu'Une Monnaie pour Montréal se soit

détachée de VET, l'organisation cherche à soutenir ce projet à travers la diffusion de certains besoins du collectif dans le réseau. Effectivement, puisque le projet est initialement lancé par des membres et bénévoles de Villeray en Transition, le contact est facile et l'organisation est ouverte à offrir son support. À titre d'exemple, Une Monnaie pour Montréal a récemment eu besoin d'un traducteur afin que les principaux textes contenus dans le site web soient disponibles en anglais. VET émet alors une *annonce* sur son *site internet*, puis, en moins de vingt minutes comme le dit Francis, trois personnes se proposent et s'impliquent dans la requête. Cela souligne à la fois l'enrôlement des acteurs et la solidité de certaines alliances dans le réseau plus large de VET, mais permet aussi de constater l'entraide «solidaire» et spontanée qui peut exister entre différents collectifs.

Par ailleurs, le collectif établit un lien avec la monnaie complémentaire de la ville de Nantes (SoNantes) afin de développer plus rapidement les outils techniques liés à l'aspect électronique de la monnaie. Afin d'intéresser ce collectif, l'organisation offre à SoNantes de développer un *modèle économique alternatif* intégrant des fonctions que cette monnaie ne détient pas jusqu'à présent. Il s'agit d'un échange de service fondé sur la complémentarité des expertises, où chaque organisation est enrôlée dans un rôle particulier : celui de développer un modèle économique et celui de fournir des outils techniques en contrepartie. La mobilisation à long terme de cette organisation dans le réseau n'est ainsi pas consolidée et se résume pour le moment à ces objectifs précis et courttermistes.

Outre SoNantes, Une Monnaie pour Montréal élabore également un partenariat avec Desjardins, où, en étant *client* de l'institution, la banque s'engage à être un lieu d'échange de la monnaie locale. La concrétisation de cette alliance dépend de la phase de lancement de la monnaie. Puis, dépendamment du succès de la monnaie complémentaire, l'organisme aspire à pousser la banque à développer des *produits financiers* plus en lien avec les valeurs de la population participante. En d'autres termes, l'objectif consiste à enrôler l'institution financière dans le développement de nouveaux produits, permettant de rendre cette relation «irréversible» puisque dépendante du réseau d'Une Monnaie pour Montréal.

Présentement, les partenaires principaux sont la caisse d'économie solidaire et SoNantes. On a aussi rencontré Impact Finance, mais dans la mesure où eux-mêmes déjà sont en train de lancer un projet de monnaie qui a des points communs avec ce qu'on fait mais qui demeure dans une dynamique d'économie financière et de «capitalisme à visage humain» auquel on ne croit pas. Bref, il y a un contact, le canal est ouvert, mais pas très employé. On verra si éventuellement on décide de réinvestir dans ce partenariat-là. Je pense que c'est vraiment les principaux partenariats qu'on tente de développer à ce stade-ci. – Francis

Le collectif présente aussi le projet dans une quinzaine de conseils municipaux, soit à pratiquement tous les maires d'arrondissement puis effectue des rencontres avec certains d'entre eux afin d'en discuter plus largement. «On est présentement à l'étape de créer des liens». Le soutien des élu.e.s est indispensable selon Francis afin de «faire passer le projet à une vitesse supérieure.» Il s'agit ici de les intéresser à participer au projet.

D'ici quelques mois, il s'agira de prendre contact avec les commerces et projets que l'organisation souhaite impliquer ainsi qu'avec la population qu'il faudra convaincre, à travers des stratégies d'intéressement et d' enrôlement (non développées), des bienfaits et de la nécessité de l'utilisation d'une monnaie locale.

Upop

Depuis 2014, l'Upop se donne pour mission de favoriser l'autonomie des gens en stimulant leur esprit critique et en leur fournissant des connaissances à travers une offre de *cours gratuits*. L'idée est de comprendre le monde, d'être informé concernant certains enjeux afin de pouvoir agir sur celui-ci de manière consciente. De cette manière, les membres de l'organisation définissent eux-mêmes le contenu des cours en développant ces derniers ou en faisant appel à des propositions externes. Alors que la proposition de *sujets* est extrêmement large, le collectif choisit certains d'entre eux selon les valeurs de l'organisation mais aussi afin d'amener le public dans une voie particulière. À titre d'exemple, à l'aube des élections municipales, le collectif cherche à faire passer certains messages dans son offre de cours :

Là, il y a une campagne électorale, c'est un moment de politisation et j'essaie d'avoir un cours sur la place de l'auto en ville, les traumatismes des citoyens, des piétons et des cyclistes. Je connais quelqu'un à la santé publique et j'essaie d'organiser un cours pour l'automne, ça fitterait bien. Ça serait un prétexte pour politiser du monde, montrer que y'a pleins de villes dans le monde qui ont pris certaines décisions et essayer de voir c'est quoi les initiatives de Projet Montréal à ce niveau là par exemple dans le plateau. – Michel

Il est question d'amener les participants à réfléchir sur des enjeux particuliers et ce, de façon orientée. Bien qu'il s'agisse ici d'une prise de position politique nette, tous les cours de l'Upop ne sont pas structurés d'une telle manière.

Éléments d'intéressement

Le collectif cherche à atteindre un public hétérogène tout en gardant l'objectif d'une analyse critique de la société. Les sujets sont traités sous une perspective critique mais d'une manière inclusive, permettant à des gens de multiples milieux, de générations différentes et d'opinions politiques divergentes de comprendre un même enjeu. Il s'agit d'un effort de problématisation où on tente d'atteindre un certain équilibre entre la description et l'analyse en profondeur d'un sujet et où l'on cherche à vulgariser de l'information complexe. Durant les cours, le «professeur» présente généralement un *power point* dans le but de soutenir ses propos à travers un support visuel clair. Il n'en demeure pas moins que l'offre de cours n'est pas nécessairement accessible à tou.te.s et rejoint majoritairement une clientèle issue de milieux dits «intellectuels». À titre d'exemple, les cours offerts à la session d'automne 2017 étaient les suivants : Pouvoir citoyen et modes de scrutin, quel rapport?; La criminalisation du VIH-sida au Canada; La gentrification en 2017; L'astronomie pour les jeunes et les moins jeunes; Les toxiques invisibles; Biologie et société; Transport alternatif : comment sortir du tout à l'auto.

Au sein de la population touchée, certains cours sont plus rassembleurs que d'autres. Le *titre* à lui seul peut être un dispositif d'intéressement et permettre de rejoindre énormément de

participants. L'année dernière par exemple ce sont les cours d'afro-féminisme, de décroissance et d'astrophysique qui ont suscité le plus de participation.

Les cours de l'Upop sont séparés en plusieurs séances faisant en sorte que les participants sont incités à y revenir. Il s'agit d'un dispositif d'intéressement. L'idée est de faire un cours d'introduction au sujet puis, deux à trois cours d'enjeux reliés et contextualisés. «Habituellement, pour un même cours, y'a un noyau qui est peut-être de 50% qui revient et ensuite y'a du nouveau monde à chaque séance». Le rôle de participant est ainsi acquis par une partie des individus assistant au premier cours qui s'enrôle dans le réseau pour la session. Il n'y a cependant pas d'autre dispositif utilisé pour susciter la participation aux séances d'un même cours, outre l'acceptation virtuelle que constituent les *événements Facebook* et les rappels y étant associés.

Il existe aussi une démarche quant au *lieu* choisi, actant essentiel du réseau. Outre les bars «amis», le collectif tente de trouver des lieux en lien avec le thème de la séance afin d'y donner un sens particulier et une ambiance cohérente avec le cours. Cela permet selon Michel de favoriser la compréhension d'un enjeu mais aussi de s'imprégner du cours d'une manière physique et psychologique. Par exemple, un cours sur l'anarchisme se donne dans un café autogéré; un cours sur le cerveau se donne dans la forêt du Mont-Royal afin de faire une analogie et une illustration avec les arbres, leurs branches et leurs racines, le cours sur la démocratie se donne dans une librairie politique, etc.

Au début de chaque cours, un membre de l'organisation fait un *discours* – ici représentant un intermédiaire important – concernant la nature et les objectifs du collectif ainsi qu'une brève description des cours qui sont présentement donnés.

Y'a un phénomène intéressant avec l'Upop. C'est que les gens qui viennent à nos cours en ont entendu parler dans un domaine particulier. Mais à cause du speech Upop qu'on fait à chaque séance, bin ils entendent parler d'autres cours il y a de la contamination comme ça qui se fait. Et c'est ça je pense qui fait que là notre fréquentation est sur une courbe ascendante qui se dément pas. – Michel

Puis, à chaque séance, des *dépliants* sont laissés sur les tables des participants afin de les informer des dates des différents cours. Un dispositif de problématisation intéressant est finalement le *slogan* accrocheur choisi : «l'ignorance a un prix, l'Upop, c'est gratuit», attirant l'attention des participants et appelant à la réflexion.

Pour ce qui est de la promotion des cours, afin de susciter la venue du maximum de personnes, le collectif organise une *soirée de lancement* une fois la programmation établie, où chaque professeur vient présenter au public un *aperçu* dynamique de ce qui sera au programme. Il s'agit d'un processus de traduction et de problématisation permettant aux participants de déterminer s'ils sont intéressés à certains cours et si oui, lesquels. Par ailleurs, le *discours* de chaque intervenant est susceptible d'interpeler des gens pour qui le sujet était inconnu ou sans intérêt. Effectivement, la prestance et la manière dont un cours est expliqué peuvent favoriser l'adhésion et la participation à ce dernier. À travers la plateforme *Facebook*, l'événement est diffusé et promu quelques semaines à l'avance. Il en est de même pour chacune des séances des cours.

À travers ces différents intermédiaires, notamment les dépliants, le lieu choisit, la soirée de lancement, le collectif cherche à traduire, intéresser et enrôler des participants dans les cours proposés. Ces derniers ne s'engagent cependant à rien; l'enrôlement de ces acteurs n'est pas consolidé à long terme, ce qui rend compte de la fragilité de ce réseau.

Solidification et allongement du réseau

À l'interne, malgré les objectifs rassembleurs de l'organisation, le taux de roulement du comité est élevé étant donné le caractère bénévole de la structure organisationnelle. «Moi je trouve ça bin trippant et bin gratifiant qu'on soit tous bénévoles. Mais il faut qu'il y ait quelque chose qui nous tienne, à part les beaux *brunchs* qu'on se fait quand on fait nos réunions». Ensemble, les membres déterminent que l'aspect créatif est celui qui les enthousiasme et émancipe le plus. Ils se donnent ainsi énormément de liberté en ce qui a trait à la *construction* des cours, au *modèle* d'enseignement et au lieu privilégié, favorisant du même coup la durabilité des liens et l'appartenance personnelle au projet. Bien que les membres du collectif en offrent certains, la

majorité des cours est donnée par des personnes extérieures au «noyau dur» de l'Upop, et ce, de manière bénévole. Il s'agit d'une catégorie d'acteurs essentielle au réseau. Les professeur.e.s peuvent être interpellé.e.s par les membres du collectif lorsque ces derniers choisissent un sujet et ont besoin d'un.e «expert» dans le domaine ou peuvent proposer eux-mêmes un cours particulier via le *site internet* de l'organisation. Ces derniers y trouvent leur compte en faisant connaître un organisme particulier aux «étudiant.e.s», par exemple Piétons Québec dans le cadre du cours sur le transport alternatif, ou en diffusant de l'information jugée fondamentale, par exemple lors du cours de décroissance qui permettrait aux professeur.e.s de mettre en application la stratégie de théorisation de Lepesant tout en la présentant au public.

Afin d'assurer une diffusion optimale des événements et de favoriser l'allongement du réseau, l'organisation concrétise des partenariats avec d'autres collectifs semblables, soit Funambules Médias⁸⁷ ainsi que les Éditions Écosociété⁸⁸. Étant donné la proximité des objectifs des organisations, le lien se fait naturellement : «répandre des connaissances, y'en a qui le font par des films, d'autres par des livres et y'en a qui le font par des conférences. Mais c'est la même chose : il s'agit de favoriser des lieux d'échange». Partant de cette finalité commune et complémentaire, l'Upop met par exemple de l'avant son nombre de *followers* Facebook et la possibilité de fournir de l'*information* à ces derniers concernant les activités de Funambules Médias qui ont lieu l'été. Puisque l'Upop est inactive durant cette période, c'est une opportunité à la fois pour le collectif de rester à jour mais aussi pour Funambules Médias puisque les utilisateurs ne seront pas saturés d'information. Par ailleurs, la base de *followers* est à même d'être intéressée par les documentaires socio-politiques projetés l'été puisqu'ils prennent part aux mêmes types d'activités offerts par l'Upop à l'automne. L'organisation se rend en quelque sorte indispensable dans cet enjeu de diffusion. Un rôle est ainsi donné à chaque acteur, où par exemple, l'été, l'Upop annonce sur *Facebook* les primeurs de Funambules Médias pour les activités de Cinéma sous les étoiles et, l'hiver, Funambule Média annonce les premières séances de chacun des cours de l'Upop.

⁸⁷ Funambules Médias est une coopérative de travail qui réalise et diffuse des œuvres à caractère social et politique et propose diverses activités de médiation, co-création et d'art communautaire militant.

⁸⁸ Écosociété est une maison d'édition indépendante et engagée fondée en 1992. La maison favorise la production et la diffusion d'ouvrages critiques notamment sous les thèmes de l'écologie, le renouvellement de la pensée politique, sociale et économique, la démocratie participative, la santé, l'agriculture, la souveraineté alimentaire, les rapports Nord-Sud, l'économie capitaliste, la globalisation financière et la décroissance.

En outre, concernant le financement, étant donné que l'organisation est bénévole et fait affaire avec des «lieux amis» qui trouvent leur compte au niveau des ventes de la soirée et potentiels clients, elle ne nécessite du soutien pour l'instant qu'en ce qui a trait à l'impression des dépliants. Pour ce faire, l'organisation envoie des *lettres* aux députés d'arrondissement afin de recueillir des *dons*, mais l'implication de ces derniers demeure instrumentale et ponctuelle.

Afin d'allonger le réseau et de favoriser la stabilisation de ce dernier, le collectif cherche finalement à se faire connaître davantage et à créer de nouveaux partenariats. D'une part, le collectif réfléchit à des moyens de trouver du financement avec l'aide d'élu.e.s municipaux, ce qui lui permettrait de faire de la publicité dans des journaux et autres instances médiatiques. D'autre part, pour Michel, il serait pertinent d'établir davantage de relations avec des initiatives citoyennes locales :

On est rendu là dans notre réflexion et notre évolution, créer des partenariats. [...]
On devrait vraiment pousser vers ça, avec tout le Web. Je sais qu'il ne faut pas s'engouffrer là-dedans mais une plateforme qui réunirait toutes les initiatives, ce serait génial.

Cela permettrait à l'organisation de développer un public plus large mais il n'est pas encore question de discuter de stratégies concrètes permettant d'approcher et d'enrôler ces acteurs dans le réseau du collectif.

Bâtiment 7

À Pointe-Saint-Charles, en 2004, les terrains du CN sont vendus par la Ville de Montréal au groupe Mach pour la somme de 1\$ dans le but d'en faire à la fois un centre de foire international, une bâtisse de condominiums, ainsi qu'un casino. Pourtant, le quartier est l'un des plus pauvres de Montréal et sa population éprouve d'importants besoins en matière de logements sociaux, de services de santé, de nourriture saine ainsi que de services d'éducation de qualité. Sur ce même terrain, un *drapeau citoyen* est planté afin de rappeler à la communauté

que l'espace leur appartient et qu'il est impératif de revendiquer un autre développement, en cohérence avec les besoins de la population locale.

Un réseau de confrontation

Un processus de réappropriation débute alors de cette manière, à travers l'imposition d'un symbole – ici un actant particulier : le drapeau citoyen – celui qui rappelle l'histoire du quartier, ses luttes pour l'autonomie et ses nombreuses initiatives qui illustrent l'appartenance des individus à la communauté. Une tentative de problématisation est alors initiée par le collectif Action-Gardien qui «organise une opération populaire d'aménagement les 4-5-6 juin 2004 réunissant 175 citoyens. [...] C'est sous le thème *Une invitation à imaginer le quartier* que l'OPA aborde différents enjeux d'aménagement du quartier : habitation, commerce, terrains vacants, espaces verts, circulation, transport en commun...» (Lachapelle, 2015 : 46-47). L'objectif est ici de rassembler les alliés – les habitants du quartier - qui seront susceptibles de s'impliquer dans la contestation du projet. Suite à cet événement où les citoyen.ne.s se rassemblent et prennent connaissance du projet immobilier et touristique prévu par la Ville et le groupe privé, les terrains du CN sont identifiés comme «un espace à s'approprier». Affirmant que cela contraste de manière violente avec les problématiques sociales et économiques auxquelles sont confrontés les habitants du quartier, ces derniers se positionnent effectivement en lutte contre le projet. La problématisation est réussie et est fondamentalement liée au contexte historique du territoire et à la base militante forte du quartier. Comme l'indique Lachapelle (2015 : 42), «comprendre le B7 nécessite de comprendre son contexte, et notamment le territoire dans lequel il est enraciné : Pointe-Saint-Charles».

Sur les terrains du CN, un *bâtiment abandonné* fait l'objet de revendications concrètes :

Notre parcours commence par un point qui est nécessairement situé, celui du Bâtiment 7. Son histoire, c'est celle d'un possible, un bâtiment à la dérive, au fin fond du monde, dont je ne sais pas pourquoi mais tout le monde s'est amouraché. [...] Nos multiples luttes pour revendiquer un autre développement sur le terrain du CN passent par ce bâtiment qui permet de se donner ensemble des services dans la

communauté. [...] On a toujours conçu notre bâtiment comme un projet hors norme; un projet où on pourrait faire grandir notre bouffe, produire nos vélos, cultiver nos plaisirs, accoucher nos prochaines générations, faire pousser nos enfants, couler du bronze, abriter des chevaux. – Judith

Le bâtiment devient ainsi le lieu rassembleur des acteurs du quartier et est perçu comme l'espace permettant le développement d'un projet commun et nécessaire à la population de Pointe-Saint-Charles. Il représente une forme d'intéressement pour les membres de la communauté et un actant essentiel du réseau.

Face au projet de construction, les acteurs sont contraints d'agir rapidement : la lutte nécessite l'élaboration d'un certain *agenda* favorisant les actions directes et continues. Il s'agit d'un élément favorisant l'attribution de rôles concrets à divers alliés du réseau. À des fins d'organisation, il y a création du collectif «7 à nous»⁸⁹, qui coordonne ces activités et planifie deux *offices de consultation publique*, des *pétitions*, des revendications précises et même un *squat*. Étant donné l'ampleur de la contestation et les groupes auxquels il est question de s'attaquer, la population réclame l'aide de certains élu.e.s municipaux en ce qui a trait à l'adéquation aux normes, aux permis, aux lois. Cette relation aux instances de pouvoir est cependant assez paradoxale. Le collectif admet avoir bénéficié de l'aide de ces acteurs, les élu.e.s, dans la réappropriation de l'espace revendiqué, mais note que cette aide n'aurait pas eu lieu d'être sans la décision initiale de la Ville de céder les terrains à une entreprise privée :

Notre rapport à la structure municipale a été réel et nécessaire; c'était notre vis-à-vis direct pour plusieurs aspects du développement. Y'a des élu.e.s dans le Sud-Ouest qui nous ont définitivement aidés dans ce processus de cession du bâtiment, sans qui ça n'aurait pas été pareil. Y'a des fonctionnaires de l'arrondissement qui nous ont vraiment accompagnés dans l'adéquation aux normes, aux permis, tout ça.

⁸⁹ Le collectif comprend au départ six membres votant, soit la table de concertation communautaire de Pointe-Saint-Charles, Action-Gardien, lui-même constitué du Centre Social Autogéré et du Club Populaire des Consommateurs ; Mark Poddubiuk, architecte engagé du quartier ; Natacha Alexandroff, citoyenne et présidente de la Société d'histoire de P-S-C ; Quartier Éphémère et le Regroupement Économique du Sud-Ouest. «À ces groupes d'ajoutent plusieurs bénévoles et militants s'étant impliqués tout au long de la lutte et encore aujourd'hui» (Lachapelle, 2015).

Et la ville centre pour sa part a contribué dans le financement au travers de je ne sais trop quelle conjoncture obscure. Donc c'est clair que y'a certains de ces buts qui sont arrivés plus facilement que d'autres mais ce qu'on peut résumer, on peut le résumer par une chose et son contraire : c'est sûr que si la ville, les instances municipales ne s'étaient pas impliquées, ce ne serait pas pareil. Mais on peut aussi dire que sans cette action là, il n'y aurait pas eu de Bâtiment 7 à appuyer et que le bâtiment serait détruit au profit de 150 unités de condominiums. – Judith

Irréversibilité du réseau

Suite à la lutte populaire entre les citoyen.ne.s du quartier, l'administration municipale et un promoteur privé, en 2012, le propriétaire consacre le don du *Bâtiment 7* à la communauté ainsi qu'une somme d'un *million de dollar* permettant de démarrer le projet. Avec l'appui d'une nouvelle équipe politique dans le quartier, suite aux élections municipales de 2009 ainsi qu'à travers une stratégie d'intéressement particulière, le collectif 7 à Nous force la Ville centre à entériner l'accord avec le groupe Mach en 2012.

Devant "l'immobilisme" de la Ville et du Groupe Mach, Collectif lance un ultimatum à la ville de Montréal : "L'ultimatum vise à ce que la ville de Montréal adopte l'accord de développement des terrains du CN au plus tard en septembre 2012, sans quoi ces acteurs envisageront tous les moyens à leur disposition pour attirer l'attention publique sur ce dossier. En effet, depuis plus d'un an, la signature est suspendue pour des raisons inconnues" – Extrait communiqué de presse Action-Gardien, 19 juin 2012 L'action porte ses fruits, le 22 octobre 2012, l'accord de développement est ratifié par la Ville de Montréal (Lachapelle, 2015 : 52).

L'intéressement est basé sur une stratégie coercitive et repose sur un jeu de pouvoir et d'influence entre le Collectif, la Ville centre et le promoteur, où 7 à Nous réussit à couper les liens existants entre l'acteur municipal et les acteurs «capitalistes». Le collectif exige finalement qu'une compensation du groupe Mach soit donnée à la population pour permettre une

rénovation minimale du bâtiment laissé à l'abandon par ce dernier. Le collectif ayant désormais l'appui de la ville, le promoteur privé cède à la demande.

Durant les mois qui suivent, les habitants de Pointe-Saint-Charles continuent de négocier et tentent d'obtenir les autorisations nécessaires pour devenir propriétaires du bâtiment. C'est 5 ans plus tard, le 28 avril 2017, que l'organisme obtient finalement les *clés* du bâtiment. La lutte est terminée. Pour le collectif, les clés représentent un objet liant tous les acteurs et permettant la mise en place concrète de projets, puisque le bâtiment est officiellement entre les mains de la population. Le réseau se rapetisse, plusieurs alliances sont coupées mais les plus fortes demeurent, constituées principalement des citoyen.ne.s du quartier. La problématique change, il s'agit désormais de réellement mettre en place le projet du Bâtiment 7. Des groupes débutent alors leur implication dans la création d'une épicerie autogérée, d'une brasserie artisanale, d'un atelier coopératif de sculpture et soudure, d'une école d'art, d'une salle polyvalente, d'un atelier multi-usage, d'espaces collaboratifs dont des ateliers de bois, de vélo, de mécanique, de sérigraphie, d'impression, de peinture et de partage d'outils.

À notre sens, agrandir sans cesse le spectre de notre autonomie collective, un bâtiment à la fois, une rue à la fois, un besoin à la fois au cœur même de nos vies, de nos familles, de nos amours, ça reste la proposition politique la plus inspirante et la plus accessible qui soit à notre portée en ce moment.

Aujourd'hui, le bâtiment 7 se veut un lieu d'accueil ainsi qu'un espace de réflexion permettant à la fois de répondre aux besoins de la population locale tout en favorisant la diversité et l'inclusion sociale de tou.te.s : «peut-être qu'on va pouvoir éventuellement être un lieu de production de contenu et d'accueil des luttes pour avoir des propositions et proposer une autre vision de développement que celle qui est en cours et qui tourne tout à la spéculation». Il ne s'agit plus d'élaborer des alliances visant à confronter le système mais bien de consolider le réseau et trouver d'éventuels alliés cohérents dans la réappropriation et l'autonomie collective.

Coalition Climat Montréal

En 2015, lors de la COP21, un groupe de cinq individus forme l'organisation Coalition Climat Montréal et détermine que Montréal doit se pencher sur les enjeux traités dans la conférence de Paris. Suite à l'analyse des enjeux discutés à l'international, le groupe identifie la carboneutralité comme étant la problématique principale à laquelle il faut tenter de répondre. En faisant le constat qu'il existe de nombreuses initiatives citoyennes sur le territoire visant la transformation sociale, le collectif assume que leur implication est fondamentale, tout comme celle d'autres acteurs sociaux essentiels à la constitution du réseau. Il s'agit alors d'intéresser et d'enrôler à la fois ces groupes d'expérimentation locale, les élu.e.s municipaux, les entreprises privées ainsi que les habitants de la ville. Afin d'arriver à cet objectif, la Coalition cherche à démontrer l'interdépendance et la complémentarité de ces acteurs hétérogènes, dans une visée de transition écologique.

Carbone-neutralité ou rien

De cette manière, suite à la COP21, la Coalition pousse la Ville de Montréal à lancer une *consultation publique* sur la thématique de la dépendance aux énergies fossiles après l'obtention de *25 000 signatures*. Le but de cette consultation est de favoriser l'identification de Montréal comme un agent actif dans la transition écologique. Suite à l'annonce de la consultation publique, la Coalition se dirige vers les acteurs énoncés ci-haut afin de les impliquer dans le processus. Étant donné la diffusion de la consultation par la Ville et l'intérêt suscité par le contexte international, le rassemblement se fait promptement. Effectivement, à travers la consultation, la Coalition suscite la mobilisation de citoyen.ne.s, d'organisations locales, d'entreprises et d'élu.e.s municipaux. Spécifiquement, plus de 3500 personnes et 60 organismes et entreprises du secteur privé assistent et participent aux rencontres. Alors qu'il s'agit d'un contexte où les changements climatiques et le rôle de chaque pays sont discutés en portes closes par les politiciens et les dirigeants, la consultation est un *dispositif* qui tend à redonner du pouvoir aux instances locales. De cette manière, la Coalition donne l'occasion aux acteurs de faire entendre leur *voix* auprès des élu.e.s quant à des enjeux discutés internationalement. Les consultations publiques favorisent l'implication citoyenne et publique en ce qu'elles proposent un moyen d'encourager la démocratie directe. Elles représentent aussi en quelque sorte un forum

hybride, où des acteurs hétérogènes sont amenés à débattre d'une controverse spécifique – ici les changements climatiques.

Spécifiquement, en ce qui a trait aux initiatives citoyennes, la Coalition demande à ces dernières d'identifier le lien existant entre leurs activités et la carbone-neutralité. Il est ici question de favoriser la prise en compte de cet enjeu particulier dans les réflexions des organisations, en introduisant la problématique de la carbone-neutralité comme étant liée à leurs opérations quotidiennes. En d'autres termes, il s'agit de faire adopter un certain cadre primaire aux organisations. Les membres du collectif projettent un «cadre social» sur la situation climatique, actuellement «gérée» par les grands dirigeants. On impose ici l'idée selon laquelle il existe des actions pouvant être prises par les populations locales; qu'il y a des «actions pilotées» effectuées par «la base» pouvant avoir un impact positif sur les dérèglements climatiques. On cherche à projeter le fait que Montréal et tous les acteurs de la ville sont indispensables dans cette lutte et qu'il est nécessaire de prendre en main certaines choses.

Les acteurs sont ensuite invités à participer aux *discussions* à travers des rôles précis en lien avec leurs activités. À titre d'exemple, Jardins sans frontières⁹⁰ est impliquée dans le processus afin de déterminer le rôle de l'agriculture urbaine dans la transition vers une ville carbone-neutre. Joey a à cet effet rédigé et présenté un *mémoire* durant les consultations de 2015. Pour sa part, l'organisation Villeray en Transition a travaillé à la rédaction d'un plan énergétique dans le cadre des consultations. Chaque organisation est ainsi invitée à déterminer le lien entre ses activités et la carbone-neutralité puis, à présenter ses réflexions lors des discussions. Il s'agit d'un dispositif d'intéressement où les acteurs sont engagés dans des buts particuliers à travers l'intermédiaire des consultations publiques liant les agents impliqués. Puisque ces acteurs sont engagés dans la rédaction et la participation active aux consultations, on peut conclure qu'ils consolident leurs rôles ayant été attribué dans le processus d'intéressement. L'enrôlement est ainsi effectué.

⁹⁰ JSF est une entreprise sociale qui agit dans le développement des communautés à travers les principes de la permaculture. Ainsi, une panoplie d'activités a lieu, allant du «fait maison» au développement durable, à la création de jardins communautaires jusqu'à l'organisation de voyages éducatifs «conscients».

Consolidation du réseau

Suite aux consultations, un *rapport* de recommandations est publié. Ce dernier introduit l'utilisation d'un certain *langage* commun et d'un enjeu particulier comme élément central de l'agenda montréalais.

On a commencé à travailler avec la Ville et les initiatives pendant les consultations sur un rapport permettant de répondre à la question «comment rendre Montréal une ville carbone-neutre?». Toute cette discussion de «carbone-neutralité», la Ville n'était pas engagée dans ce discours-là. Ils étaient plutôt dans un discours de ville verte, ville sobre en carbone, mais pas carbone-neutre. C'est vraiment la Coalition qui a amené ce discours-là à travers la consultation publique. – Joey

Le but est alors de s'assurer de l'implantation de ces recommandations par la Ville et de préserver les liens entre les acteurs mobilisés. Il est alors question de stabiliser le réseau.

Puisque l'organisation est bénévole et que sa réussite dépend de l'implication des divers groupes citoyens et acteurs de la société civile, la Coalition cherche à sceller les alliances avec ces différents groupes à travers la communication. En dehors des *assemblées générales* annuelles officielles, une *newsletter* est envoyée régulièrement afin de tenir les acteurs du réseau au courant des actions de l'organisation et dans le but de diffuser les initiatives prenant place dans la communauté pour favoriser l'implication et la collaboration entre les groupes. Elle agit aussi à titre de rappel en ce qui concerne le *langage* préconisé et les enjeux importants pour la Coalition. Il s'agit des moyens utilisés pour pérenniser les relations établies.

Je suis en contact avec Transition NDG, Transition Villeray, avec l'Accorderie et plusieurs autres initiatives citoyennes et j'ai l'impression qu'avec le temps, ces initiatives commencent à parler de la même façon de plus en plus. Ils commencent à faire référence à des choses en commun comme la transition urbaine, la ville carbone-neutre. C'est comme s'il y avait des concepts qui commencent à sortir du

lot et à fédérer des enjeux communs même si on est dans des secteurs différents. –
Joey

De cette manière, en dehors des consultations publiques, la problématisation ainsi que l'intéressement sont des processus qui semblent avoir porté fruit. La formulation des enjeux est effectuée de la même manière par ces collectifs qui semblent alors considérer la carboneutralité comme étant une problématique à laquelle ils se doivent de répondre. La Coalition a ainsi démontré à ces organisations qu'elles se devaient de passer par la transition urbaine, et semble avoir gagné leur engagement dans le réseau. Cependant, cela n'assure pas la stabilité et l'irréversibilité de ce réseau. Effectivement, l'implication des divers groupes a été acquise et stabilisée dans les consultations publiques de 2015 mais comment s'assurer la pérennisation de ces alliances? La Coalition cherche par ailleurs, à plus ou moins long terme, à créer un réseau constitué de la majorité des acteurs montréalais visant la transition socioécologique. Cela implique de créer des alliances avec davantage d'initiatives citoyennes et d'élus municipaux. L'enjeu réside alors dans la constitution de liens durables avec ces instances.

Déjà, afin de s'assurer de la participation à long terme des acteurs au sein de la Coalition, l'organisation utilise le *discours* de la Ville de Montréal sur la «ville intelligente» et «ville participative» afin de pousser la collaboration avec les citoyen.ne.s. À cet effet, le groupe se positionne comme intermédiaire idéal en démontrant qu'il est un acteur stratégique en lien avec une diversité de secteurs de la communauté montréalaise. Suite à l'*analyse* du réseau établi à travers la consultation, il a été possible de démontrer qu'il y avait un tiers des gens impliqués qui venaient du secteur communautaire; un tiers de groupes environnementaux ainsi qu'un tiers du secteur privé. Qui plus est, à travers l'implication de chercheurs et la production de divers *mémoires*, la Coalition se positionne comme un groupe sérieux et rassembleur pouvant rendre compte des demandes et besoins spécifiques et divers d'une population hétérogène. Pour la Ville, cela représente une occasion d'établir un dialogue avec diverses instances et peut aider dans l'approbation sociale de nombreux projets. En d'autres termes, la Coalition s'impose comme porte-parole d'acteurs «absents» lors de discussions (et décisions) politiques. Pour l'organisation, il existe effectivement un manque de représentativité de certains groupes d'acteurs qu'il est fondamental d'intégrer dans ces décisions.

En ce qui concerne les initiatives citoyennes, l'organisation s'identifie aussi comme un intermédiaire indispensable entre «la base» et les instances au pouvoir par son caractère critique et indépendant au niveau du financement. À travers la *contestation publique* de certains projets d'infrastructure comme le REM, la Coalition démontre qu'elle peut s'engager dans la critique de manière beaucoup plus formelle et assumée que d'autres groupes financés par les instances publiques. Ainsi, il s'agit d'une stratégie d'imposition entre les acteurs et leur environnement, où le groupe tente d'interrompre d'éventuelles associations concurrentes avec d'autres organisations plus «réformistes».

Après avoir mobilisé les différents groupes, la Coalition élabore plusieurs *projets pilotes* dans divers secteurs comme le transport, l'énergie, l'alimentation, où chaque acteur peut détenir un rôle particulier selon son expertise. L'implication y est volontaire mais favorise la mobilisation de certains groupes et démontre l'interdépendance des projets dans l'objectif plus large de la carbone-neutralité.

L'objectif est de montrer où sont les points de connexion; c'est de démontrer aux initiatives citoyennes pourquoi ce qu'elles font est important pour ce que lui il fait. Par exemple, vous travaillez en agriculture urbaine, et qu'eux travaillent en transport actif qui sont deux choses différentes, mais en même temps, ce qui va se passer au niveau du transport actif va impacter le développement de l'agriculture urbaine et vice-versa. Et si on veut gagner là et là, il faut qu'on réfléchisse ensemble et qu'on évolue vers des mêmes objectifs plus larges, plus systémiques. -
Joey

L'approche systémique est ici le «cadre» que la Coalition projette sur la situation et qu'elle tente d'imposer aux initiatives citoyennes ainsi qu'aux instances au pouvoir. La Ville est alors amenée à rencontrer les divers groupes des projets pilotes afin de partager leurs impressions ainsi que leurs initiatives respectives. Par exemple, le 20 septembre dernier, le comité transport a rencontré le comité transport de la Ville et a travaillé sur une *feuille de route* commune entre les élu.e.s et la population.

[C]'est un travail qui est en train de se faire et la Ville est ouverte. C'est sûr que maintenant, étant donné que les élections approchent, ils sont encore plus ouverts, ils sont prêts à partager un tas d'affaires, être très gentils et tout, mais bon, on prend les opportunités qui se donnent. Les portes commencent à s'ouvrir, on met notre pied et on y va et on fait ce qu'on a à faire. – Joey

Il est effectivement question ici d'un contexte particulier favorisant l'implication et l'ouverture des élu.e.s avec la population. Les projets communs demeurent cependant une stratégie intéressante dans l'objectif de démontrer la nécessité pour les divers acteurs de travailler ensemble et de tenter de trouver des points communs dans leurs revendications et plans d'action.

Afin de légitimer davantage sa position d'intermédiaire auprès des élu.e.s municipaux, la Coalition cherche à élargir son réseau. Elle lance ainsi la *déclaration pour Montréal Carbone Neutre*⁹¹ qui permet aux citoyen.ne.s «ordinaires» de se familiariser avec les termes de la carbone-neutralité et les objectifs de la Coalition. Ces derniers peuvent ensuite y consentir en se déclarant «sympathisant» à travers une *signature électronique*. Ce processus permet à chaque personne de détenir la même information concernant les objectifs du projet; c'est la création d'une «connaissance commune». La signature favorise quant à elle la prise en compte réelle et l'attachement à cette information. Cependant, afin d'officialiser les alliances avec les individus qui consentent à la déclaration, la Coalition est présentement en train d'élaborer un *programme de membership*. Cela est envisagé dans l'objectif de présenter une *liste* exhaustive de membres officiels lors de consultations avec les élu.e.s afin d'avoir d'avantage de pouvoir de négociation.

Réseau d'Action Municipal (RAM)

Le RAM, en particulier par la voix de Jonathan Durand-Folco, cherche à démontrer que l'échelle municipale peut jouer un rôle fondamental dans la transition socio-écologique. Notamment, le niveau municipal permet selon lui la collaboration entre différents fronts d'action et la création de nœuds entre divers champs de lutte, puisqu'il est moins susceptible d'y avoir

⁹¹ La déclaration détient quatre propositions : (1) la participation démocratique dans l'élaboration des stratégies pour la transition ; (2) le budget carbone afin de déterminer les émissions actuelles de la Ville et les objectifs à atteindre ; (3) l'inventaire annuel des émissions ; (4) le test climat devant être affecté à tout projet d'infrastructure proposé par la Ville

des divergences majeures sur le plan idéologique à cette échelle. Dans cette optique, l'enjeu principal est d'amener les acteurs de la transition à considérer les municipalités comme accélératrices du changement vers une forme de société plus juste, égalitaire, démocratique et écologique.

Problématisation par la théorisation

Le RAM, composé d'un groupe d'amis.e.s d'une trentaine de personnes, cherche essentiellement à rassembler les acteurs sur une même *plateforme citoyenne*. Cependant, bien que l'organisation souhaite constituer un réseau de collaboration entre différentes associations, mouvements sociaux, citoyen.ne.s et partis politiques de gauche, elle n'a qu'une forme embryonnaire et n'en est qu'à l'étape de la problématisation dans le processus de traduction. En termes d'actants, l'organisation ne s'appuie que sur un *blogue* ainsi qu'une *page Facebook* permettant la diffusion et le partage d'*articles* concernant certaines initiatives en lien avec le municipalisme à l'international.

Les municipalités peuvent transformer la société. [...] Notre action citoyenne et notre action politique au niveau municipal peuvent amener à des transformations extrêmement importantes à travers une articulation à différents niveaux vers un processus de transformation de la société dans son ensemble. [...] Le RAM est une ébauche, un petit embryon de ce qui pourrait être fait au Québec et constituer le front municipal. - Jonathan

La stratégie de problématisation envisagée par les membres du RAM réside alors principalement dans la théorisation à des fins de diffusion et de mobilisation autour du mouvement municipal. Individuellement, il y a quelques mois, Jonathan publie le *livre* «À nous la ville!» qui rend accessible les théories du municipalisme libertaire et qui les contextualisent à l'échelle du Québec. Il donne aussi ponctuellement des *conférences* et des *cours* permettant d'atteindre une autre partie du public. Dans ses séminaires, Jonathan problématise les différentes actions effectuées par les acteurs de la société civile sous des fronts d'action particuliers⁹² s'apparentant

⁹² Fronts de la résistance, de la rupture, de la réforme, le front de la résistance et le front réflexif.

aux fronts élaborés par Lepesant. Il démontre ensuite l'interconnexion et le potentiel de changement des initiatives à travers des *exemples concrets* de transformation sociale. Il mobilise notamment l'exemple de la ville de Jackson aux États-Unis, qui, à travers la création de coopératives inter-reliées, l'élection d'un maire «de gauche» et les divers mouvements sociaux valorisant la démocratisation des organisations, a réussi à changer les conditions d'existence de la communauté. Plusieurs illustrations de villes ou régions «rebelles» sont par ailleurs mobilisées, comme Barcelone, Madrid ainsi qu'une partie du peuple Kurde.

En Espagne, il y a plusieurs villes qui ont été capables d'être prises d'assaut par les coalitions citoyennes multiformes qui étaient des groupes de gauche, des écologistes, des associations citoyennes, des activistes, des mouvements sociaux et qui ont pris le pouvoir justement dans 5-6 villes d'Espagne et actuellement, ils ont beaucoup d'échanges entre eux. C'est beaucoup de cercles de réseaux ayant des affinités qui s'entraident directement sur une série de questions ponctuelles. –
Jonathan

Jonathan favorise l'identification de plusieurs champs de lutte et, démontre leur potentiel de changement via la collaboration à partir d'exemples spécifiques dans différentes régions du monde. Encore une fois, ceci est effectué dans un objectif de problématisation visant la création d'un réseau via la *plateforme citoyenne web* déjà établie. En ce qui a trait à cette dernière, son caractère «technologique» est pris en compte :

Ça crée des tensions la question de ce qu'on fait des technologies. Moi, je ne suis pas quelqu'un qui est anti-technologie, mais disons que je suis plutôt dans une approche «commun», soit d'utiliser des technologies ouvertes, libres, appropriées et essayer de valoriser le face-à-face des rencontres directes entre les différentes personnes mais après pour diffuser l'information, pour publier des choses, pour réseauter des gens, il faut utiliser les moyens qui sont à notre disposition. –
Jonathan

En somme, il y a ici tentative d'imposition d'un «cadre social» sur la transition socioécologique qui ne peut se faire, selon Jonathan, sans les municipalités. L'idée selon laquelle les collectifs, mouvements citoyens et population doivent se rallier afin de former un contre-pouvoir est mise de l'avant et propose des «actions pilotées». Ces actions sont de plusieurs ordres mais concernent notamment la prise d'actions locales, l'implication dans les conseils d'arrondissement et municipaux ainsi que l'implication politique à travers la présentation de candidatures citoyennes populaires adhérant aux principes du RAM. Le réseau n'en est cependant qu'à sa phase de problématisation.

Virage

La raison d'être du festival est la transition socioécologique. L'objectif est de mettre en lien et rassembler des acteurs hétérogènes impliqués dans cette transition. Puisque cette dernière implique la considération d'enjeux assez lourds comme la destruction écologique, l'effondrement, les injustices croissantes, la stratégie de problématisation du collectif est de convaincre les acteurs qu'il est bénéfique pour tou.te.s d'appréhender la transition de manière positive, à travers un cadre précis : le festival.

On est capable à travers les mauvaises nouvelles d'avoir du plaisir. C'est important de pouvoir avoir des moments où on reconnaît la détresse mais où on peut lâcher notre fou et le faire dans un endroit sécurisé. [...] Avec Virage, on est dans une ambiance de plaisir, on est là pour avoir du fun et c'est mis en scène. – Ian

Malgré le fait que la transition socio-écologique soit une réalité pour la majorité des acteurs présents (un «cadre social» partagé), elle est traduite dans un sens où elle paraît agréable et même souhaitable, ce qui est l'objectif principal du festival. Selon le collectif, cette manière d'appréhender les enjeux représente un moyen de créer des liens solides à la fois entre les participants mais aussi envers le festival qui se présente comme un intermédiaire indispensable à cette fin.

Festival, espace d'ouverture aux controverses

L'organisation cherche une manière de rendre le travail militant et les actions posées agréables et rassembleurs, dans un contexte où les militants font parfois face à des risques d'épuisement et de dépression. Il est question de démontrer que l'aspect catastrophique doit être approché d'une autre manière et doit constituer une opportunité de rencontrer des gens, d'apprendre et d'échanger avec une pluralité d'acteurs afin d'apprendre l'un de l'autre:

y'a comme une communauté d'esprit mais tsé entre un punk qui vient passer du temps à Virage et un professeur d'université qui travaille sur la décroissance, bin y'a une distance même si on peut avoir une vision commune, y'a des radicalités qui sont différentes, y'a des moyens d'action qui sont différents, y'a une connaissance qui est différentes, même si on partage une espèce d'utopie qui est commune. Elle s'exprime de différentes manières et l'objectif nous c'est de faire cohabiter ces différentes manières d'agir et de penser la transformation socioécologique. – Ian

À travers le festival, il y a alors rassemblement de groupes *a priori* dissemblables, mais ayant des enjeux ou des objectifs communs qu'il est nécessaire de rassembler dans une optique de transition. Encore une fois, cela peut s'apparenter au concept de forum hybride, où il est question, pour des acteurs hétérogènes, de construire *ensemble* et dans une même espace des solutions à des controverses hybrides. Comme l'indique Goxe (2016), ces espaces de dialogue permettent d'explorer à la fois l'identité des acteurs concernés par les projets en discussion ainsi que les apprentissages résultants de ces échanges croisés de savoirs.

Alliances par l'expérience

Pour Ian, l'environnement dans lequel se tient le festival est un élément fondamental au processus d'intéressement des participants. Ce dernier a lieu à Sainte-Rose-du-Nord, sur un *terrain* donnant une vue extraordinaire du *Fjord* et des *montagnes*, où il est question de créer un espace convivial et émotif. De cette manière, bien que l'accent soit mis sur les *conférences* et les *ateliers* de la journée portant sur le thème de la transition socioécologique, ces derniers laissent

ensuite place à des *spectacles*, de la *musique* et des rencontres autour d'un grand *feu*. Dans les termes du collectif, il y a trois types d'activités : les activités «avec la tête», soit les conférences, partages de connaissances, tables rondes, débats; «avec les mains», soit les FABLAB, échanges de savoir-faire, ateliers et démonstrations techniques; ainsi qu'«avec le cœur», incluant les arts, le cirque, la musique, les feux de joies. Pour les organisateurs, c'est à travers l'*art*, la *musique*, le niveau émotionnel que les liens durables entre acteurs hétérogènes peuvent être créés.

Il y a une dynamique de groupe qui se crée à Virage, y'a une petite communauté qui prend forme et ça c'est parce qu'on est capable de rentrer en communication et en lien avec les gens pas juste au niveau rationnel, mais au niveau du cœur à travers la musique et les émotions qu'on vit durant les différents évènements. – Ian

Cette stratégie permet d'attirer des individus venant de loin puisque ce cadre sert d'échappatoire face à l'environnement bruyant et étouffant de la ville. Le festival offre aussi la possibilité aux acteurs de se détendre dans un lieu isolé et loin des tourments quotidiens, favorisant la réflexion libre. Une autre stratégie d'intéressement permettant d'attirer des participants au festival consiste à mettre de l'avant certaines *têtes d'affiche*. Cette année par exemple, Gabriel Nadeau-Dubois était exposé au premier plan dans les *publicités* de la page *Facebook* et du *site internet* de Virage. Ensuite, la *programmation* est pensée en fonction d'enjeux actuels liés à la transition socioécologique, pouvant attirer un certain public déjà sensibilisé à ces problématiques. Alors que différents conférenciers ainsi que les artistes invités sont mis de l'avant, ce sont aussi les *repas abordables* avec option végétarienne, la bonne *bière* locale et l'*espace vert* qui participent de la stratégie d'intéressement. Virage est alors «vendu» comme une expérience complète et unique, intellectuelle et conviviale, dans un espace inclusif et respectueux de tou.te.s. Pour Ian, ce qui favorise en dernière instance la participation au festival est la possibilité pour les militant.e.s de «souffler»; d'être dans un environnement ouvert, inclusif où il n'est pas question de justification constante mais bien d'écoute et de compréhension. L'achat du *billet* représente ensuite l'officialisation de la venue du participant, soit un intéressement réussi.

Ce sont habituellement entre 400 et 500 personnes qui viennent durant les trois jours de festival, venant de différentes régions du Québec, certains de la ville, d'autres de la campagne. Il y a

beaucoup de familles participantes, des étudiant.e.s, des personnes retraitées. On peut constater que le festival attire pratiquement exclusivement des individus blancs, majoritairement venant de milieux intellectuels et culturels.

En ce qui a trait aux conférenciers, conférencières et artistes, plusieurs actants sont utilisés afin de favoriser leur participation : l'offre de *logement* et de *nourriture gratuite* durant le festival. Les bénévoles se voient quant à eux offrir *nourriture* et quelques *bières*. Cependant, pour Ian, ce qui fait en sorte que des universitaires, des bénévoles, des élu.e.s, des artistes et des entrepreneur.e.s s'investissent dans le festival est l'attachement à ce dernier. Comme il a été mentionné plus haut, le lieu, la programmation et l'échange permettent la création d'une communauté unique à laquelle les individus s'identifient, ce qui favorise la participation récurrente des individus.

Je pense qu'une des réussites du festival est l'appropriation. Pendant le festival et même avant, y'a de plus en plus de gens qui ont envie de s'impliquer d'une manière ou d'une autre dans la préparation de l'événement, en terme de contenu, en terme d'aide. [...] C'est plus d'une centaine de bénévoles qui travaillent et qui reviennent et c'est souvent les mêmes qui reviennent aussi alors y'a comme un attachement au festival. [...] Et que les gens décident de venir, que les conférenciers disent «ouais c'est cool, j'embarque» et les artistes aussi, ça fait partie de la réussite.

Une fois que les participants détiennent leur *billet* et que les conférenciers et artistes ont accepté de participer et de préparer un atelier ou un cours précis, il s'agit de favoriser la participation active des individus et la création de liens durables. La première journée du festival est ainsi pensée en fonction de l'arrivée des intervenants et du public. Chacun est invité à monter sa *tente* ou à découvrir son *logis*. Une *programmation* est aussi offerte à l'entrée pour que chacun se familiarise avec les différentes activités qui auront lieu, mais aussi pour concrétiser les rôles attendus : pour les conférenciers, il est question de donner un *lieu* et une *heure* à leur présentation et, pour les participants, il s'agit de déterminer à quelles *activités* ils sont intéressés à prendre part. Les gens profitent du *paysage*, puis le *repas* est servi autour du *feu* et une *soirée*

dansante et festive est organisée en guise de bienvenu. Cela permet un premier contact/échange entre les participants. Dans cet *espace* convivial et inclusif, on amène le groupe à certaines conditions d'ouverture pour la suite du festival. Afin de mettre en lien des acteurs hétérogènes venant d'horizons différents, il y a ainsi de l'accompagnement favorisant l'ouverture dans le dialogue et l'écoute. Les participants sont amenés à :

se poser des questions autrement, se positionner par rapport à une information de manière autre que par exemple en opposition tout de suite parce que la personne qui parle est une ancienne ministre. [...] Donc les gens qui viennent, ils s'imprègnent du *mood* de Virage et vu qu'il y a un encadrement éthique qui parle de compréhension, de suspendre son jugement et de pas être dans la critique tout de suite, bin ça permet la participation dans des activités à laquelle le monde voulait pas aller au départ. – Ian

Apprendre le partage, apprendre le dialogue, apprendre à suspendre son jugement, apprendre à savoir que la diversité est intéressante et que même si tu n'as pas la même posture politique, bin tu peux quand même avoir une posture politique intéressante. Mais ça c'est difficile et faut qu'on apprenne ça. Virage c'est un petit lieu d'apprentissage pour le dialogue en fait. –Ian

Par ailleurs, la diversité des acteurs impliqués dans le festival est pensée et mise en scène afin de démontrer que chacun est indispensable dans la transition et qu'il existe des initiatives partout. On tente d'exposer «les points d'ancrage transversaux dans chacune des niches d'expérience». Il s'agit de développer une conscience commune des autres, des «solutions» mise en place actuellement au Québec afin de lier les acteurs entre eux. Puis, sur le plan individuel, le festival permet de parler de *sujets* plus sensibles et émotifs, communs à tous les militants, comme le choc, la dépression, le déni, l'épuisement. Ces aspects, combinés au cadre convivial de Virage, permettent de motiver les participants à s'impliquer localement mais aussi à créer des liens avec les autres. Ils favorisent l'attachement aux autres ainsi qu'au festival.

Les gens partent plus heureux de Virage. Y'en a qui arrivent déprimés par les dernières nouvelles, les changements qui se passent mais après le festival, y'a un sentiment de dire «ok, je ne vais pas abandonner, je me sens appuyé et compris». Y'a un effet qui se joue là, sur la motivation et sur la création et on peut se dire «ok, on est pas tout seul dans notre quartier, et y'a plein d'autres quartiers et plein d'autres villages qui font des choses». [...] Ça permet de faire en se sachant connecté. – Ian

Le réseau du festival est stabilisé pour une courte période de temps où les individus sont enrôlés dans divers rôles : participant allant à des conférences, ateliers et spectacles; conférencier.e faisant une présentation particulière à un moment précis; artiste offrant un spectacle en fin de journée; personne étant présente pour créer des liens avec d'autres participants. Comme l'indique Ian, de nombreux individus reviennent chaque année depuis trois ans au festival, démontrant la mobilisation de ces derniers dans le réseau créé. Cependant, ces derniers ne s'engagent pas à y revenir et le réseau demeure bien fragile étant donné la mobilisation ponctuelle et incertaine. Les participants sont cependant amenés à créer des projets localement et, comme le dit Ian, sortent motivés et engagés suite à leur expérience. Cela peut ainsi favoriser l'enrôlement dans différentes actions en lien avec la transition socioécologique, mais à l'extérieur du réseau sociotechnique de Virage.

En somme, chacune des organisations étudiées est en processus de construction d'un réseau sociotechnique. Jamais réellement stabilisé, ce dernier nécessite continuellement la consolidation ou la création de nouvelles alliances. Il semble pertinent de revenir sur certains éléments à des fins de synthèse et pour souligner certaines implications liées aux résultats obtenus.

Synthèse

Alliances visées

Concernant les alliances visées, on peut distinguer deux types de stratégies liés aux objectifs des organisations. D'une part, les collectifs tels Une Monnaie pour Montréal, l'Upop, la Patate du Peuple et le Bâtiment 7 cherchent à répondre à des besoins précis. Leur réseau est ainsi constitué d'acteurs spécifiquement liés aux activités directes de l'organisation. Une Monnaie pour Montréal implique par exemple la Banque Desjardins, les commerçants et les futurs utilisateurs de la monnaie dans son réseau. Le cœur du réseau de la Patate du Peuple est quand à lui constitué des membres de la communauté rapprochée et les étudiant.e.s de Concordia, comme bénéficiaires ou impliqués dans les activités bénévoles. Pour ce qui est du collectif du Bâtiment 7, il s'agit aussi de l'inclusion des acteurs d'une communauté particulière soit celle de Pointe-Saint-Charles. Les alliances extérieures aux activités des collectifs, par exemple en ce qui a trait à la mobilisation d'élu.e.s, sont ponctuelles et ne cherchent pas à être stabilisées.

D'un autre côté, la Coalition Climat Montréal, le Réseau d'Action Municipal, Virage, Exeko ont en commun la tentative d'inclusion d'une plus large diversité d'acteurs dans la construction de leur réseau sociotechnique. On parle ainsi de groupes citoyens hétérogènes, d'expérimentations «réformistes» autant que «révolutionnaires», d'implication à long terme d'élu.e.s municipaux, de citoyen.ne.s «ordinaires», d'entreprise «sociale», etc. Il s'agit de la constitution explicite d'un écosystème rassembleur d'acteurs hétérogènes comme finalité de ces organisations.

À cet effet, puisque certains acteurs ont au cœur de leurs activités la traduction et la création d'un écosystème particulier, il n'est pas inintéressant de considérer qu'il puisse exister des *acteurs clés* «coordonnants» un certain agencement. Dans une perspective de création d'un monde post croissance, ces «coordonnateurs» pourraient faciliter l'élaboration d'un réseau sociotechnique détenant un tel objectif. Cependant, les organisations semblent toutes avoir une volonté de garder une certaine indépendance, une autonomie d'action. Cela est justifié notamment par un rejet d'une structure centralisée et verticale. L'idée est donc de tenter d'effectuer une coordination afin de rassembler les acteurs, tout en respectant la diversité et l'autonomie de chacun. Miser sur la diversité implique alors une mise en relation décentralisée

et basée sur la coopération et le respect de chacune des parties prenantes. En réponse à cela, les organisations établissent des forums hybrides.

Espaces de dialogue

Étant donné la diversité des acteurs impliqués dans la construction de leur réseau sociotechnique, les collectifs évoqués plus haut optent effectivement pour l'établissement d'un espace de dialogue, impliquant des mécanismes favorisant l'échange et l'écoute entre différentes instances. À cet effet, la Coalition Climat Montréal crée les consultations publiques; Exeko développe les laboratoires; à travers le festival, Virage répond à cet objectif et, le RAM favorise l'implication et la discussion avec l'établissement d'une plateforme citoyenne en ligne. Ces espaces peuvent être considérés comme des forums hybrides, où l'on tente de remettre en cause la séparation existant entre spécialistes et profanes ainsi qu'entre institutions et citoyen.ne.s, de manière décentralisée. À travers divers dispositifs, ces distinctions sont chamboulées et mènent au dialogue entre acteurs hétérogènes.

Puisque ces espaces sont mis en place par les collectifs eux-mêmes, il ne s'agit pas d'une consultation ou d'un échange épisodique et superficiel mais bien une tentative de coopération durable. Dans un contexte où les enjeux sont fondamentalement hybrides et touchent à la fois les domaines environnemental, économique, politique, social, éthique, etc., il est question d'impliquer des instances ayant des connaissances et positions mixtes dans le but de trouver *ensemble* des solutions réalistes et durables.

Cependant, alors que ces forums hybrides sont principalement portés par les organisations plus larges, la coopération avec certaines instances n'est probablement pas vécue de la même manière par tous les groupes. Comme il a été souligné, à la fois dans la revue de littérature ainsi que dans les résultats présentés, la relation entretenue avec les élu.e.s et même la communauté scientifique peut par exemple être conflictuelle voire fondamentalement hostile. Il existe effectivement un scepticisme face aux intérêts et objectifs des institutions dominantes. De cette manière, l'approche inclusive de toute partie prenante envisagée par ces «acteurs coordonnants» peut être perçue comme une stratégie réformatrice. L'introduction de ces espaces favoriserait-elle

alors la démobilisation de certains groupes à participer au processus de transition socioécologique?

Par ailleurs, dans un contexte où, d'une part, la transition vers une société post-croissance semble urgente et où, d'autre part, il existe une large et multiple diversité d'expérimentations en présence, une collaboration décentralisée à travers des stratégies de forums hybrides est-elle réaliste? Permettrait-elle effectivement le basculement de l'ordre en place à temps?

Éléments techniques des réseaux

En ce qui a trait aux actants, il est intéressant de constater l'omniprésence de ceux-ci et leur importance stratégique dans la création de réseaux particuliers. Certains actants peuvent avoir un caractère symbolique et favoriser l'appartenance à un groupe alors que d'autres permettent le rassemblement des alliés. Cela est notamment le cas avec le drapeau citoyen dans le récit du Bâtiment 7. Les actants dits symboliques sont aussi discernables dans l'élaboration du Festival Virage, où l'environnement extérieur détient un rôle primordial dans la posture d'écoute des participants et où l'art, la musique et le feu permettent la création de liens émotifs forts. D'autres intermédiaires sont plutôt utilisés de manière instrumentale dans une perspective d'échange, de diffusion ou de promotion. À titre d'exemple, les acteurs ne se privent pas des ressources technologiques auxquelles ils ont accès, malgré la connaissance de certaines de leurs limites :

On sait notamment que l'ensemble des réseaux internet est un producteur de GES important; on sait que ça consomme énormément d'énergie. On a la réflexion, c'est certain. Mais présentement, on est dans une dynamique coûts/bénéfices, c'est-à-dire que présentement, les avantages que l'outil nous donne sont plus élevés parce que le réseau ne disparaîtra pas si nous on l'emploie pas. Par contre, en l'employant, on peut peut-être devenir des moteurs de changement et à mon avis, ce serait bête de s'en priver. – Francis

Ça crée des tensions la question de ce qu'on fait des technologies. Moi, je ne suis pas quelqu'un qui est anti-technologie, mais disons que je suis plutôt dans une

approche «commun», soit d'utiliser des technologies ouvertes, libres, appropriées et essayer de valoriser le face-à-face des rencontres directes entre les différentes personnes mais après pour diffuser l'information, pour publier des choses, pour réseauter des gens, il faut utiliser les moyens qui sont à notre disposition. – Jonathan

Certains intermédiaires sont ainsi utilisés pour leur caractère «stratégique» alors que d'autres sont au cœur des réseaux et représentent des éléments fondamentaux conditionnant l'existence même de ceux-ci.

Contexte

Finalement, un point intéressant à souligner est le rôle que peut avoir le contexte dans le développement de certains projets ainsi qu'au niveau des opportunités de traduction qui se présentent. Dans le cas du Bâtiment 7 par exemple, le *contexte historique* du quartier et les militant.e.s qui s'y trouvent favorisent l'appartenance des habitants à la communauté de Pointe-Saint-Charles et l'investissement dans des projets ou luttes communes. Effectivement, il s'agit d'un cas intéressant puisqu'on pourrait dire que la problématisation s'est effectuée de manière fluide, voire «naturelle» étant donné le contexte particulier et l'historique du quartier. La base militante est très forte et, comme Judith le mentionne «le projet est constitué des multiples personnes et groupes qui s'identifient fortement à la communauté». Un écosystème est donc déjà créé et favorise l'émergence d'initiatives et, dans ce cas-ci, d'une lutte populaire.

En d'autres mots, il [le contexte historique] crée des significations et des références pour les citoyens du quartier. Possible de dire non à un projet immobilier d'envergure. Possible de développer des projets citoyens. Possible de faire face à l'institutionnalisation de nos services de proximité. Impossible de ne rien faire devant ces plans d'aménagement qui ne répondent pas à nos besoins. (Lachapelle, 2015 : 44-45)

Plusieurs autres organisations voient quant à elles le *contexte politique* actuel (ici les élections de novembre) comme une opportunité d'éducation populaire et de collaboration avec les élu.e.s présents et potentiels. Le contexte politique peut par ailleurs favoriser l'émergence de projets, comme il a été le cas avec la Patate du Peuple à travers le mouvement altermondialiste. Dans une de ses conférences, Jonathan Durand Folco discute quant à lui du *contexte économique* qui, d'une part, peut favoriser l'émergence de certains projets (l'exemple donné par ce dernier est le haut taux de chômage dans certaines régions espagnoles ayant augmenté la quantité de temps disponible dans l'élaboration et la concrétisation d'initiatives populaires) et, d'autres part peut encourager la remise en cause du système et l'implication militante. Le *contexte écologique* peut finalement lui aussi avoir un impact. Pour la Coalition, c'est à travers la Conférence de Paris sur les changements climatiques ainsi que par la forte diffusion médiatique des enjeux discutés et des acteurs en présence que le projet a été créé, mais aussi que l'implication de différents groupes citoyens et élu.e.s municipaux s'est faite de manière rapide et favorable.

Dans le cadre de la théorie de l'acteur-réseau, on peut en déduire que le processus de traduction dépend toujours du contexte qui peut constituer une opportunité ou une menace. Ainsi, alors que les documents scientifiques et articles médiatiques se multiplient à une vitesse considérable concernant les conséquences destructrices actuelles qu'engendre le système de production, peut-être cela favorisera-t-il un plus ample rassemblement.

L'évidence de la collaboration

En outre, la collaboration et l'extension d'un réseau dans un objectif de transformation de la société est une évidence partagée unanimement par les acteurs. Aucun des réseaux présentés ci-haut ne cesse de vouloir son allongement. Que ce soit autour d'enjeux communs, de projets particuliers ou d'organisation macrosociale plus large, l'enjeu de la collaboration est abordé par tou.te.s :

Si tu sensibilises les gens et que les gens répètent une structure de la Patate du peuple sur pleins d'autres sphères de la vie, bin là on est capable de tenir quelque

chose. [...] Après, le but c'est que ces initiatives se penchent à des mouvements sociaux plus larges. Faut que ça fasse front commun partout. - Guillaume

Je reviens de deux semaines en Belgique et j'ai vraiment été plongé dans le cœur du réseau de transition et je dois dire qu'ils ont quelques années d'avance. Ils sont organisés en réseaux, en cellules de transition; les différentes initiatives de transition sont vraiment bien reliées entre elles, les gens se connaissent et font des événements communs. Je pense que y'a moyen de s'organiser comme ça ici aussi et qu'il le faut. – Ian

Il faut qu'on soit capable d'étendre nos initiatives et en même temps d'aller s'inspirer des autres initiatives municipales. Il y a une certaine obligation, nécessité de s'étendre pour être capable de gagner en force et en énergie et pour ça il faut s'entraider, coopérer, développer des solidarités, des échanges beaucoup plus forts pour faire en sorte que ce soit un vrai mouvement qui se construise. – Jonathan

La manière d'augmenter l'impact de nos projets, moi mon impression c'est que ça passe par des projets qui sont susceptibles de créer des liens. Et le projet de monnaie pour moi fait partie de ces projets là qui peuvent mettre en contact différents organismes, acteurs de la société, projets. – Francis

Je pense qu'on est rendu là dans notre réflexion et notre évolution : créer des partenariats. On a acquis une certaine crédibilité, une certaine reconnaissance de ce qu'on fait et on arrive à une époque où y'a de plus en plus d'initiatives autonomes. Je pense que y'a un contexte qui est plus favorable au réseautage mais c'est juste qu'on l'a pas encore remarqué assez. – Michel

On doit se parler, se comprendre, et évoluer vers des mêmes objectifs plus larges, plus systémiques. En fait, pour nous, il s'agit d'apporter ce schéma systémique, de

démontrer l'écosystème de l'innovation sociale et leur interdépendance et de développer l'écosystème des acteurs. – Joey

Moi je crois beaucoup en la convergence des luttes, je crois vraiment qu'en mettant côte à côte les enjeux, on finit par tisser des compréhensions communes qui nous permettent de s'allier les uns aux autres. [...] Puis je pense aussi qu'il faut absolument investir le municipal. C'est l'endroit où on a le plus d'impact direct envers les citoyens. Mais ces stratégies doivent se penser de façon complémentaire à d'autres stratégies plus macro. – Nadia

Les trois ici, on incarne des propositions politiques assez différentes mais faut pas oublier qu'elles sont toutes inspirées par la transformation sociale. Pis prenant acte des leçons du Bâtiment 7, je crois qu'il n'y a pas vraiment rien à faire à se tirer des boulets ni non plus à tenter de se convaincre mutuellement. Au mieux on peut s'appuyer de façon stratégique dans certaines luttes et apprendre à nous nourrir des réflexions critiques des autres. Peut-être qu'un jour on va se rencontrer davantage dans des milieux de vie enfin conjugués au présent démocratique. – Judith

Mais le chemin à parcourir entre le projet de transformation sociale et son aboutissement est encore long, et les acteurs rencontrés en ont bien conscience. Les obstacles dans le travail d'extension et de mise en collaboration des réseaux concernés ne manquent pas. C'est ce que nous rapporterons dans la prochaine section.

3.2. Difficultés de traduction

Dans la création et la stabilisation d'un réseau sociotechnique, les initiatives citoyennes rencontrent de nombreuses difficultés. Il est ici question de rendre compte des obstacles liés à la traduction, à la fois dans le langage des acteurs, puis, dans une perspective macrosociale. Avant

tout, plusieurs difficultés sont mises de l'avant par les acteurs eux-mêmes relativement aux activités quotidiennes ainsi qu'aux possibilités plus larges de collaboration. D'une part, il existe une problématique au niveau du manque de moyens (humains et non humains) pour étendre les réseaux. Les solutions les plus immédiates mises de l'avant par les porte-paroles concernent alors le salariat, le financement extérieur et l'appui des élu.e.s. Bien que ces dernières soient puissantes, nous verrons qu'elles constituent un facteur de fragilisation des réseaux. D'autre part, une difficulté importante soulignée par les porte-paroles rencontrés repose sur la multiplicité des fronts de lutte. Mais là encore, il y a dilemme. Tenter d'intégrer ces différentes luttes, c'est courir le risque de se disperser (fragiliser le réseau) ou de nier la particularité de chacune d'elle, et donc d'exclure certains alliés du réseau. À cet effet, la solution la plus prometteuse semble être une stratégie intersectionnelle, bien que celle-ci pose à nouveau la question du manque de moyens...

S'étendre, mais à quel prix?

Le manque de moyens

En premier lieu, l'implication plus forte et plus nombreuse d'acteurs dans les projets est perçue comme indispensable à la réussite de ces derniers.

Le RAM se veut être une organisation qui fait de l'action municipale de façon très large dans le but de se réapproprier les espaces, les initiatives, les lieux de travail et les institutions publiques. Mais pour ça, il faut avoir des gens qui ont du temps, qui vont militer dans cette organisation là, qui vont développer des outils, produire des textes, rencontrer des gens, faire du travail de terrain, de mobilisation. – Jonathan

Les acteurs rencontrés affrontent plusieurs difficultés sur ce plan, notamment en ce qui a trait au manque de temps et d'énergie lié à l'implication bénévole. La majorité des organisations alternatives étudiées ne sont pas subventionnées par l'État; ce sont des associations bénévoles misant sur les contributions populaires. Ainsi, les activités et le potentiel des organisations dépendent étroitement des individus s'investissant dans les projets. Pourtant, les contraintes du

Le système est en sorte que chaque personne est obligée de travailler pour vivre. Cela implique d'une part que le temps pouvant être alloué aux activités externes est réduit et, d'autre part, que les gens sont épuisés.

On fait tous partie de la société qu'on essaie de transformer. Moi, j'aimerais tellement donner plus de temps au travail que fait la Coalition, mais en même temps je dois enseigner alors je peux pas. [...] Y'a plein de monde qui veulent s'investir mais ils sont pognés à survivre dans le système. – Joey

C'est tout le temps un peu le même problème : c'est l'énergie. Tout est bénévole et on a nos jobs ailleurs le jour ça fait qu'on manque de temps et d'énergie à mettre dans le projet. – Michel

Une des limites du mouvement est effectivement le fait que ce sont des citoyens bénévoles qui ont un temps limité et une énergie limitée. Forcément, dans les collectifs, ça a tendance à tourner beaucoup, comme n'importe quel mouvement bénévole ce qui fait qu'il y a beaucoup d'idées mais qu'elles ne prennent pas nécessairement toutes leur envol. – François

On est tous dans des vies extrêmement stressées et stressantes. On a des difficultés de sommeil, on prend toutes sortes de calmant, de relaxant musculaire, on a des taux de dépression super élevés, on est médicamenté, on est une société alcoolique, etc. On est fatigué et de prendre du temps pour aller à une assemblée de cuisine bin des fois c'est compliqué entre la journée de travail, les enfants et tout le reste de la vie. Pis l'envie que t'as et l'énergie dont tu disposes ça te tentes-tu de les mettre dans ces machins là qui des fois sont pas trop le fun? – Ian

Malgré tous les efforts des membres des collectifs, le temps demeure le maître absolu. La coexistence joue un rôle dans la capacité physique de mobilisation de l'individu, mais aussi psychologique. D'une part, les acteurs manquent drastiquement de temps et d'énergie à investir

dans des projets et auraient grand besoin de disposer de moyens supplémentaires. D'autre part, comme le note Conradi (2017 : 25), l'environnement politique et économique est hostile aux initiatives citoyennes. Les groupes travaillent alors «dans un climat qui épuise le corps et l'esprit».

Outre les limites qu'imposent l'énergie et le temps dont disposent les acteurs, il semble y avoir également des obstacles d'ordre psychologique à l'engagement. En effet, comme le mentionne Ian, «il peut y avoir un frein psychologique au niveau émotif qui nous ralentit. [...] On parle quand même d'enjeux qui sont *trash* et déprimants.»⁹³ De cette manière, bien que la problématisation liée aux changements climatiques et à la nécessité d'une transition soit intériorisée par une bonne partie de la population, la mobilisation demeure insuffisante. Toujours pour Ian, la courbe du deuil est fondamentale et la capacité de mobilisation d'un individu dépend de son positionnement au niveau des étapes suivantes : choc, déni, colère, peur, tristesse, acceptation, pardon, quête de sens et sérénité. L'allongement des réseaux sociotechniques dépend alors en partie de l'état d'esprit des personnes qui doivent passer par ce processus de deuil. Le manque de moyens constitue une difficulté majeure pour ces collectifs qui peinent à stabiliser leur réseau.

Des solutions problématiques

Salariat

Pour certaines organisations, la stabilisation de leur noyau dur est plus facilement atteignable, à travers une structure salariale. C'est le cas d'Exeko et de la Patate du Peuple. Cependant, l'allongement de leur réseau respectif et la capacité d' enrôlement dans des objectifs plus larges représentent des enjeux importants liés à cette «solution». Selon Guillaume, le rapport au salaire

⁹³ Cela rejoint la thèse d'Hamilton (2013) pour qui la transition n'est possible qu'à condition de passer à travers quatre étapes : le désespoir, l'acceptation, la quête de sens et l'action. Pour l'auteur, il est impératif de faire un travail de deuil; d'aller jusqu'au bout du désespoir et réaliser que l'avenir que l'on souhaitait est perdu. Ensuite, il faut accepter que les changements climatiques bouleverseront nos modes de vies. C'est à travers cette véritable réflexion et confrontation à la réalité qu'il est possible de s'adapter et de redéfinir le sens que l'on donne à la vie. Cette nouvelle conception entraîne ultimement un passage à l'action

empêche l'action plus organique et plus militante, car les acteurs se retrouvent dans le cadre spécifique de l'emploi.

On entre dans une certaine dynamique, on calcule nos heures et on est payés en retour. T'es payé pour tes réflexions, tes réunions et ton travail alors que le militantisme au contraire c'est un truc que tu fais avec une volonté propre, c'est du temps extra que tu mets pis ça t'intéresse tellement que tu y penses constamment, t'en parles avec tes amis, t'ajuste ta structure. [...] Quand tu commences un projet comme ça, ça te prend des gens qui ne calculent pas leurs heures, qui le font parce qu'ils savent que ça va être mieux. Là, la plupart du monde dans le collectif sont entrés dans la job à cause du salaire. Si tu proposes de faire une action collective avec les autres membres du comité, il n'y a pas de sentiment d'unité assez profond.

– Guillaume

La dynamique du salariat prend le dessus sur l'action militante, les employé.e.s étant impliqués dans divers jeux de surveillance et problématiques internes : «ce rapport là au travail est dur à briser. C'est une répétition constante de ce qu'on voit à l'extérieur : les gamiques avec les employé.e.s, les chicanes, les jeux de regards, les tensions.» Le salaire, combiné aux tâches et rôles précis liés à l'emploi, semble faire obstacle à la réalisation de projets communs et la mobilisation dans des objectifs plus systémiques. Les employé.e.s de la Patate du Peuple ne cherchent pas à être impliqués dans un réseau plus large. Comme le dit Guillaume, il n'y a pas de «substance commune» permettant l'établissement de liens forts. En d'autres termes, dans l'élaboration du monde social, la reproduction de la structure capitaliste au sein de l'organisation et l'instrumentalisation du rapport au projet sont des obstacles fondamentaux à la création d'un réseau fort et transformateur. Il s'agit d'un intermédiaire qui ne semble créer que des liens faibles. Cependant, bien que l'aspect «salarial» soit perçu de manière péjorative par certains membres de l'organisation, il n'en demeure pas moins qu'il détient une capacité de mobilisation assez impressionnante : «il y a entre 100 et 150 personnes qui appliquent à chaque poste qui se libère». Il s'agit effectivement d'un intermédiaire ambivalent.

Pour Nadia, l'enjeu lié au salariat repose principalement dans l'obligation de trouver du financement externe. Pour elle, comme pour nombre de collectifs, il s'agit d'une solution à double tranchant.

Financement externe

L'enjeu du financement, autrement dit de l'argent, est central pour les organisations puisqu'il constitue les possibilités d'action d'un groupe tant au niveau des actants pouvant être utilisés que des acteurs mobilisés. Dans ce cas-ci, l'argent n'est plus un intermédiaire utile dans le processus d'intéressement, comme c'est le cas au niveau du salariat, mais bien un actant essentiel lié aux conditions d'existence des collectifs. Pour Guillaume, le fait que la Patate du Peuple ne soit pas dépendante des subventions de l'État offre une liberté d'action conforme aux valeurs anarchistes du groupe. Les difficultés liées à la structure financière sont moins vécues par l'organisation puisqu'elle a accès aux cotisations étudiantes de la communauté de Concordia. Cependant, cette réalité n'est pas celle de tous les collectifs. La majorité d'entre eux sont aux prises avec de lourdes difficultés financières.

Les enjeux de financement sont extrêmement présents. On est un festival indépendant, on a juste une petite subvention qui nous vient de la MRC donc on n'a pas beaucoup de sous. Et à côté, on n'est pas payé notre gang qui organise tout ça et faut qu'on paye les artistes au moins au minimum, les conférenciers on les héberge, on leur donne à manger mais le peu d'argent qu'on a nous limite beaucoup dans ce qu'on peut faire. – Ian

On a toujours assez d'argent pour payer nos dépliants mais on n'a pas assez d'argent pour se faire connaître et diffuser davantage. – Michel

L'hypothèse mise de l'avant par la littérature de l'innovation sociale est que le potentiel d'une IS dans la transformation des institutions est fondamentalement lié à sa capacité à rester fidèle à sa critique sociétale initiale. Cette dernière est appelée à demeurer intacte ou, à l'inverse, à se diluer selon les ressources utilisées en matière de financement et de partenariats (Pel et Bauler,

2014). Le dilemme réside alors entre l'autonomie et la critique ainsi que la capacité à faire des actions. En d'autres termes, il s'agit, pour les initiatives, de déterminer quels acteurs elles intégreront à leur réseau, et à quel prix? Des alliés peuvent détenir une position stratégique permettant de financer certaines activités tout en étant nocifs pour la mission première de l'organisation. Une traduction peut alors devenir une trahison à la fois pour le collectif lui-même mais aussi pour les autres membres du réseau.

La Coalition est là-dedans, c'est-à-dire qu'on se demande jusqu'à quel point on veut garder cette critique. En fait elle veut la garder mais en même temps ils veulent pouvoir faire des choses donc ils ont besoin de ressources parce qu'à moment donné si t'as pas de ressources, tu fais rien. [...] Mais en même temps, le CRE par exemple, c'est une OBNL indépendante, non partisane qui fait du super bon boulot mais y'a une bonne partie de leur financement qui vient de la ville. Ils ne vont alors jamais critiquer la ville et s'opposer au REM de la manière que la Coalition peut le faire. Présentement, la Coalition poursuit la Caisse de Dépôt et le gouvernement en justice. Mais ce genre de choses, c'est des choses que la Fondation David Suzuki ne peut pas faire par exemple. – Joey

Les difficultés relatives au financement sont alors fondamentalement liées à la réalité de coexistence. Pour les collectifs, il s'agit de trouver un équilibre dans les sources de financement ou de tenter de se dissocier totalement de la structure capitaliste, au risque de manquer de ressources pour atteindre les objectifs souhaités. Pour le Bâtiment 7, bien que le financement public ait favorisé le développement du projet, la logique demeure celle de l'autonomie collective : «certes, y'a des fonds publics qui ont été mis dans l'infrastructure mais on anticipe à terme de pouvoir vivre cette affaire-là sans subvention pour être fondamentalement autonome» - Judith.

Selon Nadia, l'enjeu principal lié au financement est le risque de tendre vers l'isomorphisme, soit, pour les initiatives citoyennes, la tendance à se comporter comme une entreprise classique : «Le gros danger, c'est qu'on finisse par se méprendre, par être contaminé et par oublier les raisons pour lesquelles on travaillait au départ» – Nadia. Le financement externe implique

effectivement l'accommodement de la mission sociale aux attentes des donateurs. Une organisation, selon les alliés intégrés dans le réseau, devra ainsi opérer des compromis entre des logiques d'action opposées, certaines relevant de l'action orientée vers le succès financier, d'autres relevant de dimensions démocratiques et solidaires (Enjolras, 1996). De cette manière, certaines alliances s'avèrent dangereuses pour la solidité du réseau et impactent le potentiel d'établissement de la réalité sociale souhaitée. Une organisation qui décide d'intégrer un allié «capitaliste» à son réseau risque à la fois de s'éloigner de sa critique initiale mais peut aussi compromettre certaines alliances essentielles déjà établies. La réaction de ces dernières est imprévisible et il devient difficile pour les initiatives de naviguer à travers ces contraintes.

Selon Enjolras (1996), la capacité de résistance des associations face à l'isomorphisme relève de leur habilité à maintenir leur spécificité active en développant une capacité d'autoréflexion. Malgré tout, même cette spécificité peut avoir des implications :

Ça fait partie de notre vision d'être une organisation ouverte et apprenante, qui continue à se questionner, à se critiquer et à avancer, ce qui n'est pas un mince défi, car en même temps, il faut créer la mobilisation et soutenir l'engagement ce qui devient paradoxal avec l'idée d'engager un mouvement critique avec nous-même. Donc la question est de savoir où est-ce que ce mouvement critique peut désengager certaines personnes qui, en ce moment, auraient besoin d'une tape sur l'épaule. – Nadia

Il s'agit d'une difficulté majeure dans un contexte où l'intégration de certains alliés semble fondamentale mais peut avoir des conséquences dommageables pour l'ensemble du réseau.

Appui des élus

L'implication d'instances gouvernementales en tant qu'allié est elle aussi une solution envisagée par les organisations afin d'attester le manque de moyens. Elle peut cependant être une relation pouvant se retourner contre les collectifs. Il s'agit effectivement d'une alliance pouvant potentiellement compromettre la solidité du réseau. Comme le souligne Francis :

On a envie d'avoir le soutien des élu.e.s parce que ça peut faire passer le projet à une vitesse supérieure. Toutefois, d'un autre côté, on se méfie de tout ce qui pourrait être cohabitation du projet, alors on est prudent. Et on veut s'assurer d'avoir un modèle de financement du projet qui ne repose pas exclusivement sur les municipalités parce qu'à partir de ce moment-là, la possibilité de dénaturer le projet est là.

Plusieurs organisations détiennent à cet effet une approche ambiguë et mitigée en ce qui concerne leur relation avec les élu.e.s. Ces derniers sont considérés comme des alliés nécessaires mais problématiques sous plusieurs aspects. Pour certains groupes, l'implication des instances au pouvoir est perçue davantage comme une obligation afin d'avoir accès à certains services, espaces ou du financement. Il s'agit d'une alliance instrumentale.

Il faut qu'on travaille avec les élus.e.s à moment donné si on veut travailler sur des pistes cyclables en ville, bin ça va prendre quelqu'un qui allonge le fric et qui fasse le design urbain. Donc à moment donné, y'a des connexions obligatoires et vaut mieux comprendre ces connexions là, par exemple au niveau du municipalisme, vaut mieux comprendre comment fonctionne le système municipal, [...], c'est quoi son champ s'action et de dire bin ça c'est des connaissances qui peuvent nous servir dans une logique de transition. – Ian

Quand on parle de réseau, il faut aussi les inclure ces gens là. C'est pas parce que c'est des partis politiques qu'il faut les exclure. Moi j'ai une forte sensibilité anarchiste mais en même temps, y'a des moments où ils sont nécessaires. - Michel

Michel donne notamment l'exemple d'un organisme voisin visant l'éducation populaire à travers la diffusion de documentaires sociopolitiques qui doit constamment se battre afin d'avoir accès à un parc, étant donné les relations boiteuses entretenues avec l' élu du quartier. Cet allié est indispensable au réseau puisqu'il conditionne l'accès à l'espace où ont lieu les activités de

l'organisation. Il y a donc processus de traduction mais il est ici péniblement vécu. On comprend bien que le collectif se passerait volontiers de cet acteur dans son réseau, si cela était possible.

Comme il a été souligné, le collectif du Bâtiment 7 admet quant à lui avoir bénéficié de l'aide des instances municipales dans la réappropriation de l'espace revendiqué, mais note que cette aide n'aurait pas été nécessaire si la Ville n'avait pas cédé les terrains en premier lieu à une entreprise privée. Il s'agit ainsi d'une relation particulièrement paradoxale, où la lutte a certes permis le rassemblement d'un groupe ainsi que l'obtention d'un espace ayant favorisé la création de projets nécessaires à la population, mais c'est une confrontation ayant nécessité énormément de ressources et d'énergie alors qu'elle n'aurait pas été nécessaire si les gouvernements avaient consulté la population d'abord. En d'autres termes, la problématique autour de laquelle s'est constitué le réseau n'avait pas lieu d'être selon son noyau dur, car les terrains du CN auraient directement pu être cédés à la population ou rachetés par la ville :

dès 2003, il y a eu une première conférence de presse. [...] on demandait deux choses : que les pouvoirs publics acquièrent les terrains du CN et qu'il y ait une planification d'ensemble pour que ce qui se développe-là [...] ce soit vraiment une poursuite du quartier, une réponse en termes de logements, de services, emplois, espaces verts, agriculture urbaine, etc. – Vic (Lachapelle, 2015 : 46)

Un réseau différent aurait alors été construit et cela aurait peut-être permis de sauver de longues années de confrontation et de procédures bureaucratiques. En réaction à cela, l'organisation vise ultimement l'autonomie financière afin que le projet puisse être fondamentalement porté par les personnes concernées.

Finalement, pour d'autres acteurs, l'implication des élu.e.s est indispensable dans le processus de transformation sociale lui-même.

L'idée c'est de ramener les initiatives bottom-up avec les élu.e.s municipaux; le top-down. L'hypothèse c'est que c'est dans ce genre d'espace d'interaction qu'une innovation sociale transformatrice – c'est-à-dire qui va transformer les institutions – peut voir le jour. [...] Par exemple, notre comité transport va rencontrer le comité transport de la Ville pour qu'ils partagent ce qu'ils sont en train de faire et construisent ensemble une feuille de route pour la société et les élu.e.s de la municipalité. – Joey

Il s'agit de la même conviction pour Jonathan, à la condition de progressivement prendre la place des instances au pouvoir par l'élection de citoyen.ne.s progressistes et faisant partie du mouvement municipal.

Afin de transformer la société, il faut articuler les choses afin de ne pas se limiter à une opposition entre les initiatives locales, les mouvements sociaux et les partis politiques qui continuent à agir dans leur propre autonomie. Il faut converger les différents fronts dans une stratégie de transformation sociale. – Jonathan

L'articulation des fronts implique alors l'élection d'individus progressistes à moyen/long terme, dont l'agenda concerne la démocratisation des institutions et la participation citoyenne directe. En d'autres termes, il s'agit de s'introduire dans la structure municipale dans une optique de changement et non pas simplement agir avec elle, ce qui constitue un processus long et ambitieux.

Se spécialiser ou intégrer les luttes actuelles?

Multiplicité des fronts de lutte et difficulté d'intégrer dans le respect des singularités

La deuxième difficulté globale est celle de la multiplicité des problématiques et des fronts de lutte. D'une part, la mobilisation active dans un projet peut parfois entraîner le renoncement à l'investissement dans d'autres enjeux urgents:

Quand on a commencé cette grande aventure là, Pointe-Saint-Charles était le quartier le plus pauvre de Montréal et maintenant y'a eu 450% d'augmentation foncière. C'est ça qui se passe à La Pointe et pendant qu'on faisait un beau développement du Bâtiment 7, bin c'est sûr que les forces militantes du quartier n'étaient pas occupées à lutter contre l'embourgeoisement du quartier. Donc ça fait qu'on lutte pour garder nos logements et pouvoir rester là pour continuer à faire le projet qu'on a initié. – Judith

D'autre part, les nombreux problèmes impliquent une multitude de solutions qui tentent d'être mises en œuvre. En d'autres termes, plusieurs réseaux sont créés afin de répondre aux diverses problématiques suscitées par le système croissanciste. Il s'agit de réseaux concurrents, tous cherchant à mobiliser le maximum d'alliés. Les stratégies d'intéressement et d'enrôlement utilisées peuvent alors interrompre toute influence visant d'éventuelles associations concurrentes et l'imposition d'un certain réseau entre un acteur et son environnement. Certains agents sont ainsi coupés d'associations alors que d'autres se dispersent dans plusieurs réseaux lorsque la stratégie d'intéressement n'est pas coercitive:

On a eu plusieurs difficultés organisationnelles ces derniers mois parce que lors des réunions qu'on avait il y avait de moins en moins de personnes qui participaient parce que les gens sont impliqués dans beaucoup de projets. Donc concrètement il y a beaucoup de tâches qui auraient pu être faites et qui n'ont pas été faites. - Jonathan

Cette difficulté montre le caractère paradoxal du processus de traduction dans un contexte où la collaboration est considérée comme étant essentielle au changement social. Dans une situation où la mise en réseau implique la concurrence avec d'autres associations visant la transition socioécologique, la traduction est-elle toujours souhaitable ou ne va-t-elle pas à l'encontre de certains principes?

Entre unité et authenticité

Plusieurs organisations soulèvent l'importance de favoriser la compréhension d'enjeux communs et le rassemblement des groupes autour de certains objectifs. Cependant, étant donné la multiplicité, la particularité des problématiques et la diversité des groupes touchés, il est nécessaire de trouver un équilibre afin de ne pas «écraser les enjeux spécifiques à certains groupes au détriment d'une mise en commun.» Effectivement, pour Nadia, certaines luttes entrent en conflit avec les revendications d'autres populations et il est important d'en tenir compte⁹⁴. Il s'agit de la même considération pour Ian :

On est plusieurs petits silos ensemble, mais dans chacun des silos, y'a des enjeux communs à tout le monde et ces enjeux-là, on est capable de les relier à tout le monde dans une espèce de dynamique. La question est donc de savoir comment réseauter en ayant des valeurs communes, tout en maintenant les caractéristiques individuelles. – Ian

Selon les porte-paroles, il s'agit de trouver un équilibre au sein du processus de traduction, où un acteur cherche à convaincre les autres d'une certaine réalité mais où l'enjeu est de soutenir les problématiques particulières des alliés que l'on souhaite enrôler. L'idée est de créer un réseau dans un but précis sans écraser la mission sociale et les objectifs particuliers des acteurs impliqués. Cette difficulté s'étend plus largement aux municipalités et aux territoires :

La question c'est comment essayer de mettre en commun tout en laissant de l'autonomie et de la diversité. C'est à dire qu'on laisse les territoires se gérer eux-mêmes en fonction de leurs aspirations, de la situation des différents habitants de ce qu'ils veulent, de leur expérience concrète vécue, qu'on ne doit pas abolir sous prétexte qu'on doit avoir une unité commune extrêmement forte. – Jonathan

⁹⁴ Par exemple, au sein du mouvement féministe, certaines partisans affirment qu'il faut s'attaquer aux questions rassembleuses plutôt que de se pencher sur les inégalités particulières vécues par certains groupes de femmes, au nom de l'unité du mouvement. L'argument opposé consiste à faire remarquer que cette approche tend à exclure des femmes dont les expériences et les parcours sont différents, notamment les femmes *trans*, handicapées, racialisées.

En somme, les acteurs étudiés soulignent la nécessité de rassembler différentes luttes sous un projet commun tout en assurant la préservation de l'authenticité de chacune. Cela peut s'avérer complexe. La diversité est certes une source indéniable de richesse mais elle représente aussi une faiblesse. L'unification peut s'avérer difficile dans un contexte où il existe des divergences sur le plan de l'idéologie et de la stratégie d'intervention (Dacheux, 2013). Alors que la rupture avec le monde existant suppose des objectifs articulés dans un agencement commun, comment est-il possible de coordonner des initiatives qui ne défendent pas nécessairement les mêmes intérêts? Comme le souligne le READ⁹⁵, le danger repose sur le cantonnement des initiatives dans leur «créneau» respectif, plutôt que de travailler à la construction d'un ensemble plus vaste (Rumpala, 2009). Comment pallier le fait que la décroissance ne s'avère, jusqu'à présent, pas «être la bannière rassembleuse qu'elle prétend pouvoir être» (Abraham, Levy et Marion, 2015) ?

Choix de la problématique

Les difficultés liées à la multiplicité peuvent finalement être abordées sous l'angle de la vieille opposition existant entre réforme et révolution; entre les enjeux à court terme et les enjeux à long terme. Autour de quelle problématique faut-il construire son réseau et enrôler des acteurs? Il s'agit d'un enjeu fondamental sur lequel les collectifs réfléchissent de manière active :

Personnellement, j'ai décidé de travailler avec Exeko parce que je me dis qu'il y a des gens que je ne peux pas laisser tomber. Dans la question de la révolution, c'est qui qui écope le plus? Mais en même temps, dans la question du long terme, sans révolution, c'est ces mêmes personnes qui écopent le plus, de génération en génération. On est devant un dilemme fondamental. Et je crois que la conversation doit avoir lieu entre un camp et l'autre. – Nadia

Ainsi, certaines organisations évoluent et tentent à la fois de répondre aux «enjeux pressants» et d'adresser ces problèmes à un plus haut niveau, à travers une perspective systémique. Cela peut

⁹⁵ Réseau Européen pour l'Après-Développement.

impliquer une certaine confusion chez les alliés impliqués, notamment au niveau de la problématisation, ce que Nadia ne manque pas de souligner.

L'intersectionnalité : une stratégie encore peu développée

Face à ces constats, dans une perspective de transformation sociale, la stratégie de l'intersectionnalité⁹⁶ semble être prometteuse et permettrait de pallier à l'enjeu de la multiplicité. De nombreux théoricien.ne.s et activistes mettent effectivement de l'avant la nécessité de développer une vision systémique des luttes. Dans le cadre de ce mémoire, cela implique d'étendre l'hypothèse de collaboration entre initiatives citoyennes aux luttes anti-oppressives. Alors qu'un intérêt particulier a été porté aux enjeux spécifiques vécus par les femmes et groupes racialisés, il est pertinent de considérer une source d'émancipation possible dans l'alliance des luttes féministes, antiracistes et anticapitalistes. L'extension des réseaux à ces mouvements sociaux permettrait à la fois le rallongement de ces derniers à travers la mobilisation de certains groupes, mais alimenterait conjointement le potentiel d'établissement d'une nouvelle réalité sociale.

Dans son ouvrage «Les angles morts, Perspectives sur le Québec actuel», Alexa Conradi (2017) constate que les mouvements sociaux québécois ne coordonnent pas les différentes luttes représentant les enjeux sociétaux actuels. Pourtant, l'auteurice soutient que l'oppression d'un groupe est fondamentalement liée à la capacité d'émancipation de l'ensemble. Avec la montée de l'extrême droite, il y a selon elle un appel urgent à la collaboration. Qui plus est, considérer les luttes anticapitalistes, sociales, décroissantes, écologistes, féministes, antiracistes, etc. de manière dichotomique semble servir au système capitaliste de par la désolidarisation et l'incapacité à créer un mouvement fort et commun contre ce dernier. Alors que les différents groupes combattent tous les inégalités et les injustices créées et reproduites par le système en

⁹⁶ S'appuyant sur l'idée qu'il est impossible de saisir l'oppression si l'on ne tient compte que d'une seule dimension de l'identité, l'intersectionnalité étudie les formes de domination et d'oppression interactives dans leurs processus et leurs effets. (Les formes de domination et de discrimination peuvent être basées sur la classe sociale, l'appartenance ethnique et religieuse, le sexe, l'orientation sexuelle, la «race», etc.) L'intersectionnalité entreprend d'étudier les interactions entre ces catégories tout en mettant de l'avant les particularités et les réalités propres à chaque forme d'oppression. Il s'agit de déterminer les liens entre les formes de discrimination, d'un point de vue structurel.

place, le capitalisme peut-il agir en tant qu'élément commun rassemblant des luttes a priori disparates?

Conjointement, bien que ce soit une proposition avec laquelle tout.e.s les activistes ne sont pas en accord, une intersection est aussi mise de l'avant par certains véganes ou antispécistes entre les combats établis ci-haut et l'oppression des animaux : «spécisme et racisme, en tant que processus de discrimination arbitraire, ont assurément une caractéristique commune : la volonté de priver de droits ceux qui n'appartiennent pas ou, imagine-t-on, n'appartiendraient pas tout à fait à l'espèce humaine» (Giroux et Larue, 2017 : 116). L'exploitation des animaux est ici perçue comme un élément fondamental dans l'avènement du capitalisme, ayant été une condition préalable aux violences de masse et injustices expérimentées par les plus vulnérables. Qui plus est, pour certaines tenants de l'écoféminisme, «le sexisme, l'hétéronormativité, le racisme, le colonialisme et la capacitisme sont façonnés par le spécisme et le renforcent» (Adams et Gruen, cité par Giroux et Laroux, 2017 : 117). Cette intersectionnalité pourrait alors mener à la convergence des luttes et le rejet de la hiérarchie des causes à défendre : «toutes les injustices doivent être combattues, de front et uniment» (Giroux et Larue, 2017 : 118). Il s'agirait ainsi d'étendre l'hypothèse de collaboration en rassemblant les luttes contextualisées, afin de revendiquer l'égalité et la liberté pour tou.te.s⁹⁷.

Malgré la pertinence de cette stratégie, cette dernière ne semble encore que très peu développée chez les collectifs étudiés, et ce, pour deux raisons principales : parce qu'elle représente un point aveugle de l'analyse de certains et parce qu'il existe un manque de moyen pour effectuer sa mise en oeuvre.

Points aveugles et manque de moyens

Un élément essentiel semble échapper aux différents collectifs lorsqu'il est question de discuter des difficultés liées au processus de traduction. Dans la conférence «Bien commun, féminisme et pluralité»⁹⁸, Alexandra Pierre note qu'il n'y a pratiquement aucune diversité ethnique dans les

⁹⁷ Tout en attestant les spécificités et les enjeux propres à chacune.

⁹⁸ Alexandra Pierre (2017). « Bien commun, féminisme et pluralité », communication présentée à la Soirée Relations, Montréal, 6 novembre 2017, Éditions su remue-ménage et Centre justice et foi.

organisations communautaires, alors que ces dernières prônent explicitement l'égalité, la justice et l'inclusion sociale. Comme de fait, les porte-paroles des initiatives citoyennes rencontrés étaient pratiquement tous des hommes blancs. Dans l'optique d'un processus de traduction, cet enjeu est assez révélateur des difficultés en matière d'extension des réseaux sociotechniques. En effet, alors qu'il prétend représenter les individus marginalisés, le milieu peine à attester l'enjeu du pluralisme. Selon la conférencière, il existe une fausse unité derrière laquelle se cache une hiérarchisation des enjeux. Il y a ainsi reproduction et perpétuation de mécanismes d'exclusion à l'intérieur de luttes anti-oppressives. Conséquemment, la capacité de mobilisation du mouvement communautaire est réduite, puisque les groupes opprimés ne se représentent pas dans ce dernier.

Certains collectifs tentent toutefois de mettre en œuvre des stratégies afin de répondre à l'enjeu du pluralisme et de l'inclusion de groupes marginalisés. Ils ne représentent cependant qu'une minorité.

Afin de répondre à l'objectif de justice sociale de l'organisation, la Patate du peuple utilise des dispositifs d'inclusion des minorités durant le processus d'embauche. À titre d'exemple, suite à une vague massive de démissions à l'été 2017, le collectif décide qu'au moins 50% des membres engagés doivent venir de milieux racialisés. Les futur.e.s employé.e.s sont ainsi choisi.e.s selon ce critère. Ensuite, afin de limiter l'effet oppresseur du contexte anglophone à Concordia, des individus francophones sont recherchés afin de représenter cette «catégorie de gens opprimés», comme l'indique Guillaume. La moitié des réunions est aussi tenue en français afin de favoriser l'inclusion de ces derniers. Une dernière stratégie utilisée par le collectif est l'élaboration du *safe space* discuté plus haut, favorisant l'intégration et le bien-être de tous les groupes.

Les membres de l'Upop sont quant à eux conscients de l'enjeu lié à l'accessibilité à leurs activités, auxquelles ce n'est qu'une partie de la population qui peut participer. Pourtant, les cours sont pratiquement exclusivement donnés lors de soirs de semaine, faisant en sorte que ce sont «des jeunes et des 45-50 ans et plus qui viennent parce qu'ils recommencent à avoir du temps». L'unique stratégie actuellement mise de l'avant par le collectif est d'offrir un cours le

samedi afin de permettre aux familles et aux jeunes enfants de participer aux activités. Cependant, l'enjeu de l'inclusion ne semble pas être étendu à d'autres groupes marginalisés, vivant eux aussi avec des contraintes de temps importantes, et dont il a été mentionné au chapitre 1. Le rallongement du réseau est alors très limité.

Enfin, récemment, dans le milieu culturel, des accusations de harcèlement sexuel ont été portées contre une personne reconnue et rattachée au domaine de l'innovation sociale. Suite à cela, plusieurs collectifs voient la nécessité de collaborer afin de déterminer les actions à entreprendre à l'intérieur de chaque groupe ainsi que les moyens de prévention et de protection des femmes travaillant dans ce secteur. À cet effet, les organisations se regroupent afin de mettre en commun leurs ressources et trouver une stratégie commune et pertinente : «ça a été un moment déclenché dans les médias et 24 heures plus tard, on se parlait. Et ça, c'est un bel exemple de collaboration à travers des luttes communes qui rejoignent tout le monde»⁹⁹. Il s'agit d'alliances effectuées dans une optique d'intégration à des luttes féministes et contre la culture du viol au Québec. Il y a ici problématisation spontanée : la problématique à laquelle il est impératif de répondre est unanimement partagée par différents acteurs du milieu communautaire et les alliances se créent rapidement. Lors de l'entretien, la prochaine étape consistait à définir et attribuer une mission précise et des rôles à chaque allié présent.

Outre ces exemples, l'intersectionnalité n'est pas présentée par les collectifs comme étant une priorité sur laquelle se pencher, notamment étant donné les enjeux quotidiens auxquels ces derniers font face. Les difficultés évoquées ci-haut semblent bloquer une collaboration dans cet objectif précis, pourtant considéré ici comme étant indispensable à la lutte contre le capitalisme. En dehors du manque en terme de moyens, comme il a été mentionné, ces alliances ne sont peut être pas visées par les acteurs étudiés parce qu'elles représentent un point aveugle de leur analyse, étant des porte-paroles et membres d'organisation masculins et blancs.

Selon Conradi (2017), il est possible de répondre à l'enjeu de la pluralité à travers l'intégration de réflexions sociohistoriques chez les collectifs visant la transition socioécologique. Selon l'autrice, une perspective historique est fondamentalement liée à la capacité pour différentes

⁹⁹ L'acteur souhaite demeurer anonyme ici.

luttres de développer une vision systémique et commune des enjeux. Ici, la problématisation serait effectuée à travers la projection d'une certaine réalité : l'expansion du capitalisme est fondée sur l'esclavage, la logique raciale, l'assujettissement des femmes et l'exploitation d'êtres vivants non-humains. Cette vision pourrait selon elle permettre l'articulation et l'unité des combats dans le basculement de l'ordre en place. Cependant, il peut être difficile pour des collectifs tentant de survivre dans le système d'affirmer et assumer une position anticapitaliste. Encore une fois, l'enjeu de la coexistence demeure. Une solution réside alors peut-être dans l'intégration à des mouvements sociaux lors de *moments clés*, et ce, de manière spontanée comme cela a été le cas suite aux allégations d'harcèlement sexuel dans le domaine de l'innovation sociale. Étant donné le caractère imprévisible et ponctuel de cette stratégie, la difficulté réside alors dans la stabilisation et l'irréversibilité du réseau créé.

En outre, les difficultés présentées et les points aveugles soulignés ici mettent de l'avant les nombreuses limites liées aux stratégies de collaboration. Seulement, plusieurs questions essentielles demeurent sans réponse : pourquoi ces difficultés existent-elles? Pourquoi ce manque constant de moyens, peu importe la structure organisationnelle? Pourquoi ces tensions entre luttres? Comment penser ces problèmes de traduction rencontrés par les acteurs? La sociologie de la traduction ne semble pas pouvoir nous aider à répondre à ces questionnements cruciaux. Effectivement, les tenants de cette théorie proposent de suivre les acteurs afin de déterminer comment ces derniers envisagent le monde social. Pourtant, dans le premier chapitre de ce mémoire, le «social» a été envisagé comme un monde particulier qui contraint, conditionne et favorise certains comportements dont les acteurs n'ont pas totalement conscience. Il nous semble alors pertinent d'appréhender les difficultés liées au processus de traduction de manière plus systémique. Dans la prochaine section, nous tenterons d'explorer ces obstacles à travers une théorie macrosociale : celle des champs de Bourdieu.

3. 4. Des initiatives dans le champ ?

Dans le cadre du cours *Concevoir et gérer l'innovation sociale* donné à l'hiver dernier, Abraham (2017) propose d'envisager l'innovation sociale comme un champ de lutte, dans une perspective bourdieusienne. Bien que les initiatives citoyennes présentées dans ce mémoire ne soient pas

considérées comme des innovations sociales à proprement parler, il est pertinent d'analyser les obstacles liés au processus de traduction à l'extérieur de ceux envisagés par les acteurs. Les collectifs étudiés semblent effectivement faire face à des contraintes liées au monde social, faisant en sorte qu'il devient difficile d'établir des liens et de collaborer dans un objectif de transformation sociale. Les obstacles liés à l'établissement d'une nouvelle réalité sociale peuvent alors être étudiés à travers la théorie des champs de Bourdieu afin de rendre compte de certaines difficultés qui ne sont pas perçues de prime abord par les acteurs.

La théorie des champs

Pierre Bourdieu introduit la notion de *champ* comme espaces autonomisés constituant le monde social. Le monde social apparaît ici comme divisé en plusieurs univers particuliers et autonomes; en sous-espaces sociaux¹⁰⁰ possédant des contraintes et des enjeux spécifiques. Ainsi, chacun des champs est considéré comme un contexte distinct dans lequel naviguent et sont influencés les acteurs. Parallèlement, Bourdieu imbrique la notion d'*habitus* dans l'analyse d'un champ spécifique. Ce concept illustre le principe d'action des agents, fondé sur l'intériorisation de dispositions acquises à travers des expériences de socialisation (Mounier, 2001). En d'autres termes, il s'agit de l'intériorisation de structures sociales permettant de percevoir, sentir, faire et penser d'une certaine manière. Ces dispositions sont fortement enracinées et tendent à reproduire la structure particulière d'un champ. Effectivement, chaque sous-espace social produit des habitus spécifiques qui influent à leur tour sur le champ en question (Champagne, P. et Christin, O., 2004). «Les agents sont socialement constitués comme actifs et agissants dans le champ par le fait qu'ils possèdent des propriétés nécessaires pour y être efficaces, pour y produire des effets» (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 83). Les divers espaces constituant le monde social sont ainsi constamment en mouvement et en construction dans la rencontre entre l'*habitus* et le champ.

Un aspect important de cette perspective réside dans les rapports entretenus par les différents acteurs à l'intérieur d'un même champ. Pour Bourdieu, ce sont les luttes de compétition entre acteurs sociaux dans le but d'atteindre des positions dominantes qui déterminent la structure de

¹⁰⁰ Par exemple les champs économique, politique, culturel, artistique, sportif, scientifique, religieux mais aussi bureaucratique, juridique, scolaire.

chaque champ. Le champ est ainsi «un état du rapport de forces dans une lutte pour l'acquisition et la détermination du capital propre au champ» (Champagne, P. et Christin, O., 2004 : 147). De cette manière, s'opposent ceux qui occupent des positions dominantes à travers la détention d'un capital spécifique au champ¹⁰¹ et ceux qui sont dépourvus ou plus faiblement dotés de ce capital et qui s'accrochent à leur situation de dominés ou se lancent dans des stratégies révolutionnaires. Ainsi, comme le souligne Corcuff (1995), chaque espace social représente à la fois un *champ de force*, où il existe une distribution inégale des ressources et conséquemment un rapport de force entre dominants et dominés ainsi qu'un *champ de lutte* où les agents sociaux s'affrontent pour conserver (stratégie de conservation) ou transformer ce rapport de force (stratégie de subversion).

Malgré le fait que ces conflits s'effectuent avant tout à l'intérieur de chaque champ, ils s'étendent à une compétition entre différents champs. À cet effet, la position d'un champ est établie par rapport à un autre qui détient davantage de pouvoir. De cette manière, entre les divers champs, il existe aussi des relations de dominants/dominés. À titre d'exemple, «on découvre que le champ littéraire est inclus dans le champ du pouvoir, où il occupe une position dominée.» En d'autres termes, «les artistes et les écrivains, ou les intellectuels plus généralement, sont une "fraction dominée de la classe dominante"» (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 80). Pour résumer, les luttes à l'intérieur d'un champ spécifique sont aussi déterminées par les conflits dans un espace social plus large. Elles tendent à fonctionner selon une logique double.

Application au cas

Dans le cas particulier des acteurs de la transition socioécologique, à des fins d'analyse, on peut considérer ces derniers s'inscrivant dans le champ particulier de l'innovation sociale. Ce champ prend forme lors de la montée en puissance du néolibéralisme. Alors qu'il y a de plus en plus de coupures dans les institutions et services publics, la population prend en charge ses propres besoins et développe les moyens d'y subvenir de manière «innovante» par exemple avec

¹⁰¹ Bourdieu distingue quatre types de capital spécifique : le capital économique (ressources d'un individu en terme de revenu et de patrimoine), le capital culturel (savoir, savoir-faire, compétences, titres et diplômes) le capital social (réseau de relations durables) et le capital symbolique (toute forme de capital ayant une reconnaissance sociale). «Chaque capital n'existe et ne fonctionne qu'en relation avec un champ». (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 77)

l'introduction de cliniques populaires et de garderies autogérées. Le champ développe sa légitimité et s'introduit ensuite dans le discours public dans les années 2000. Les crises financières de 2007 et 2008 entraînent quant à elles une perte de légitimité de la logique néolibérale. Afin d'y pallier, les instances économiques cherchent à reconnecter le capitalisme à ses valeurs éthiques où la logique marchande est combinée aux valeurs de coopération et de partage. Cela élargit alors le champ de l'innovation sociale en y impliquant les sous-champs d'entrepreneuriat social, de responsabilité sociale de l'entreprise et d'économie sociale.

Selon Durand Folco (2017a), il existe aujourd'hui trois grandes conceptions de l'innovation sociale: néolibérale, social-démocrate et émancipatrice, ici considérées en concurrence les unes avec les autres. La première inclut principalement l'entreprise sociale comme mode d'organisation, où l'innovation sociale est attestée selon une logique marchande et entrepreneuriale. Le modèle social-démocratie se situe quant à lui dans l'économie solidaire, où l'on retrouve grand nombre de mutuelles, coopératives et associations. Autrement dit, il s'agit du «tiers secteur». Les deux précédents modèles se positionnent dans une démarche plutôt réformatrice. Ainsi, il ne s'agit pas de transformer l'ordre établi mais bien de répondre à des problématiques présentes afin de pallier les «excès» du système. Globalement, elles peuvent servir de «béquille» à ce dernier en permettant son maintien et sa reproduction. Finalement, le dernier type d'innovation sociale repose sur un processus critique visant le changement social profond. Il représente «l'expression de *mouvements sociaux* préfigurant de nouvelles formes d'organisation, d'échange, de production et de consommation» (Durand Folco, 2017a : 436). Il s'agit alors d'innovations sociales collectives démocratiques, en rupture avec la société.

À l'intérieur de ce champ, le capital spécifique valorisé est d'ordre symbolique. Abraham propose de le nommer «capital de bienfaisance». Il s'agit avant tout pour les acteurs de ce champ de faire la démonstration ou la preuve de leur «utilité sociale», pour avoir accès à divers soutiens dont ils ont besoin pour croître ou consolider leur position dans le champ (subventions, dons, bénévolat, appuis réglementaires ou symboliques de la part des autorités en place,...). En d'autres termes, il s'agit de la valeur accordée par le milieu aux différentes caractéristiques de l'innovation sociale en présence. L'accumulation de ce capital suppose la mobilisation d'autres formes de capitaux, à commencer par le capital économique (subventions, dons,...) et le capital social (réseaux de bénévoles,...) (Abraham, 2017). Le champ de l'innovation sociale fait partie

du champ plus large de l'économie qui exerce une forte pression sur les conditions de reproduction des innovations sociales. Il est traversé par diverses tensions, notamment étant donné l'opposition social/économique (Abraham, 2017). Qui plus est, le champ de l'économie influence l'habitus des différents acteurs du champ de l'innovation sociale qui sont socialisés et éduqués dès l'enfance à un modèle compétitif.

Il y a donc différentes luttes en présence pouvant entraver la collaboration et le processus de création d'un réseau sociotechnique. D'une part, il existe une lutte interne entre les différentes innovations sociales afin de mettre de l'avant le caractère «bienfaisant» de l'organisation aux yeux de la population mais aussi des instances gouvernementales afin d'avoir accès au capital économique. Un autre aspect du conflit est donc la compétition pour l'obtention de subventions permettant un plus grand pouvoir d'action. En termes bourdieusiens, il s'agit d'une lutte pour l'amélioration de la position particulière d'un acteur dans le champ. D'autre part, le champ est en lutte avec le champ plus large de l'économie où les entreprises classiques exercent une position dominante dans le marché face aux organisations alternatives. Finalement, à travers l'imbrication et les relations avec le champ politique, les innovations sociales émancipatrices (en rupture avec le système actuel) risquent l'institutionnalisation ou la reprise par le système.

On peut considérer la structuration du champ de l'innovation sociale sous une forme «horizontale», où le capital social est situé d'un côté et le capital économique de l'autre. Afin d'atteindre une position dominante et détenir davantage de capital symbolique, les innovations sociales naviguent entre ces tensions et se positionnent de manière différente sur cet axe en fonction des capitaux qu'elles peuvent – et souhaitent – mobiliser (Abraham, 2017). Tendanciellement, l'entrepreneuriat social repose davantage sur du capital économique que les autres formes d'innovations identifiées par Durand Folco. Les innovations émancipatrices au contraire tentent d'accumuler du «capital de bienfaisance» en prenant surtout appui sur du capital social. En outre, les innovations sociale-démocrates naviguent entre les deux autres et cherchent à accumuler du capital symbolique tout en mobilisant du capital économique.

Dans cette perspective, il devient difficile d'établir un processus de collaboration basé sur la traduction. Comme le note Conradi (2017 : 28), «[e]n intégrant une culture de lutte au sein de

nos mouvements sociaux, nous avons tendance à reproduire et à renforcer des pratiques de domination qui ont pour effet de créer des milieux peu propices à la libération.» Pour Bourdieu, cette culture de lutte est conséquente des dynamiques de nos sociétés qui reposent sur la lutte pour l'accumulation du capital. Les obstacles liés à la collaboration sont ainsi de plusieurs ordres. D'une part, la différenciation sociale implique qu'il existe plusieurs champs spécialisés, relativement autonomes et séparés. À l'intérieur de ces champs, différents capitaux sont valorisés et intériorisés d'une certaine manière. Un discours formulé en un point particulier de l'espace social sera ainsi difficilement entendu par celles et ceux qui se tiennent dans un tout autre lieu. Autrement dit, puisqu'un acteur développe son identité et comprend le monde qui l'entoure à l'intérieur d'un certain agencement – ici d'un certain champ –, le travail de traduction ne fait écho que dans une partie du monde. Comment établir une nouvelle réalité sociale si cette dernière n'est comprise et souhaitée que par un seul champ du monde social? La traduction peut être utile et efficace mais jusqu'à un certain point seulement. Seules certaines fractions minoritaires peuvent être touchées par une problématisation formulée par les porte-paroles des initiatives citoyennes puisque le capital valorisé par ces dernières n'est pas celui préconisé et assimilé par d'autres champs. La stratification sociale représente ainsi une difficulté majeure à la stratégie de collaboration.

D'autre part, au sein même du champ de l'innovation sociale, les initiatives citoyennes sont amenées à être en concurrence les unes avec les autres. La création d'un réseau sociotechnique s'établit dans le but de détenir une meilleure position dans le champ plutôt que dans un objectif de coopération et de solidarité. L'aspect conflictuel imposé par le système social bloque et interrompt certaines alliances potentiellement souhaitables et nécessaires dans l'établissement du «nouveau monde».

3.4. Retour sur les résultats et synthèse

En somme, partant de l'hypothèse de la collaboration comme condition au basculement, nous avons cherché à comprendre les relations entretenues par les initiatives citoyennes sur un même territoire. Afin de répondre aux interrogations de recherche, nous avons choisi d'utiliser le cadre théorique de l'acteur-réseau afin d'analyser comment les acteurs de la transition socioécologique

construisent progressivement des réseaux en tissant des liens avec une pluralité d'agents actifs. Bien qu'il ne s'agisse pas explicitement de la construction d'un monde post-croissance, les organisations étudiées agissent selon des objectifs de création d'une société plus juste, soutenable et démocratique et tentent d'y répondre à travers l'agencement d'éléments sociotechniques particuliers.

Suite aux entretiens effectués, on peut constater qu'afin de répondre à leur mission sociale, les initiatives citoyennes collaborent effectivement entre elles ainsi qu'avec d'autres agents essentiels à la réalisation de leurs objectifs. Il y a par ailleurs une volonté de collaborer d'avantage avec les acteurs du milieu; d'étendre la coopération dans une visée de transformation sociale. Cependant, construire un réseau sociotechnique pour ces initiatives représente un travail ardu, où de nombreux obstacles interviennent dans le processus de traduction.

Tout réseau est soumis à une double contrainte : se consolider et s'étendre. Les collectifs cherchent ainsi à favoriser l'appartenance au groupe, à attirer des bénévoles, à avoir accès à du financement, à diffuser leurs actions et à trouver des partenaires durables, tout en effectuant un travail de terrain et d'alliances permettant la réalisation de la mission de l'organisation. Les possibilités d'imposition d'une nouvelle réalité sociale dépendent alors de la capacité pour les organisations à naviguer entre le système à construire et celui dans lequel elles sont imbriquées. La coexistence est effectivement l'élément central lié aux obstacles que rencontrent les initiatives citoyennes. D'une part, il existe une difficulté en ce qui a trait aux moyens permettant d'étendre les réseaux. Les individus sont contraints de travailler pour vivre, ce qui implique une diminution du temps et de l'énergie disponible à mettre dans de tels projets. De plus, l'opposition avec le système impacte la capacité psychologique de mobilisation des individus. À cet effet, des solutions tels le salariat, le financement externe et l'implication d'élus sont mises en place. Cependant, ces dernières sont susceptibles de dénaturer l'initiative et peuvent avoir des effets insidieux. D'autre part, le système actuel crée une multitude de problèmes qu'il devient fallacieux de hiérarchiser mais qui entraîne les collectifs dans une compétition afin d'obtenir le maximum d'alliés. La stratégie d'intersectionnalité semble être une voie intéressante mais il existe des points aveugles concernant le pluralisme, limitant les possibilités d'allongement des réseaux sociotechniques.

Les stratégies de collaboration sont ainsi dans les faits assez limitées et présentent des dangers importants. On semble encore bien loin d'atteindre une masse critique permettant le basculement de l'ordre en place. Le cadre théorique de l'acteur-réseau ne nous aide cependant pas à comprendre les limites structurelles liées à la collaboration et au processus de traduction. Afin de combler ce manque, nous avons analysé les résultats à travers la théorie des champs de Bourdieu, nous permettant de distinguer deux limites structurelles rendant la traduction difficile, voire impossible. Le champ de l'innovation sociale est un champ spécifique (comme tous les champs), donc séparé des autres champs. La transformation de la société exigerait en principe de transcender les frontières entre ces champs, mais la segmentation de la société décrite par Bourdieu constitue à cet effet un obstacle important. Ensuite, chacun des champs représente un espace de lutte. Alors qu'il faudrait que les initiatives citoyennes collaborent, elles sont mises en compétition aussi bien par les bailleurs de fonds que par les «militant.e.s» qui cherchent à acquérir une meilleure position dans le champ. À l'intérieur même d'un champ où l'on cherche à sortir des relations «dominant/dominé», l'espace social est hiérarchisé et stratifié en différentes classes sociales.

Le travail de traduction ne fait pas réellement le poids contre ces éléments structurels. N'est-ce pas alors cette dynamique sociale décrite par Bourdieu qu'il s'agit d'abattre si l'on veut transformer la société? Est-il possible de le faire tout en s'y soumettant? C'est ici que l'on retrouve les enjeux liés à la coexistence décrits plus haut. Face à ces constats, est-ce alors par la lutte politique et la confrontation directe avec l'ordre établi que l'on peut espérer transformer la société?

Chapitre 4

Conclusion

4.1. Rappel de la démarche et des principaux résultats obtenus

S'attaquant à la source des problèmes écologiques et humains, les objecteur.e.s de croissance mettent l'emphase sur la critique du système croissanciste ainsi que sur l'esquisse d'un «nouveau monde». Au sein du corpus décroissant, la transition est presque'unanimentement un concept impliquant au premier plan les initiatives citoyennes. La plupart des théoricien.ne.s font quant à eux l'hypothèse que cette transition ne se fera pas sans un travail de collaboration entre ces initiatives. Cette hypothèse a été retenue. Nous avons alors cherché à savoir s'il y avait effectivement collaboration entre initiatives citoyennes oeuvrant sur un même territoire et quelles formes cette collaboration pouvait prendre. Notre question de recherche fut la suivante : *comment les initiatives citoyennes s'efforcent-elles d'agencer le monde nouveau qu'elles prétendent faire advenir?*

À l'aide de la sociologie de la traduction, il a été possible de comprendre la manière dont les collectifs étudiés construisent des alliances et tentent de les faire perdurer dans des objectifs précis. Du point de vue de l'«acteur-réseau», tous les collectifs sont engagés dans des opérations de consolidation et d'extension de réseaux sociotechniques, ce qui implique une forme de coopération d'entrée de jeu. Les initiatives rencontrées sont toutefois convaincues qu'il est nécessaire de collaborer davantage et plus activement avec d'autres acteurs du milieu, ce qui constitue une découverte pertinente. Cependant, les collectifs font face à de nombreuses difficultés en ce qui à trait à la consolidation et à l'extension de leurs réseaux respectifs.

Les principaux obstacles que rencontrent aujourd'hui ces expérimentations locales dans une optique de collaboration ont alors été analysés. Quelles que soit leur structure organisationnelle, les difficultés liées au phénomène de coexistence demeurent les mêmes pour les collectifs étudiés. Pourtant, malgré les rapports de concurrence inéluctables dans ce contexte, les organisations tentent tant bien que mal de confronter cet obstacle et de mettre toutes leurs énergies dans la constitution d'une nouvelle réalité sociale. Ainsi, s'allier, créer un écosystème,

tisser des compréhensions communes, s'appuyer les uns sur les autres, se nourrir et faire front commun partout est un objectif fondamental pour les collectifs. Ces derniers perçoivent toutefois les limites d'une telle stratégie. Il semble que la traduction ne soit pas toujours possible ni souhaitable. Il s'agit d'une opération que ne réussit pas à tous les coups et qui présente des dangers.

4.2. Apports du mémoire

Apports scientifiques

Sur le plan scientifique, il a été question de plonger dans la littérature décroissante afin d'en déterminer les fondements et d'identifier les propositions politiques lancées par les objecteur.e.s de croissance. Malgré le fait que les théoricien.ne.s du mouvement cherchent à répondre explicitement à trois questions [pourquoi refuser la croissance; à quoi ressembleraient des sociétés post-croissance; comment initier la rupture avec les sociétés de croissance], l'accent est d'abord placé sur la critique du monde croissant et sur la réflexion concernant le «nouveau monde» à faire advenir. Comme le pointe Madelin (2017), la décroissance peine à poser les conditions de possibilités politiques de sa réalisation. Nous avons tenté ici de contribuer à combler ce manque en étudiant de manière empirique comment se déploient des initiatives citoyennes et dans quelle mesure elles collaborent ou non entre elles. Nous avons pu montrer que cette collaboration est non seulement effective mais souhaitée.

Cela dit, nous avons aussi pris la mesure des difficultés que représente cette collaboration, dans un contexte socioéconomique où presque tout s'y oppose en fait. Les initiatives citoyennes un tant soit peu radicales sont confrontées en permanence à un double risque : celui de l'enfermement, d'une part, celui de la dénaturation, d'autre part. Benoît Lévesque (2007) parle à ce propos de la tension entre «focalisation» et «standardisation». Ce problème n'est pas nouveau. Pour une part, c'est celui que les initiatives inspirées du «socialisme utopique» ont connu au XIX^e siècle. La collaboration visée par les théoricien.ne.s et acteurs de terrain ne ferait ainsi pas le poids contre la dynamique sociale en présence. Cela plaide en faveur d'une thèse comme celle de Lapesant et les tenants du municipalisme qui insistent sur le fait que la transition

réclame non seulement une floraison d'alternatives concrètes, mais aussi une lutte proprement politique dans l'espace public et un travail de théorisation de cette transition.

Ensuite, alors que le courant de la décroissance est majoritairement porté et théorisé par des hommes blancs occidentaux, des enjeux spécifiques à certains groupes demeurent absents des réflexions et principes d'une transition vers des mondes post-croissance. Dans ce mémoire, un intérêt a été porté aux enjeux particuliers vécus par les femmes et groupes racialisés sous-représentés, voire non-représentés dans le discours décroissanciste. Nous avons analysé le développement du système capitaliste à travers une perspective historique féministe ainsi que mis de l'avant les points aveugles des propositions politiques décroissantes en lien avec les groupes opprimés. Une réflexion a finalement été apportée en ce qui a trait à l'intersectionnalité des luttes dans une optique de collaboration entre mouvements sociaux anti-oppression.

Apports pratiques

Sur le plan pratique, nous avons tenté d'observer et d'analyser comment les collectifs pouvaient mettre en œuvre des principes décroissancistes en ce qui a trait à la communalisation, l'autoproduction, la démocratisation et la coopération. En déterminant comment chaque initiative citoyenne s'identifie à certains principes et en analysant les activités réellement effectuées par ces dernières, il a été possible d'illustrer pratiquement comment les stratégies mises de l'avant par les objecteur.e.s de croissance sont appliquées sur le terrain et proche de nous.

Ensuite, à travers la présentation des résultats, on peut distinguer les alliances gagnées des alliances recherchées ou en phase de construction. La question qui préoccupe alors tout.e lecteur.e est de savoir quelles sont les stratégies favorisant l'acquisition de certains alliés; qu'est-ce qui fait qu'une alliance se consolide ou pas ? Il n'existe pas de réponse précise à cette question mais bien quelques éléments sur lesquels il est intéressant de mettre l'accent. D'une part, en ce qui a trait au noyau dur des organisations, indispensable à la pérennisation d'une initiative, la stratégie favorisant l'enrôlement et la mobilisation d'acteurs à long terme est le salaire. Malgré ce que cela implique en termes de structure de financement et de rapport à l'action militante, il semble que dans un contexte de coexistence, ce moyen permette la

diminution du taux de roulement et l'implication certaine et continue des individus dans le projet. Afin de pallier les limites soulignées par Guillaume en lien avec la dynamique du salariat, il s'agit de développer le sentiment d'appartenance au projet et de continuellement favoriser la réflexion critique vis-à-vis de ce dernier.

D'autre part, à l'externe, l'acquisition d'alliés est, dans la plupart des cas, liée à la notion de temps. Ainsi, des alliances sont plus susceptibles d'être établies lorsque la durée d'investissement est déterminée. C'est le cas notamment de la participation au festival Virage, aux consultations citoyennes, aux cours de l'Upop, à un projet précis pour Exeko. Conjointement, des moments particuliers peuvent favoriser la consolidation d'alliances, par exemple lors de campagnes électorales ou suite à la privatisation d'un espace commun, comme c'était le cas avec le Bâtiment 7. Il s'agit alors de saisir les opportunités qui se présentent. L'élaboration d'objectifs précis peut aussi représenter une possibilité d'acquisition d'alliés dans une lutte, par exemple la cession d'un bâtiment particulier ou l'offre quotidienne de 500 repas par jour. Finalement, l'élaboration d'un «safe space» convivial et inclusif semble être un élément central dans l'enrôlement des acteurs pour des organisations telles que la Patate du peuple, Exeko et Virage. Il s'agit de créer un espace dans lequel les individus se sentent confortables et libres et développent alors un sentiment d'appartenance au projet.

En somme, les difficultés relevées par les organisations en lien avec la contrainte de coexistence impliquent la reproduction de la structure capitaliste dans plusieurs stratégies de mise en relation. La prudence est ici de mise étant donné le risque de dénaturation du projet et de diminution du potentiel de transformation sociale ainsi que la possibilité de reproduction d'inégalités.

4.3. Limites du mémoire

Choix méthodologiques

D'une part, la sociologie de la traduction comme cadre d'analyse est davantage adaptée à une approche ethnographique du sujet permettant la description fine et l'analyse détaillée des interactions entre les acteurs et du rôle spécifique des actants. Dans son texte de référence, Callon (1986) *suit* effectivement *un* acteur tout au long des opérations de construction-déconstruction, c'est-à-dire à travers tous les moments du processus de traduction. Il s'attarde par ailleurs aux éléments techniques mobilisés par ce dernier dans la création d'un certain agencement. Tel que défini par Malinowski (1989), le terrain ethnographique est de relativement longue durée et permet au chercheur ou à la chercheuse de s'immerger dans la population à l'étude pour y vivre en intimité avec ses membres. Cependant, puisque le sujet de recherche traite de la transition vers des sociétés post-croissance, il est nécessaire d'inclure dans l'analyse une multiplicité et une diversité d'acteurs. Pour des raisons de temps et de ressources, il n'a pas été possible d'entrer en profondeur dans les organisations à des fins d'observation. Nous n'avons pas pu être attentif aux discours de tous les acteurs prenant part à la construction de réseaux sociotechniques (mais bien à un seul par organisation) ainsi qu'à tous les actants utilisés dans le processus de traduction. Alors que les entretiens ont été effectués de manière isolée et ponctuelle, il n'a finalement pas été possible d'analyser les différentes relations de pouvoir, les interactions avec les objets ainsi que les discours en temps réel. Cela représente une limite importante de notre travail du point de vue du cadre théorique choisi, puisque l'un des objectifs de ce dernier consiste à s'attarder de manière approfondie et symétrique aux dispositifs humains et non humains constitutifs d'un réseau. L'analyse offre ainsi principalement une esquisse des relations entretenues par les acteurs et actants.

Ensuite, à travers les différentes étapes de rédaction, la notion de collaboration change, évolue, ce qui peut porter à confusion. L'hypothèse de départ considérait la collaboration entre différents fronts de lutte, soit le militantisme politique, la théorisation et l'expérimentation concrète. Nous avons par la suite stipulé qu'une initiative citoyenne dite «décroissante» s'appuie sur ces trois piliers à la fois, que l'on peut regrouper sous le *faire*. Dans la mise en œuvre d'une stratégie collaborative, une question d'échelle a aussi été exposée. Le concept de collaboration a ainsi évolué vers une mise en relation d'initiatives citoyennes sur un même territoire, dans un

objectif de transformation sociale globale. Le cadre théorique choisi mettait quant à lui de l'avant deux formes de collaboration : dans un objectif de consolidation ou dans un objectif d'extension. Selon ce cadre, afin de pouvoir s'étendre, un réseau doit d'abord se consolider. De cette manière, une attention particulière a été portée aux différentes relations de coopération permettant la stabilité du réseau avant toute autre chose. En outre, la stratégie d'intersectionnalité proposait une collaboration large entre divers mouvements sociaux anti-oppressifs rassemblés autour d'un ancrage commun – ici la lutte anticapitaliste.

En bref, nos choix méthodologiques nous ont éloigné de notre conception initiale de la collaboration, concept central de ce travail de recherche. En plus de pouvoir engendrer certaines incompréhensions pour le/la lecteur.trice, cette évolution ne permet pas de répondre totalement à la question de recherche portant sur relations *entre* initiatives citoyennes décroissancistes. Cela, combiné à l'absence d'un terrain ethnographique, a pu masquer certaines relations entretenues par les acteurs étudiés et biaiser une partie de notre analyse. En effet, en mettant l'accent sur les relations entretenues à des fins de consolidation de réseau ainsi qu'en n'ayant qu'un entretien avec un seul membre de chaque organisation, nous n'avons pas décortiqué l'ensemble des réseaux et leur étendue. Il serait intéressant de déterminer si les initiatives sont réellement restreintes au champ de l'innovation sociale ou si elles tentent de traduire et créer des alliances dans d'autres champs du monde social. Est-ce qu'elles réussissent à «intéresser» et «enrôler» ces acteurs, et si oui, de quelle manière et à quel prix?

Qui plus est, comme nous l'avons mentionné, le choix des initiatives s'est effectué sur la prémisse que le *faire* élaboré par Lapesant est à la fois *dire* et *agir*. Pourtant, les conclusions nous mènent à penser que ces expérimentations ne sont pas suffisantes face à la dynamique sociale en présence. Nous demeurons toutefois convaincu que le basculement peut être initié par une stratégie locale basée sur la coopération. Seulement, l'initiative citoyenne ne suffit pas étant donné les contraintes liées à la coexistence. Il s'agirait alors de séparer à nouveau alternatives, opposition politique et travail de théorisation et d'analyser la collaboration entre ces différents fronts ainsi que leur imbrication à des mouvements sociaux dans une lutte politique déclarée. À cet effet, le municipalisme en tant que cadre théorique serait un choix méthodologique plus pertinent. Montréal pourrait-elle devenir une communauté politique autogérée à travers une stratégie de collaboration, et si oui, de quelle manière?

Finalement, bien que nous ayons abordé notre étude dans une perspective féministe, les données recueillies lors des entretiens émanent majoritairement d'une perspective masculine et occidentale, élément critiqué dans ce mémoire. La démarche implique ainsi l'occultation de certains points de vue, celui des femmes et celui des personnes issues des minorités. Bien que certaines femmes aient été contactées pour la recherche, un plus ample effort aurait pu être effectué à des fins de cohérence.

Choix théoriques

Il ne suffit pas d'affirmer que le monde social est construit par les acteurs. Il faut le montrer, et la théorie de l'acteur réseau offre un cadre conceptuel très pertinent pour ce faire. Cependant, cette théorie n'est pas sans limites.

Tout d'abord, la distinction entre les agents «appropriés» et «non-appropriés» pour une étude est effectuée en fonction des conventions *actuelles* et de la subjectivité d'une ou d'un chercheur particulier. Alors que le cadre théorique prétend à une impartialité quasi-complète, en faisant confiance aux acteurs, il y a des choix à faire et les critères suggérés par la théorie de l'acteur-réseau ne sont pas suffisamment clairs. Ainsi, le ou la chercheur.e reste livré à lui-même quand il s'agit de savoir qui inclure ou exclure de l'analyse. Le risque, souvent dénoncé par les critiques de la théorie de l'acteur-réseau, est de sélectionner et étudier des «héros», soit de puissants dirigeants d'entreprise, des organisations à succès ou des projets majeurs, au profit d'«autres» acteurs invisibles (McLean et Hassard, 2004).

Ensuite, en ce qui concerne le projet d'une analyse symétrique des humains et des non-humains, certains auteurs soutiennent que cette tentative de dépassement de la distinction entre ces deux catégories d'êtres est impossible puisque le chercheur fait partie d'une des deux catégories (Collins et Yearley, 1992). L'analyse reste essentiellement centrée sur l'humain, laissant peu ou pas réellement d'espace aux objets malgré l'intention des chercheurs. A l'inverse, on peut aussi reprocher à la TAR de parfois «surreprésenter» les êtres non-humains et de leur accorder une «réalité» et une «puissance» beaucoup trop grande.

Nommée «ingénierie hétérogène», une critique de cette théorie repose sur le manque de considérations morales et politiques de l'analyse en ce qui a trait aux intermédiaires impliqués dans le processus de traduction. Il s'agit d'une position selon laquelle le modèle de l'acteur-réseau échoue à examiner les questions morales et implications politiques qui sous-tendent les technologies étudiées (McLean et Hassard, 2004). Selon ces auteurs, en utilisant une approche descriptive, la théorie ne tient pas compte des conséquences sociales (à court et long terme) liées aux choix technologiques des acteurs.

Enfin, la sociologie de la traduction fait abstraction des contraintes sociales pouvant s'exercer sur les acteurs et ne tient pas compte des processus de socialisation par lesquels ils sont nécessairement passés. Il s'agit ici d'une limite importante que nous avons-nous même éprouvée. C'est ce qui nous a conduit à mobiliser finalement le travail de Pierre Bourdieu, qui lui au contraire est très attentif à ces éléments contextuels que sont les structures sociales et les modes de socialisation. Il nous semble très difficile de soutenir que le changement social n'est après tout qu'un problème de traduction réussie ou ratée. La traduction reste fortement dépendante des dynamiques à l'œuvre dans l'espace social (rapports de pouvoir, rapports de classes) et de la structuration de celui-ci (champs de lutte, hiérarchies sociales...). Nous avons tenté de répondre à cette limite en intégrant une partie des résultats dans la théorie macrosociale des champs de Bourdieu.

L'initiative citoyenne décroissante, jusqu'où ?

La collaboration entre initiatives citoyennes entrevoit, tout comme la stratégie de masse critique de Lapesant, qu'une partie de la population suffise à permettre le basculement. Cela implique de passer outre les processus de démocratie directe préconisés par le mouvement décroissant. Il s'agit d'une relation contradictoire où l'on prône une logique de démocratisation des institutions tout en utilisant une stratégie qui fait fi de l'opinion d'une partie importante des membres de la société concernée. S'en remettre ainsi aux initiatives citoyennes n'est-il pas dangereux, même si ces initiatives ne visent pas la prise de pouvoir ? Que faire avec celles et ceux qui rejettent la «problématisation» formulée par ces initiatives et ne s'y «intéressent» pas ? Par ailleurs, les sociétés post-croissance basées sur les quatre principes référentiels impliquent de définir «à la place de» et «pour» l'ensemble de la population les modalités de l'émancipation. Comment

s'assurer dans ces conditions que la création de sociétés post-croissance soit une solution favorable à la majorité ?

4.4. Pistes de recherche

Le présupposé de notre question de départ était celui de la collaboration comme condition fondamentale au changement de société. Comme il a été souligné, cette stratégie peut se faire à la fois de manière spontanée, à des moments particuliers, ou de manière organique dans un objectif précis ou alors de manière organisée. On peut convenir qu'il s'agit d'un *appel* à user de cette stratégie, qui vient s'ajouter aux efforts des expérimentations citoyennes pour simplement exister. L'idée de préfiguration implique effectivement de combiner une double exigence, celle d'apporter une aide immédiate à des humains qui en ont besoin et celle de reconstruire le monde social à travers la coordination avec les autres. Il s'agit d'un travail colossal pour des organisations déjà aux prises avec d'énormes difficultés. Ainsi, est-ce souhaitable d'ajouter cette culpabilité et cette pression à leurs activités quotidiennes dans un contexte où la collaboration demeure un pari avec le futur?

La question se pose d'autant plus que nous ne pouvons dire avec certitude que la collaboration entre initiatives est une condition nécessaire de la transformation sociale. Afin de pallier cette limite, une approche intéressante pouvant être mobilisée dans de futurs travaux consisterait à étudier un précédent historique; une réussite ou un échec en matière de changement social radical volontaire. De cette manière, il s'agirait de tenter de saisir les éléments ayant conduits au succès ou à l'échec de l'action révolutionnaire pour en déduire les enseignements sur ce qu'il conviendrait de faire aujourd'hui.

Par ailleurs, une autre voie de recherche sur les conditions de la transition socioécologique serait d'analyser des expériences passées de collectivités ayant vécu une «décroissance forcée». On peut penser par exemple à l'obligation pour l'État cubain de diminuer sa consommation de pétrole, suite à la chute de l'Union Soviétique et l'embargo imposé par les États-Unis. Cela

permettrait d'étudier la manière dont cette transition peut s'effectuer concrètement, sans forcément aboutir au chaos.

En lien avec la mise en lumière des points aveugles des principes et stratégies décroissancistes, une recherche spécifiquement féministe, où l'oppression des femmes et autres groupes marginalisés est considéré comme un fait majeur du fonctionnement social est nécessaire. Dans l'optique de faire évoluer ces rapports dans le sens de leur allègement pour les dominé.e.s, il s'agit à la fois de démontrer les insuffisances d'une analyse androcentrée et de développer de nouvelles perspectives qui viendront alimenter et enrichir le mouvement de la décroissance.

Concernant les limites exposées ci-haut, l'idée serait de développer une recherche où la collaboration (ainsi que ses obstacles et ses opportunités) serait analysée en fonction des différents fronts de lutte et leur imbrication à des mouvements sociaux, à l'aide d'un cadre théorique différent. Il serait aussi pertinent de plonger plus amplement dans la stratégie de collaboration entre mouvements anti-oppresseurs dans une logique de sortie du système capitaliste. Ainsi, une piste de recherche serait d'analyser la coopération entre différents mouvements et organisations féministes, antiracistes, voire antispécistes. En outre, la manière dont est abordée l'exigence de l'intersectionnalité et de l'inclusion de groupes opprimés à l'intérieur de ces luttes serait une voie intéressante à développer.

Bibliographie

Articles

Abraham, Y.-M. (2015). « La décroissance soutenable comme sortie du capitalisme », *Possibles*, p. 138-152.

Abraham, Y.-M. (2015) « Les fausses promesses de la technoscience », *Relations*, 780, p.16-17.

Abraham, Y.-M., Levy, A. et Marion, L. (2015). « Comment faire croître la décroissance? » dans *La décroissance pour la suite du monde, Nouveaux Cahiers du socialisme*, 14, p. 25-31.

Arnsperger, C. et Bourg, D. (2016). « Vers une économie authentiquement circulaire », *Revue de l'OFCE*, 145, p. 93-125.

Bally, F. (2015). « Vers une transition énergétique citoyenne : La réappropriation des questions environnementales par les acteurs ordinaires », *Rives méditerranéennes*, 51, p. 67-79.

Banerjee, S.B. (2003). « Who sustains whose development? Sustainable development and the reinvention of nature », *Organization Studies*, 24(1), p.143-180.

Barr, S. et Devine-Wright, P. (2012). « Resilient communities : sustainabilities in transition », *Local Environment*, 17(5), p. 525-532.

Beau-Ferron, C. (2015). « Écocommunautés et décroissance : limites et potentialités de l'expérimentation locale » dans *La décroissance pour la suite du monde, Nouveaux Cahiers du socialisme*, 14, p. 164-172.

Çaliskan, K. et Callon, M. (2009). « Economization, part 1 : shifting attention from the economy towards processes of economization », *Economy and Society*, 38(3), p. 369-398.

Çaliskan, K. et Callon, M. (2010). « Economization, part 2 : a research programme for the study of markets », *Economy and Society*, 39(1), p. 1-32.

Callon, M. (1986). « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'année sociologique*, 36, p. 169-207.

Castells, M. (2000). « The contours of the network society », *Foresight*, 2(2), p. 151-157.

- Castro, C.J. (2004). « Sustainable development mainstream and critical perspectives », *Organization & Environment*, 17(2), p. 195-225.
- Cattaneo, C., Gavaldà, M. (2010). « The experience of urban squats in Collserola, Barcelona : what kind of degrowth », *Journal of Cleaner Production*, 18, p. 581-589.
- Chatterton, P., Cutler, A. (2008). *The Rocky Road to a Real Transition : the transition towns movement and what it means for social change* [version électronique], p. 1-42
- Chatterton, P., Pickerill, J. (2010). « Everyday activism and transitions towards post-capitalist worlds », *Transaction of the Institute of British Geographers*, 35, p. 475-490.
- D'Alisa, Demaria et Cattaneo. (2013). « Civil and uncivil actors for a degrowth society », *Journal of Civil Society*, 9(2), p. 212-224.
- Desforges, J.-G. (1981). « Spécificité de la gestion coopérative : le système de valeurs de la technostructure », *Économie et solidarités*, 13(1-2), p. 117-128.
- Durand Folco, J. (2015). « Décroissance, écosocialisme et articulation stratégique » dans La décroissance pour la suite du monde, *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 14, p. 94-116.
- Durand Folco, J. (2017a). « Les trois trajectoires de l'innovation sociale : entre marchandisation, reconnaissance et émancipation », dans Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovations. *Actes du 5^e colloque international du CRISES*, p. 431-440.
- Enjolras, B. (1996). « Associations et isomorphisme institutionnel », *Revue internationale de l'économie sociale*, p. 68-75.
- Frémeaux, P. (2011). « Faut-il encore chercher la croissance (verte)? » [version électronique], *Alternatives économiques*, 301.
- Géréoux-Soares, Krump et Olivier. (2016). « Le squat, une pratique illégale mais légitime? », *L'échappée belle*, 2, p. 39-44.
- Gonick, S. (2016). « Indignation and inclusion : Activism, difference and emergent urban politics in postcrash Madrid », *Environment and Planning D : Society and Space*, 34(2), p. 209-226.
- Goxe, A. (2003). « CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique », *Développement durable et territoires*, [En ligne], URL : <http://developpementdurable.revues.org/1316>

- Hamilton, C. (2013). « Reconstruire l'avenir : Requiem pour l'espèce humaine », *Les Presses de SciencePo*, p. 223-249.
- Harrison, D. et Laberge, M. (2002). « Innovation, identities and resistance : the social construction of an innovation network », *Journal of Management Studies*, 39(4), p. 497-521.
- Hassard, J. et Wolfram Cox, J. (2013). « Can Sociological Paradigms Still Inform Organizational Analysis? A Paradigm for Post-Paradigm Times », *Organization Studies*, p. 1-18.
- Jonet, C. et Servigne, P. (2013). « Initiatives de transition : la question politique », *Mouvements*, 75(3), p. 70-76.
- Lafontaine, C. (2017). « La biocitoyenneté à l'ère du néolibéralisme », *Relations*, 792, p. 23-26.
- Lévesque, B. (2007). « Le potentiel d'innovation sociale de l'économie sociale : quelques éléments de problématique », *Économie et Solidarités*, 37 (1), p. 13-48.
- Ligonie, M. (2017). « The “forced performativity“ of a strategy concept : Exploring how shared value shaped a gambling company's strategy », *Long Range Planning*, p. 1-17.
- Lambert-Pilote, G., Drapeau, M-H et Kruzynski, A. (2007) « La révolution est possible : Portrait de groupes libertaires autogérés au Québec », *Possibles*, 31(1-2).
- Latouche, S. (2009). « La décroissance comme projet politique de gauche », *Revue du MAUSS*, 34, p. 38-45.
- McLean, C. et Hassard, J. (2004). « Symmetrical Absence/Symmetrical Absurdity : Critical notes on the production of actor-network accounts », *Journal of Management Studies*, 41(3), p. 493-519.
- Nez, E. et Dufour, P. (2017). « Un renouvellement de la démocratie par le bas? Les mouvements Indignés et Occupy », *Politique étrangère*, 1, p. 47-58.
- Pel, B. et Bauler, T. (2014). « The institutionalization of Social Innovation : between Transformation and Capture », *TRANSIT*, 2.
- Rist, G. (2015). « Les paradoxes de la décroissance », *Les nouveaux cahiers du socialisme*, 14, p. 33-40.
- Roscoe, P. et Chillas, S. (2014). « The state of affairs : critical performativity and the online dating industry », *Sage journals*, 21 (6), p. 797-820.

Rumpala, Y. (2009). « La décroissance soutenable face à la question du «comment?» », *Mouvements*, 59, p. 157-167.

Sarrasin, R., Kruzynski, A., Jeppesen, S. et Breton, E. (2012). « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », *Lien social et politiques*, 68, p. 141-166.

Savard. (2017). « Pour une stratégie intégrale », [version électronique], *Carnets rouges*.

Semal, L. (2013). « Politiques locales de la décroissance », dans Agnès Sinai (dir), *Penser la décroissance*, *Presses de Sciences Po, Nouveaux débats*, p. 139-158.

Shamir, R., (2005). « Mind the gap: The commodification of corporate social responsibility », *Symbolic Interaction*, 28(2), p. 229-253.

Ouvrages

Abraham, Y.-M. (2014). « Comment arrêter l'automate? », dans Martin, E., Ouellet, M. (dir.), *La tyrannie de la valeur*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 222-234.

Abraham, Y.-M. (2015). « Le capitalisme peut-il survivre? » dans Arcand, S., Dupuis, J.-P., Facal, J. et Pelletier, P., *Sociologie de l'entreprise*, Montréal, Chenelière Éducation, 240 pages.

Abraham, Y.-M., Marion L., Philippe, H. (2011). *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Éditions Écosociété, 240 pages.

Alcott, B. (2015). « Effet rebond » dans d'Alisa, G., Demaria, D., Kallis, G., *Décroissance : vocabulaire pour une nouvelle ère*, Montréal, Écosociété, p. 155-159.

Amblard et al. (1996). *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Paris, Éditions du Seuil, 245 pages.

Anders, G. (2003) [1988]. *Nous, fils d'Eichmann*, Les Éditions Rivages poche, 176 pages.

Ariès, P. (2007). *La décroissance : Un nouveau projet politique*, Éditions Golias, 368 pages.

Ariès, P. (2009). *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance*, Montréal : Écosociété, 240 pages.

Biehl, J. (2013) [1998]. *Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, Montréal, Écosociété, 208 pages.

- Bihouix, P. (2015). « Les low tech, la seule alternative crédible » dans Abraham, Y.-M., Murray, D., *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*, Montréal, Écosociété, 384 pages.
- Bonny, Y. (2002). « Introduction : Michel Freitag ou la sociologie dans le monde », dans Freitag, M. *L'oubli de la société*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 328 pages.
- Boucher, M.-P. (2014). « Activités féminines, travail et valeur », dans Martin, E., Ouellet, M. (dir.), *La tyrannie de la valeur*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 159-197.
- Bourdieu, P. (dir.) *La misère du monde*, Paris, Le Seuil, 1472 pages.
- Bourdieu, P., Wacquant, L. (1992). *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Éditions du Seuil, 267 pages.
- Callon, M., Lascousmes, P. et Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain*. Paris, Éditions du Seuil, 358 pages.
- Castagnez-Ruggiu, N. (1997). *Histoire des idées socialistes en France*, Paris, Éditions La Découverte, 128 pages.
- Castoriadis, C. (1996). *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 241 pages.
- Champagne, P. et Christin, O. (2004). *Mouvements d'une pensée : Pierre Bourdieu*, Paris, Éditions Bordas, 253 pages.
- Cheyne, V. (2008). *Le choc de la décroissance*, Paris, Éditions du Seuil, 216 pages.
- Conradi, A. (2017). *Les angles morts. Perspectives sur le Québec actuel*. Montréal, Éditions du remue-ménage, 229 pages.
- Corcuff, P. (1995). *Les nouvelles sociologies*, Éditions Nathan, 126 pages.
- Durand Folco, J. (2017). *À nous la ville!*, Montréal, Éditions Écosociété, 197 pages.
- Dupuis-Déry. (2016) [2003]. *Les black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux Éditeur, 351 pages.
- Federici. (2017) [2004]. *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Rupture, 403 pages.
- Federici, S. (2016). « Un salaire pour le travail ménager » dans *Point zéro : propagation de la révolution*, 27-38. Paris, Éditions IXè, p. 27-38.

Freitag, M. (2008). *L'impasse de la globalisation, une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Éditions Écosociété, 415 pages.

Frère, B. et Jacquemain, M. (2013). « Conclusion : quoi de neuf sous le soleil de l'engagement » dans *Résister au quotidien*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 241-256.

Gendron, C. (2011). « Penser l'économie du futur : de la croissance aux pratiques écologiques » dans Abraham, Y.-M., Marion, L. et Philippe, H. (dir), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 133- 138.

Généreux, J. (2008). *La dissociété*, Paris, Le Seuil, 483 pages.

Georgescu-Roegen, N. (1995). « La loi de l'entropie et le problème économique », dans Georgescu-Roegen, N., *La décroissance. Entropie – Écologie – Économie*, Paris, Éditions Sang de la Terre, p. 42-56.

Giroux, V. et Larue, R. (2017). *Le véganisme*. Paris, Presses universitaires de France, 125 pages.

Glesne, C. (2011). *Becoming Qualitative Researchers. Fourth Edition*, Toronto, Pearson Editions, 317 pages.

Gorz, A. (1991). *Capitalisme, socialisme, écologie*, Éditions Galilée, 233 pages.

Gorz, A. (2007). *Écologica*, Paris, Éditions Galilée, 163 pages.

Hamilton, C. (2013). *Requiem pour l'espèce humaine*, Paris, Les Presses de SciencePo, 265 pages.

Harvey, D. (2011). *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistance*, Paris, Amsterdam, 93 pages.

Hopkins, R. (2010) [2008]. *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Montréal, Éditions Écosociété, 216 pages.

Illich, I. (2003). « Les deux dimensions de la contre-productivité institutionnelle », dans *Œuvres complètes. Volume 1*, Paris, Fayard, p. 659-676.

Illich, I. (1973). *La convivialité*, Paris, Le Seuil.

Janicaud, D. (1985). « Y a-t-il un système technicien? » dans *La puissance du rationnel*, Paris, Gallimard, p. 117-127 et 143-139.

- Jappe, A. (2014). « Une histoire de la critique de la valeur à travers les écrits de Robert Kurz », dans Martin, E., Ouellet, M. (dir.), *La tyrannie de la valeur*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 52-66.
- Jourdain, E. (2013). *L'anarchisme*, Paris, La Découverte, 122 pages.
- Latouche, S. (2010). *Le pari de la décroissance*, Pluriel, 320 pages.
- Latour, B. (2006). *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, Éditions La Découverte, 401 pages.
- Lepesant, M. (2013) *Politique(s) de la décroissance*, Paris, Utopia, 198 pages.
- Lamant, L. (2016). *Squatter le pouvoir. Les mairies Rebelles d'Espagne*, Montréal, Éditions Lux. 222 pages.
- Liegy, Madelaine, Ondet et Veillot. (2013). *Un projet de décroissance*, Paris, Utopia, 149 pages.
- Löwy, M. (2011). *Écosocialisme, L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris, Éditions Mille et Une Nuits, 240 page.
- Madelin, P. (2017). *Après le Capitalisme. Essai d'écologie politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 150 pages.
- Malinowski, B. (1989) [1922]. *Les argonautes du Pacifique occidental*, Paris, Éditions Gallimard, 606 pages.
- Marion, L. (2014). « Révolution du moteur et machination de la valeur », dans Martin, E., Ouellet, M. (dir.), *La tyrannie de la valeur*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 198-221.
- Marion, L. (2015). *Comment exister encore? Capital, techno-science et domination*, Montréal, Éditions Écosociété, 165 pages.
- Martin, E., Ouellet, M. (2014). *La tyrannie de la valeur*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 280 pages.
- Martin, E., Ouellet, M. (2014). « La crise du capitalisme est aussi la crise de l'anticapitalisme », dans Martin, E., Ouellet, M. (dir.), *La tyrannie de la valeur*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 7-51.

- Martinez-Iglesias, M., Garcia, E. (2011). « La décroissance : le changement social au-delà des limites de la planète » dans Abraham, Y.-M., Marion, L., Philippe, H. (dir), *Décroissance versus développement durable*, Montréal, Éditions Écosociété, p. 187-203.
- Meadows, D., Randers, J., Meadows, D. (2013). *Les limites de la croissance*, Montréal, Éditions Écosociété, 432 pages.
- Méheust, B. (2009). *La politique de l'oxymore. Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, Paris, Éditions La découverte, 160 pages.
- Meiksins-Wood, E. (2009). « Les origines agraires du capitalisme », dans *L'origine du capitalisme. Une étude approfondie*, Québec, LUX Humanités, p. 152-174.
- Mongeau, S. (2014). *S'indigner, oui, mais agir*, Montréal, Éditions Écosociété, 92 pages.
- Mounier, P. (2001). *Pierre Bourdieu, une introduction*, Paris, Éditions La Découverte, 283 pages.
- Ostrom, E. (2010). *Gouvernance des biens communs*, Paris, De Boeck, 301 pages.
- Owen, D. (2013). *Vert paradoxe*, Montréal, Éditions Écosociétés, 210 pages.
- Partant, F. (2007). « Ce tiers monde si nécessaire » dans *La ligne d'horizon : essai sur l'après développement*, Paris, La Découverte, p. 63-78.
- Petitfils, J-C. (1977). *Les socialismes utopiques*. Vendôme, Presses Universitaires de France, 212 pages.
- Piketty, T. (2013). « Introduction » dans *Le capital au XXIème siècle*, Paris, Éditions Seuil, p. 15-68.
- Roussopoulos, D. (2017). *L'écologie politique*, Montréal, Éditions Écosociété, 144 pages.
- Sinai, A. (2013). *Penser la décroissance*, Nouveaux Débats, Paris, Presses de Sciences Po, 180 pages.
- Singer, P. (2012) [1975]. « Tous les animaux sont égaux » dans *La libération animale*, Paris, Petite bibliothèque Payot, p. 65-98.
- Solé, A. (2009). « Prolégomènes à une histoire des peurs humaines », dans Méric, Pesqueux, Solé (éd.), *Société du risque. Analyse et critique*, Paris, Economica, p. 45-57.
- Tanuro, D. (2012). *L'impossible capitalisme vert*. Paris, La Découverte, 223 pages.

Trémoulinas, A. (2006). *Sociologie des changements sociaux*. Paris, Éditions La Découverte, 128 pages.

Notes de cours

Abraham, Y.-M. (2016). 6-442-14 – Décroissance soutenable, La question de l'autonomie [PPT], HEC Montréal.

Abraham, Y.-M. (2017) 6-424-15 – Concevoir et gérer l'innovation sociale, Pour la suite du monde [PPT], HEC Montréal.

Thèses, rapport, document inédit

Cadorette, M.-J (2006). *Le processus de création publicitaire télévisuelle : Une analyse selon la perspective de l'acteur-réseau*, [travail dirigé, mémoire de maîtrise], Montréal, Université de Montréal, 216 pages.

Garcin, E. (2010). *Villes en Transition : quelle place pour la diversité des contextes locaux face au cadre théorique commun?*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 60 pages.

Lachapelle, M (2015). *La décroissance face à la question du «Comment»? : Le cas du Bâtiment 7 à Montréal*, travail dirigé par Yves-Marie Abraham, Montréal, École des hautes études commerciales, 127 pages.

Annexes

Annexe 1 - Guide entrevue

Profil de l'acteur

- a. Pourquoi vous êtes-vous impliqué dans ce projet ; quelles étaient vos aspirations/objectifs?
- b. Pouvez-vous m'en dire plus sur votre rôle au sein de l'équipe de projet?

Mise en contexte

- c. Comment définiriez-vous ce projet ; quel est son rôle, son objectif?
- d. Dans quel contexte ce projet est-il né?
- e. Pouvez-vous m'en dire plus au niveau de l'organisation et de la gestion du projet en question?
- f. À partir de l'idée de départ est-ce que vous pouvez m'expliquer les différentes étapes/ressources que vous avez mobilisées pour accomplir ces projets ?

Réussites et défis

- a. Quelles sont pour vous les plus grandes réussites du projet?
- b. Quels sont les facteurs qui facilitent ces réussites?
- c. Pensez-vous avoir eu un impact sur l'environnement avoisinant (social, culturel, environnemental, juridique)? Si oui, de quelle manière?
- d. Quels ont été (ou quels sont) les plus grands défis auxquels vous faites face, et pourquoi?
- e. Comment comptez-vous les surmonter ; par quels moyens?

Idée de changement

- a. Selon vous, quelle est l'importance de la mise en place de tels projets?

- b. L'objectif du projet est-il d'initier le changement ailleurs que dans ce contexte?
- c. Pensez-vous que de tels projets peuvent mener à un changement de société radical? Si oui, de quelle manière?
- d. Comment faites-vous pour étendre votre impact ; pour essayer de vous imposer ?
Quels sont les blocages?
- e. Projetez-vous dans 10 ans, comment voyez-vous le projet? Où en est-il rendu?
Qu'a-t-il accompli?

Stratégie de mise en relation

- f. Connaissez-vous d'autres collectifs alternatifs que vous trouvez pertinents dans une visée de changement radical? Comme le vôtre? Différents? Au Québec ?
Ailleurs?
- g. Me recommandez-vous de les rencontrer? Pourquoi?
- h. Êtes-vous en contact avec eux? L'avez-vous été? Si vous ne l'êtes plus, pour quelles raisons?
- i. Si vous l'êtes toujours, comment entretenez-vous ces liens? Quelle est la visée de cette mise en relation ?

Annexe 2 – Tableau récapitulatif

<u>Interlocuteur</u>	<u>Nom de l’initiative et date de création</u>	<u>Raison d’être de l’initiative</u>
Francis	Villeray En Transition et Une monnaie pour Montréal	Faire de Montréal une ville participant au mouvement des villes en transition à travers des projets inclusifs et solidaires
Michel	Université populaire (Upop)	Transmettre des savoirs gratuitement afin de favoriser le développement de l’esprit critique
Guillaume	La patate du peuple	Offrir des repas gratuits à la communauté en s’inscrivant dans des objectifs plus larges de justice sociale et environnementale
Judith	Bâtiment 7	Création d’un espace autogéré, alternatif et accessible permettant de répondre aux besoins de la population de Pointe-Saint-Charles
Jonathan	Réseau d’Action Municipal (RAM)	Plateforme citoyenne visant la formation d’une municipalité libre et autogérée
Nadia	Exeko	Lutter pour l’inclusion sociale de populations marginalisées à travers une diversité de projets artistiques et intellectuels
Ian	Virage	Contribuer à trouver des solutions aux impasses politiques, sociales et économiques en rassemblant des acteurs de la transition socioécologique
Joey	Coalition Climat Montréal	Faire de Montréal une ville carbone-neutre à travers le rassemblement citoyen et institutionnel

